

ENVER HOXHA

Avec Staline

Souvenirs

**INSTITUT DES ÉTUDES MARXISTES-
LÉNINISTES PRÈS LE COMITÉ CENTRAL
DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE**

***A L'OCCASION DU CENTENAIRE DE LA
NAISSANCE DU GRAND MARXISTE-
LÉNINISTE JOSEPH STALINE***

**Edition électronique réalisée par Vincent Gouysse à partir de l'ouvrage
publié en décembre 1979 aux Editions « 8 NËNTORI », Tirana.**

WWW.MARXISME.FR

Sommaire

Au centenaire de la naissance de Joseph Staline (p. 3)

Première rencontre — Juillet 1947 (p. 18)

La situation extérieure de la R.P.A. Les rapports avec les Etats voisins et les Anglo-Américains. L'incident de Corfou — A la Cour de la Haye. La situation politique, économique, sociale et de classe en Albanie. Staline s'intéresse beaucoup à notre pays, à notre peuple et à notre Parti, et il les tient en haute estime. «Il n'est pas logique qu'un parti au pouvoir reste dans la clandestinité». «Votre Parti communiste pourrait s'appeler Parti du Travail».

Deuxième rencontre — Mars-avril 1949 (p. 32)

Notre attitude envers la direction yougoslave déjà pendant la guerre. Le 1er Congrès du P.C.A. Politique de terreur à Kosove. A propos des divisions yougoslaves qui devaient être envoyées en Albanie. Les titistes visaient à renverser la situation en Albanie. Au sujet de la guerre du peuple grec frère. Les vues erronées de la direction du P.C. de Grèce. Les Anglais mettent comme condition à leur reconnaissance de l'Albanie, l'établissement de bases militaires dans nos ports. La voie du développement économique et culturel de l'Albanie. Sur la situation de notre paysannerie. De l'histoire, de la culture, de la langue et des coutumes du peuple albanais.

Troisième rencontre — Novembre 1949 (p. 47)

Entrevue de cinq heures à Soukhomi. Entretien en tête à tête avec le camarade Staline. Encore sur le problème grec. Sur la situation en Yougoslavie après la trahison de Tito. Le problème de Kosove et des autres régions de Yougoslavie peuplées d'Albanais. «Attaquer l'Albanie n'est pas chose facile». «Si l'Albanie est forte au dedans, elle ne risquera rien du dehors ». Une soirée inoubliable. Encore à propos du développement économique et culturel de l'Albanie. L'attitude à l'égard de la religion et du clergé. «Le Vatican est un centre de réaction, un instrument au service du capital et de la réaction mondiale».

Quatrième rencontre — Janvier 1950 (p. 60)

Confrontation chez Staline, sur leurs désaccords de principe, entre la direction du Parti du Travail d'Albanie et les dirigeants du P.C. de Grèce. Y participent : Staline, Molotov, Malenkov ; Enver Hoxha, Mehmet Shehu ; Niko Zahariadhis, Mitcho Partsalidhis. De la stratégie et de la tactique de l'Armée démocratique grecque. Varkize. La tactique de la défense passive est mère de la défaite. Pourquoi les défaites de Vitsi et de Gramoz ? Du rôle dirigeant du parti dans l'armée. La place et le rôle du commissaire. Niko Zahariadhis exprime ses points de vue. Appréciation de Staline.

Cinquième rencontre — Avril 1951 (p. 73)

De la situation politique, économique et sociale en Albanie. La réaction extérieure vise à renverser notre pouvoir populaire. Sentence finale de la Cour de la Haye. «Une haute vigilance et des prises de position fermes permettent de percer à jour et d'annihiler les tentatives de l'ennemi». «En même temps qu'à la construction d'unités industrielles, vous devez veiller aussi au renforcement de la classe ouvrière et à la formation des cadres». De la collectivisation de l'agriculture. «Les spécialistes soviétiques ne sont pas chez vous pour rester dans les bureaux, mais pour aider sur le terrain». Critiques sévères de Staline au sujet d'un opéra soviétique fardant la réalité. Au XIXe Congrès du P.C. (b) de l'Union soviétique, — pour la dernière fois avec l'inoubliable Staline.



JOSEPH STALINE

AU CENTENAIRE DE LA NAISSANCE DE JOSEPH STALINE

Le 21 décembre de l'année en cours il y aura cent ans que naquit Joseph Staline, l'homme si cher au prolétariat russe et international, et son éminent dirigeant, l'ami fidèle du peuple albanais, l'ami bien-aimé des peuples opprimés du monde entier qui luttent pour la liberté, l'indépendance, la démocratie et le socialisme.

Toute la vie de Staline se caractérise par une lutte acharnée et incessante contre le capitalisme russe, contre le capitalisme mondial, contre l'impérialisme, contre les courants antimarxistes et anti-léninistes qui s'étaient mis au service du capital et de la réaction mondiale. Sous la conduite de Lénine et à ses côtés, il fut l'un des inspirateurs et des dirigeants de la Grande Révolution Socialiste d'Octobre, un militant inflexible du Parti bolchevik.

Après la mort de Lénine, Staline dirigea pendant trente ans la lutte pour la victoire et la défense du socialisme en Union soviétique. Aussi l'amour, le respect et la fidélité envers son oeuvre et sa personne tiennent-ils une grande place dans les coeurs du prolétariat mondial et des peuples du monde. C'est ce qui explique par ailleurs l'hostilité sans bornes de la bourgeoisie capitaliste et de la réaction mondiale envers ce fidèle disciple et compagnon d'armes éminent et résolu de Vladimir Illitch Lénine.

Par sa lutte sévère et de principe pour la défense, l'application conséquente et le développement des idées de Marx, Engels et Lénine, Staline a pris rang parmi les grands classiques du marxisme-léninisme. Grâce à sa clairvoyance et sa capacité insignes, il a su s'orienter justement même en des

temps très difficiles, lorsque la bourgeoisie et la réaction mettaient tout en oeuvre pour empêcher la victoire de la Grande Révolution Socialiste d'Octobre.

Les difficultés qu'avait à affronter le prolétariat russe pour réaliser ses aspirations étaient considérables, car le capitalisme régnait alors en maître en Russie et dans le monde. Mais dès lors, le capitalisme avait créé son propre fossoyeur, le prolétariat, la classe la plus révolutionnaire, appelée à diriger la révolution. Cette classe devait l'emplir avec succès sa mission historique dans une lutte implacable contre les ennemis, conquérir, grâce à cette lutte, les droits et les libertés auxquels elle aspirait, et s'emparer du pouvoir politique. C'est dans cette voie que le prolétariat arracherait le pouvoir politique et économique à la bourgeoisie capitaliste oppresseuse et exploiteuse, et bâtirait le monde nouveau.

Marx et Engels ont créé la science prolétarienne de la révolution et du socialisme scientifique. Ils avaient fondé l'Association Internationale des Travailleurs, connue sous le nom de Première Internationale. Les principes fondamentaux de cette première organisation internationale des travailleurs étaient énoncés dans son Manifeste constitutif, qui traça au prolétariat la voie de l'abolition de la propriété privée des moyens de production, consacra la création du parti du prolétariat pour la prise du pouvoir par la voie révolutionnaire et définit la lutte que le prolétariat devait mener contre le capitalisme et l'opportunisme, qui se manifesta sous diverses formes «théoriques» dans divers pays.

Se fondant sur les oeuvres majeures de Karl Marx et Friedrich Engels, et les défendant avec une rare maîtrise. Vladimir Illitch Lénine, le génial continuateur de leur oeuvre, développa la lutte contre les courants des révisionnistes, des opportunistes et autres renégats. Les traîtres jetèrent par-dessus bord le grand drapeau de la Première Internationale et violèrent de façon flagrante le mot d'ordre du Manifeste du Parti communiste «Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!». Et ces renégats du marxisme votèrent pour les crédits de la guerre impérialiste, au lieu de s'y opposer.

Lénine écrivit des oeuvres capitales pour la défense et le développement du marxisme. Il a enrichi particulièrement les idées de Marx et d'Engels sur la construction de la société socialiste et communiste. Ayant constamment en vue le développement matérialiste de l'histoire, ainsi que les conditions du pays et de l'époque où il vécut, Lénine lutta pour la création et la consolidation du Parti bolchevik. Alors que le tsarisme et son armée étaient en putréfaction, Vladimir Illitch et les autres bolcheviks, au prix d'une lutte révolutionnaire intense en Russie comme à l'étranger, préparèrent et déclenchèrent la Grande Révolution prolétarienne socialiste.

Le plan génial de Lénine pour le triomphe de la révolution fut réalisé. Après le succès de la grande Révolution qui ébranla l'ancien monde et ouvrit une époque nouvelle dans l'histoire de l'humanité, l'époque de l'abolition de l'exploitation et de l'oppression, Lénine poursuivit la lutte pour l'édification du premier Etat socialiste. Et, à ses côtés, lutta et oeuvra son dévoué collaborateur Joseph Vissarionovitch Staline.

On comprend bien que la bourgeoisie ne pouvait pas ne pas se dresser contre les idées de Marx, Engels et Lénine, contre leurs actions justes, résolues et inflexibles en faveur de la classe ouvrière et des peuples ; et en effet, sans hésiter, féroce et opiniâtrement, sans aucun répit, elle dirigea contre elles ses diverses armes.

Mais la grande force organisée et invincible du prolétariat russe, uni au prolétariat mondial, se dressa contre la farouche hostilité organisée du capitalisme et de la bourgeoisie réactionnaire mondiale. Cet affrontement était l'expression d'une âpre lutte de classes à l'intérieur de la Russie comme hors du pays, lutte qui se matérialisa durant toute cette période dans les collisions avec les forces des interventionnistes et les débris du tsarisme et de la réaction russe. Ces ennemis devaient être combattus sans merci.

C'est dans ce processus de lutte de classe qu'il fallait tremper le Parti bolchevik, mettre sur pied l'Etat de dictature du prolétariat, en tant que question essentielle de la révolution, et jeter les fondements de l'économie socialiste. Il fallait donc introduire des réformes radicales dans tous les secteurs de la vie, mais dans une voie nouvelle, avec un esprit nouveau, et en tendant à un but nouveau ; il fallait appliquer de manière créatrice et dans les conditions concrètes de la Russie tsariste la théorie de Marx en matière de philosophie et d'économie politique, la théorie du socialisme scientifique.

Tous ces objectifs devaient être réalisés sous la conduite du prolétariat, en tant que classe la plus avancée et la plus révolutionnaire, en s'appuyant sur l'alliance avec la paysannerie pauvre et moyenne. Après la création du nouveau pouvoir, il fallait mener une grande lutte, une lutte héroïque, pour améliorer la vie économique et culturelle des peuples libérés du joug du tsarisme et des capitaux étrangers d'Europe. Dans cette lutte gigantesque, Staline se tint, inébranlable, aux côtés de Lénine, il combattit en première ligne.

A mesure que le nouveau pouvoir soviétique se consolidait politiquement, que l'industrie se développait dans toutes ses branches, que croissait l'agriculture kolkhozienne, et que la culture nouvelle, socialiste, se développait en Union soviétique, la résistance des ennemis extérieurs et de la réaction intérieure devenait plus acharnée. Et les ennemis intensifièrent particulièrement leur lutte après la mort de Vladimir Illitch Lénine.

Staline fit, devant la dépouille de Lénine, le serment de s'en tenir fidèlement aux enseignements de celui-ci, d'exécuter ses recommandations pour maintenir immaculé le titre élevé de communiste, pour sauvegarder et renforcer l'unité du Parti bolchevik, préserver et tremper sans arrêt la dictature du prolétariat, pour renforcer constamment l'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie, rester fidèle jusqu'au bout aux principes de l'internationalisme prolétarien, défendre le premier Etat socialiste contre les visées de sape des ennemis intérieurs bourgeois et latifondiaires et des ennemis extérieurs impérialistes à son encontre, et mener jusqu'au bout l'édification du socialisme sur un sixième du monde.

Joseph Staline tint parole. A la tête du Parti bolchevik, il sut diriger la construction du socialisme en Union soviétique et faire de la grande patrie du prolétariat russe et de tous les peuples d'Union soviétique un appui colossal de la révolution mondiale. Il se montra un digne continuateur de l'oeuvre de Marx, Engels et Lénine et donna des preuves éclatantes qu'il était un marxiste-léniniste remarquable, clairvoyant et résolu. Les ennemis intérieurs en Union soviétique, les trotskistes, boukhariniens, zinoviévistes et autres étaient liés étroitement aux capitalistes extérieurs, dont ils s'étaient faits les instruments. Certains d'entre eux étaient restés dans les rangs du Parti bolchevik afin de prendre la citadelle de l'intérieur, de désintégrer la juste ligne marxiste-léniniste de ce parti conduit par Staline, alors que d'autres restaient en dehors des rangs du parti, mais dans l'Etat, ils complotaient et sabotaient ouvertement ou en sous main la construction du socialisme. Dans ces circonstances, Staline appliqua avec fermeté une des recommandations principales de Lénine pour épurer sans hésiter le parti de tout élément opportuniste, de tout capitulard devant la pression de la bourgeoisie et de l'impérialisme, ainsi que devant tout point de vue étranger au marxisme-léninisme. La lutte que Staline a menée à la tête du Parti bolchevik contre les trotskistes et les boukhariniens, est le prolongement direct de la lutte de Lénine, une lutte profondément conforme aux principes, salvatrice, sans laquelle il n'aurait été possible ni de construire le socialisme, ni de le défendre.

Joseph Staline savait que les victoires ne pouvaient être remportées et défendues qu'au prix d'efforts, de sacrifices, péniblement et de haute lutte. Jamais il ne manifesta un optimisme non fondé après les victoires remportées; jamais non plus il ne tomba dans le pessimisme face aux difficultés à surmonter. Au contraire, Staline s'avéra une personnalité extrêmement pondérée et mesurée dans ses jugements, dans ses décisions et dans ses actes. En grand homme qu'il était, il parvint à se gagner le coeur du parti et du peuple, à mobiliser leurs énergies, à tremper les militants dans la bataille et à les élever politiquement et idéologiquement pour réaliser une grande oeuvre, qui n'avait pas de précédent.

Les plans quinquennaux staliniens pour le développement de l'économie et de la culture firent du premier pays socialiste au monde une grande puissance socialiste. S'en tenant au précepte de Lénine sur la primauté de l'industrie lourde dans l'industrialisation socialiste, le Parti bolchevik, avec Staline à sa tête, dota le pays d'une très puissante industrie de production de moyens de production, d'une gigantesque industrie de constructions mécaniques, capable d'assurer un rapide essor de l'économie nationale dans son ensemble, tous les moyens nécessaires à cette fin, et de garantir aussi une défense invincible. L'industrie lourde socialiste fut mise sur pied, comme disait Staline, «avec les forces intérieures, sans crédits ni emprunts asservissants de l'extérieur». Staline avait clairement précisé que l'Etat soviétique, dans la mise sur pied de son industrie lourde, ne pouvait suivre la voie des pays capitalistes, en contractant des emprunts à l'étranger ou en pillant d'autres pays.

A la suite de la collectivisation de l'agriculture, en Union soviétique fut mise sur pied une agriculture socialiste moderne, pourvue d'un puissant équipement mécanique, produit de l'industrie lourde socialiste, ce qui permit de résoudre le problème des céréales et des autres principaux produits de l'agriculture et de l'élevage. Ce fut Staline qui élaborait plus à fond le plan de collectivisation de Lénine, qui dirigea l'exécution de ce plan dans une âpre lutte contre les ennemis du socialisme, contre les koulaks, les traîtres boukhariniens, les difficultés et les obstacles innombrables qui découlaient non seulement de l'activité hostile, mais aussi du manque d'expérience des paysans, ainsi que du sentiment de la propriété privée, profondément enraciné dans leur conscience.

Cette croissance économique et culturelle contribua à la consolidation de l'Etat de dictature du prolétariat en Union soviétique. Staline, à la tête du Parti bolchevik, sut organiser et diriger avec maîtrise l'Etat soviétique, en perfectionner le fonctionnement et développer constamment la structure et la superstructure de la société dans la voie marxiste-léniniste, sur la base des situations politiques et du développement économique intérieurs, sans oublier les situations extérieures, c'est-à-dire les visées rapaces et les intrigues abjectes menées par les Etats bourgeois capitalistes pour mettre des bâtons dans les roues à l'édification du nouvel Etat des prolétaires.

Le capitalisme mondial voyait dans l'Union soviétique son ennemi le plus dangereux, aussi s'efforça-t-il de l'isoler du dehors, alors qu'au dedans il encouragea et organisa les complots des renégats, des espions, des traîtres et des droitiers. La dictature du prolétariat frappa sans merci ces ennemis dangereux. Tous les traîtres furent jugés publiquement. Leur culpabilité à l'époque fut démontrée par des preuves irréfutables et de la manière la plus convaincante. Les procès qui eurent lieu en Union soviétique sur la base de la législation révolutionnaire contre les trotskistes, les boukhariniens, les Radek, Zinoviev, Kamenev, Piatakov et Toukhatchevski, furent l'objet d'un grand tapage de la part de la propagande bourgeoise, qui haussa encore d'un ton et érigea en système son vacarme calomniateur et dénigrant contre la juste lutte du pouvoir soviétique, du Parti bolchevik et de Staline, qui défendaient la vie de leurs peuples, défendaient le régime nouveau, socialiste, mis sur pied grâce à la sueur et au sang des ouvriers et des paysans, défendaient la Grande Révolution d'Octobre et la pureté du marxisme-léninisme.

Que de calomnies les ennemis extérieurs n'ont-ils pas lancées en particulier à l'adresse de Joseph Staline, le continuateur de l'oeuvre de Marx et de Lénine, le dirigeant talentueux de l'Union soviétique, qu'ils taxèrent de «tyran», d'«assassin» et de «sanguinaire». Toutes ces calomnies se caractérisaient par leur cynisme. Non, Staline ne fut pas un tyran, il ne fut pas un despote. C'était un homme attaché aux principes, juste, simple, affable et plein de sollicitude pour les hommes, pour les cadres, pour ses collaborateurs. C'est pour cette raison que son Parti, les peuples de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques et tout le prolétariat mondial l'aimaient tellement. C'est cet homme qu'ont vu en lui des millions de communistes et d'éminentes personnalités révolutionnaires et progressistes dans le monde. Evoquant sa figure prestigieuse, Henri Barbusse, dans son livre sur Staline, dit entre autres : «Il s'est mis et reste en contact avec le peuple ouvrier, paysan et intellectuel de l'U.R.S.S. et avec les révolutionnaires du monde, qui portent leur patrie dans leur coeur — soit beaucoup plus de deux cents millions de personnes». Et il ajoutait : «Cet homme net et lumineux est un homme simple... Il rit comme un enfant... Par beaucoup de côtés, Staline ressemble à l'extraordinaire V. Illitch ; même

science de la théorie, même sens de la pratique, même fermeté... C'est en Staline, plus que nulle part ailleurs, que se trouvent la pensée et la parole de Lénine. Il est le Lénine d'aujourd'hui». Toutes les idées et les oeuvres de Staline conçues et traduites dans la réalité vivante, sont parcourues comme par un fil rouge et de façon conséquente par la pensée révolutionnaire marxiste-léniniste. Dans les oeuvres de ce marxiste-léniniste remarquable, on ne saurait déceler aucune erreur de principe. Il pesait son action en fonction des intérêts du prolétariat, des masses travailleuses, des intérêts de la révolution, du socialisme et du communisme, des intérêts des luttes de libération nationale et anti-impérialistes. Il n'était pas éclectique dans ses idées théoriques et politiques, ni hésitant dans ses actions pratiques. Qui se fondait sur l'amitié sincère de Joseph Staline était assuré de voir son peuple aller de l'avant, vers un avenir radieux. Qui louvoyait, ne pouvait échapper à la vigilance et au jugement aigu de Joseph Staline. Ce jugement émanait des grandes idées de la théorie marxiste-léniniste, qui étaient cristallisées dans son esprit éveillé et dans son coeur pur. Toute sa vie durant, il sut tenir fermement et orienter dans la juste voie le gouvernail du socialisme, et cela même à travers les flots et les tempêtes soulevés par les ennemis.

Staline savait quand et dans quelle mesure il convenait de passer des compromis, à condition qu'ils ne portent pas atteinte à l'idéologie marxiste-léniniste, mais profitent au contraire à la révolution, au socialisme, à l'Union soviétique et aux amis de l'Union soviétique.

Le prolétariat, les partis marxistes-léninistes, les communistes véritables et tous les gens progressistes dans le monde jugeaient justes, sensées et nécessaires les actions salutaires du Parti bolchevik et de Staline pour la défense de l'Etat et du nouveau régime économique et social, socialiste. L'oeuvre de Staline était approuvée par le prolétariat et les peuples du monde, car ils le voyaient lutter contre l'oppression et l'exploitation, qu'ils sentaient peser lourdement sur eux. C'est précisément de la bouche des monstres qui organisaient les tortures et les massacres en masse dans la société capitaliste, de ceux qui étaient la cause de la faim, de la pauvreté, du chômage et de tant et tant de malheurs, que les peuples entendaient calomnier Staline, et c'est pourquoi ils ne croyaient pas à ces calomnies.

Les millions de prolétaires dans le monde se dressaient contre ces ennemis dans des grèves et des manifestations puissantes dans les rues des villes, attaquant les usines des capitalistes. Les peuples se dressaient dans la lutte contre les colonisateurs pour conquérir les droits et les libertés démocratiques. Dans le même temps, c'était là un appui international général apporté à l'Union soviétique et à Staline, et cet appui contribua à renforcer le jeune Etat des Soviets, à élever encore son autorité déjà grande dans le monde.

Tous les communistes, qui luttèrent contre le capitalisme mondial aux quatre coins de la terre, furent traités par la bourgeoisie et par les renégats du marxisme-léninisme d'«agents» de l'Union soviétique et de Staline. Mais les communistes étaient des gens honnêtes, ils n'étaient les agents de personne, ils étaient seulement de fidèles tenants de la doctrine de Marx, Engels, Lénine et Staline. Ils soutenaient l'Union soviétique, car ils voyaient dans sa politique un grand appui pour le triomphe des idées communistes, ils voyaient l'exemple lumineux à suivre pour mener la lutte, et le sens dans lequel il fallait diriger ses efforts pour gagner bataille sur bataille, pour vaincre les ennemis, secouer le joug du pouvoir du capital et mettre sur pied le régime social nouveau, socialiste.

Cependant que le capitalisme mondial, en tant qu'ancien régime en décomposition, s'affaiblissait, le socialisme en Union soviétique, en tant qu'ordre nouveau de l'avenir, triomphait et devenait un appui toujours plus puissant de la révolution mondiale. Dans ces circonstances, le capitalisme devait absolument employer tous les moyens pour frapper à mort le grand Etat socialiste des prolétaires, qui montrait au monde la voie pour échapper à l'exploitation, et c'est pour cela que les capitalistes préparèrent et déclenchèrent la Seconde Guerre mondiale. Ils mirent sur pied, appuyèrent, encouragèrent et armèrent les hitlériens pour la «guerre contre le bolchévisme», contre l'Union soviétique et pour réaliser leur rêve de l'«espace vital» vers l'Est. L'Union soviétique comprit le danger qui la menaçait. Staline était vigilant, il connaissait bien les calomnies montées contre lui par la bourgeoisie capitaliste internationale, selon lesquelles il ne combattait pas le nazisme et le fascisme

grandissants, il savait que c'était là un slogan naturel de cette bourgeoisie et de la cinquième colonne hitlérienne pour tromper l'opinion publique et réaliser leurs plans d'agression contre l'Union soviétique.

Le fascisme fut à juste titre qualifié par le VII^e Congrès du Komintern en 1935 de plus grand ennemi des peuples dans les circonstances concrètes de l'époque. Ce congrès, sur l'initiative directe de Staline, avait lancé le mot d'ordre du front populaire antifasciste commun, qu'il fallait créer dans chaque pays, pour démasquer les plans et les menées agressives et rapaces des Etats fascistes et dresser les peuples contre ces plans et ces menées, afin de conjurer la nouvelle guerre impérialiste qui menaçait le monde.

Jamais, à aucun moment, Staline n'oublia le danger qui pesait sur l'Union soviétique. A tout instant il lutta avec fermeté et donna des directives très claires pour que le parti se trempe en vue des luttes à venir, pour que les peuples soviétiques se fondent en une unité marxiste-léniniste d'acier, que l'économie soviétique se consolide dans la voie socialiste, que la défense de l'Union soviétique se renforce de moyens matériels et de cadres, et qu'elle se dote d'une stratégie révolutionnaire et de tactiques révolutionnaires. Staline indiquait et démontrait, par des faits tirés de la vie même, que les impérialistes sont des fauteurs de guerre et que l'impérialisme est porteur de guerres de rapine, aussi conseillait-il aux hommes de ne jamais relâcher leur vigilance et d'être constamment préparés contre toute action des nazis hitlériens, des fascistes italiens et des militaristes japonais, en même temps que des autres puissances capitalistes mondiales. La parole de Staline était une parole d'or, c'est sur elle que se guidaient désormais les prolétaires et les peuples du monde.

Staline proposa aux gouvernements des grands pays capitalistes d'Europe occidentale de conclure une alliance contre le fléau hitlérien, mais ces gouvernements rejetèrent cette proposition, allant même jusqu'à violer leurs anciennes alliances avec l'Union soviétique, dans l'espoir que les hitlériens extirperaient le «germe du bolchévisme» et leur tireraient les marrons du feu.

Face à cette situation sérieuse, lourde de dangers, et dans l'incapacité de convaincre les gouvernants des prétendues démocraties occidentales de conclure une alliance antifasciste commune, Staline jugea opportun de chercher à retarder la guerre contre l'Union soviétique, afin de gagner le temps nécessaire pour renforcer encore sa défense. C'est à cette fin qu'il signa le pacte de non-agression avec l'Allemagne. Ce pacte devait servir de modus vivendi pour éloigner provisoirement le danger, car Staline se rendait bien compte des desseins agressifs des hitlériens, il s'était préparé et continuait de se préparer contre eux.

De nombreux politiciens et historiens bourgeois et révisionnistes disent et écrivent que l'agression hitlérienne aurait trouvé l'Union soviétique non préparée et ils en rejettent la faute sur Staline ! Or les faits réfutent cette calomnie. On sait que l'Allemagne hitlérienne, en Etat agresseur qu'elle était, violant lâchement et en pirate le Pacte de non-agression, profita de l'effet de surprise stratégique et de la supériorité numérique des forces très considérables, se montant à quelque 200 divisions, les siennes et celles de ses alliés, dont elle disposait pour les jeter dans une «guerre-éclair», qui devait lui permettre, selon les plans d'Hitler, de vaincre l'Union soviétique et de la mettre à bas en pas plus de deux mois !

Mais on sait bien aussi ce qui se produisit en réalité. La «guerre-éclair», victorieuse partout ailleurs en Europe occidentale, échoua à l'Est. L'Armée rouge, pourvue d'arrières très solides grâce à l'appui des peuples soviétiques, réussit, tout en battant en retraite, à épuiser les forces de l'ennemi pour ensuite les clouer, puis passer à la contre-attaque, les écraser en leur assenant des coups successifs, et finir par contraindre l'Allemagne hitlérienne à capituler sans conditions. L'histoire a désormais fixé à jamais le rôle décisif de l'Union soviétique dans l'écrasement de l'Allemagne hitlérienne et l'anéantissement du fascisme en général dans la Seconde Guerre mondiale.

Comment le plan d'Hitler de la «guerre-éclair» contre l'Union soviétique aurait-il pu échouer, et celle-ci aurait-elle pu jouer un si grand rôle pour sauver l'humanité de la servitude fasciste, si l'U.R.S.S. ne

s'était pas préparée intensément à assurer sa défense, si le régime socialiste, qui eut à supporter le plus grand poids de la Seconde Guerre mondiale, n'avait pas fait preuve d'une force et d'une vitalité d'acier ? Comment ces victoires peuvent-elles être dissociées du rôle extraordinaire que Staline a joué tant dans la préparation du pays pour faire face à l'agression impérialiste, que dans la destruction de l'Allemagne hitlérienne et dans la victoire historique sur le fascisme ? Toute tentative diabolique des révisionnistes khrouchtchéviens pour dissocier Staline du Parti et du peuple soviétique quant au rôle décisif de l'Etat socialiste dans cette victoire, se réduit en poussière face à la réalité historique, qu'aucune force ne peut contrecarrer, ternir et encore moins effacer.

La guerre des peuples soviétiques, avec Staline à leur tête, conduisit à la libération de toute une série de pays et de peuples de la servitude nazie, elle eut pour conséquence l'instauration de la démocratie populaire dans plusieurs pays d'Europe de l'Est, elle donna une puissante impulsion aux guerres de libération nationale, anti-impérialistes et anticolonialistes, elle entraîna la désagrégation et l'effondrement du système colonial, la création dans le monde d'un nouveau rapport de forces à l'avantage du socialisme et de la révolution.

Khrouchtchev accusa impudemment Staline d'avoir été un homme «renfermé», qui ne connaissait soi-disant pas la situation en Union soviétique et les situations dans le monde, qui ignorait où se trouvaient les unités de l'Armée rouge, et de les avoir dirigées en se guidant sur un globe terrestre scolaire !

Les mérites incontestables de Staline ont contraint même des chefs de file du capitalisme mondial comme Churchill, Roosevelt, Truman, Eden, Montgomery, Hopkins et d'autres, à y rendre hommage, sans égard au fait que ceux-ci ne cachaient pas leur hostilité à la politique et à l'idéologie marxistes-léninistes ni à Staline lui-même. J'ai lu leurs mémoires et j'ai vu que ces chefs du capitalisme parlent de Staline avec respect comme d'un homme d'Etat et d'un stratège militaire, ils le qualifient de grand homme «doué d'un sens stratégique étonnant», d'«une intelligence sans pareille dans la rapide compréhension des problèmes». Churchill a dit de Staline : «... Je respecte ce grand et excellent homme... Très peu de gens au monde eussent pu comprendre ainsi, en si peu de minutes, les arguments parmi lesquels nous nous débattions depuis plusieurs mois. Il avait tout saisi en un éclair».

Les khrouchtchéviens ont voulu faire accroire que ce ne fut pas Staline, mais eux, qui ont guidé la Grande Guerre patriotique de l'Union soviétique contre le nazisme! Mais l'on sait bien que, pendant ce temps, ils étaient tapis à l'ombre de Staline, à qui ils chantaient des hymnes hypocrites, en disant: «C'est au grand Staline que nous devons toutes nos victoires et nos succès» etc., alors qu'ils se préparaient à liquider ces victoires. Les hymnes véritables, qui sortaient des coeurs, étaient chantés par les glorieux soldats soviétiques, qui, avec le nom de Staline sur les lèvres, soutenaient tout le poids des batailles historiques.

Les communistes et le peuple albanais ont senti très fort et de près (bien qu'ils fussent très loin de l'Union soviétique), le grand rôle de Staline aux moments les plus graves que traversait notre pays au cours de l'occupation fasciste italienne et allemande, lorsque se décidait le sort de notre patrie, savoir si elle resterait dans la servitude ou accéderait à la liberté et à la lumière. Dans les journées les plus pénibles de la guerre, Staline nous était toujours proche. Il raffermissait nos espoirs, nous éclairait la perspective, trempait nos coeurs et nos volontés, fortifiait notre foi en la victoire. Souvent les derniers mots de communistes, de patriotes, de partisans albanais qui faisaient don de leur vie sur le champ de bataille, devant le gibet, ou le peloton d'exécution de l'ennemi, étaient «Vive le Parti communiste !», «Vive Staline!». Plus d'une fois, les balles de l'ennemi, en transperçant les coeurs des fils et des filles de notre peuple, transperçaient en même temps des oeuvres de Staline, qu'ils gardaient comme un précieux trésor dans leur sein.

En dépit des efforts manifestes ou camouflés des ennemis intérieurs et extérieurs de l'Union soviétique pour saboter le socialisme après la Seconde Guerre mondiale, la juste politique stalinienne donnait le ton aux grands problèmes internationaux. Le pays des Soviets, affamé par la guerre, et qui avait laissé sur les champs de bataille 20 millions d'hommes, fut reconstruit avec une rapidité stupéfiante. Ce

grand travail fut accompli par le peuple soviétique, par la classe ouvrière et par la paysannerie kolkhozienne guidés par le Parti bolchevik et le grand Staline.

Dans les années de la Seconde Guerre mondiale, le révisionnisme apparut dans la trahison de Browder, ancien secrétaire général du Parti communiste des Etats-Unis, qui, avec ses compagnons révisionnistes, liquida le parti et se mit au service de l'impérialisme américain. Browder était pour la suppression de toute limite entre la bourgeoisie et le prolétariat, entre le capitalisme et le socialisme, pour leur fusion en un seul monde, il était contre la révolution et la guerre civile, pour la coexistence pacifique des classes dans la société. Par cette «ligne blanche», par sa politique capitulationniste, Browder fut, peut-on dire, le prédécesseur de Tito, lequel, en raison de ses vues et de ses prises de position antimarxistes et anti-léninistes, était déjà entré en conflit idéologique et politique avec l'Union soviétique durant la guerre, encore que ce conflit ne devait éclater au grand jour qu'au lendemain de celle-ci. Après de multiples et patients efforts pour ramener le renégat Tito dans le droit chemin, Staline, le Parti bolchevik et tous les véritables partis communistes dans le monde, s'étant convaincus qu'il était incorrigible, le condamnèrent unanimement. Il apparut clairement que l'action de Tito servait l'impérialisme mondial, c'est pour cela qu'elle fut appuyée et soutenue par l'impérialisme américain et par les autres Etats capitalistes. S'unissant au chœur de la propagande bourgeoise et soucieux de mériter les crédits qu'il recevait des impérialistes, Tito, entre autres calomnies, prétendit que Staline préparait une attaque contre la Yougoslavie. Le temps a prouvé que c'était un mensonge.

Dans les divers entretiens que j'ai eu le grand honneur d'avoir avec Staline, celui-ci m'a dit que jamais une attaque de l'Union soviétique contre la Yougoslavie n'avait été ni ne pouvait être envisagée. Nous sommes des communistes, disait Staline, et nous n'agressons jamais aucun pays étranger ; nous n'attaquerons donc pas la Yougoslavie, mais nous démasquerons Tito et les titistes, car c'est là notre devoir de marxistes. Si les peuples de Yougoslavie garderont Tito au pouvoir ou le renverseront, c'est là, disait-il, une question intérieure qu'il leur appartient de régler eux-mêmes, nous n'avons pas à nous immiscer dans cette affaire.

La bande de Nikita Khrouchtchev fut encouragée et soutenue dans ses calomnies contre Staline par le renégat Josip Broz Tito, qui s'était déjà déclaré ouvertement dans ce sens et, plus tard, par Mao Tséoung et consorts et d'autres révisionnistes de divers acabit. En réalité, ils étaient tous au service du capitalisme pour détruire de dedans le socialisme en Union soviétique, pour entraver la construction du socialisme en Yougoslavie et faire obstacle à l'édification du socialisme en Chine et dans le monde entier, et c'est pour cela qu'ils s'opposèrent à Staline, en qui ils voyaient l'homme fort, dont ils ne parvinrent jamais à miner l'autorité de son vivant.

Ces traîtres étaient les successeurs des renégats social-démocrates, révisionnistes, opportunistes de la II^e Internationale, les continuateurs de leur oeuvre peu glorieuse, dans des circonstances et dans des conditions différentes. Ils prétendaient appliquer des formes d'organisation de la lutte «appropriées» aux situations et élaborer en conséquence des idées nouvelles pour «corriger» et «compléter» le marxisme-léninisme selon l'«esprit des temps», etc. Tous ces déchets, à part quelques différences de pure forme, qui se manifestaient dans leurs jugements et leurs attitudes, visaient le même but : combattre le marxisme-léninisme, nier l'inévitabilité de la révolution prolétarienne, saper le socialisme, étouffer la lutte de classes et empêcher la destruction, jusque dans ses fondements, de l'ancienne société capitaliste.

Staline était un vrai internationaliste. Il avait bien présente à l'esprit la particularité que l'Etat soviétique avait été créé de l'union de plusieurs républiques, composées elles-mêmes de plusieurs peuples, de plusieurs nationalités; aussi perfectionna-t-il l'organisation étatique de ces républiques en respectant l'égalité des droits entre elles. Grâce à la juste politique marxiste-léniniste qu'il suivit sur la question nationale, Staline parvint à pétrir et à tremper l'unité combattante des divers peuples de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques. A la tête du Parti et de l'Etat soviétique, il contribua à faire en sorte que la prison de peuples qu'avait été l'ancienne Russie tsariste se transformât en un pays libre, indépendant et souverain, où les peuples et les républiques vivaient dans l'harmonie, l'amitié,

l'unité et l'égalité des droits. Staline connaissait les nations et leur formation historique, il connaissait les caractéristiques de la culture et de la psychologie de chaque peuple et il les traitait dans la voie marxiste-léniniste.

L'internationalisme de Joseph Staline apparaît clairement aussi dans les rapports édifiés alors entre les pays de démocratie populaire, qu'il considérait comme des Etats libres, indépendants, souverains, comme d'étroits alliés de l'Union soviétique. Jamais il ne conçut ces Etats comme étant dominés par l'Union soviétique, fût-ce politiquement, fût-ce économiquement. Cette politique suivie par Staline était une juste politique marxiste-léniniste.

Dans mes mémoires j'évoque la demande que j'avais adressée à Staline en 1947 en vue de la création de sociétés mixtes albanovo-soviétiques, appelées à exploiter les richesses de notre sous-sol. Il me répondit qu'ils ne constituaient pas de sociétés mixtes avec les pays frères de démocratie populaire, m'expliquant qu'ils avaient même considéré comme une erreur quelque démarche qui avait été ébauchée dans ce sens avec certains pays de démocratie populaire, à quoi ils avaient renoncé. Mais nous avons pour devoir, poursuivit-il, de fournir aux pays de démocratie populaire la technologie dont nous disposons, l'aide économique qu'il nous est possible de leur accorder et nous serons toujours prêts à les soutenir. Voilà comment jugeait et agissait Staline.

Les khrouchtchéviens, par contre, n'ont pas suivi cette voie, ils se sont engagés dans la voie de la collaboration criminelle capitaliste, créant avec les anciens pays de démocratie populaire une «unité» militaire, politique et économique dans leur propre intérêt et aux dépens des autres.

Ils ont fait du Pacte de Varsovie un instrument pour maintenir sous leur joug leurs nouvelles colonies, sous des formes et selon des méthodes prétendument socialistes. Ils ont converti le Comecon, d'organisation d'entraide économique qu'il était à l'époque de Staline, en un moyen de contrôle et d'exploitation des pays qui en sont membres.

La politique de Joseph Staline était donc différente de celle des révisionnistes modernes khrouchtchéviens et autres, sur tous les grands problèmes politiques, idéologiques et économiques. La politique de Staline était une politique de principe et internationaliste, alors que la politique des révisionnistes soviétiques est une politique capitaliste, asservissante pour les autres peuples qui sont tombés ou qui tombent dans leur piège.

Staline fut accusé par les impérialistes, par Tito, par les khrouchtchéviens et par tous les autres ennemis, d'avoir soi-disant, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, procédé au partage des zones d'influence, en s'accordant avec les anciens alliés antifascistes, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. Le temps a jeté à la poubelle cette accusation tout comme les autres. Après la Seconde Guerre mondiale, Staline, avec un esprit de justice exemplaire, a défendu les peuples, leur lutte de libération nationale et leurs droits nationaux et sociaux contre les convoitises de ses anciens alliés de la guerre antifasciste.

Les ennemis du communisme, depuis la réaction bourgeoise internationale jusqu'aux khrouchtchéviens et à tous les autres révisionnistes, se sont efforcés par tous les moyens de ternir et de calomnier toutes les vertus de ce grand marxiste-léniniste, ses idées lumineuses et ses actions justes, de discréditer le premier Etat socialiste mis sur pied par Lénine et Staline lui-même.

Les khrouchtchéviens, ces nouveaux trotskistes, boukhariniens, zinoviévistes et toukhatchévskistes, attisèrent perfidement chez les hommes qui avaient fait la guerre, le sentiment de présomption et de supériorité. Ils encouragèrent les privilèges en faveur de l'élite, frayèrent largement la voie au bureaucratisme et au libéralisme dans le parti et dans l'Etat, violèrent les véritables normes révolutionnaires et, petit à petit, réussirent à répandre dans le peuple un esprit de défaitisme. Ils firent accroire que tous les méfaits de leur action étaient dus à l'«attitude brutale et sectaire, aux méthodes et au style de travail» de Staline. Par cette manière diabolique de jeter la pierre et de cacher leur main, ils

visaient à tromper la classe ouvrière, la paysannerie kolkhozienne, les intellectuels et à mettre en mouvement tous les éléments dissidents dissimulés jusque-là. Aux éléments dissidents, carriéristes et dégénérés il était dit maintenant qu'était venue pour eux la «vraie liberté» et que cette «liberté» leur avait été apportée par Nikita Khrouchtchev et son groupe. C'était là une façon de préparer le terrain pour la liquidation du socialisme en Union soviétique, pour l'abolition de la dictature du prolétariat et l'instauration d'un Etat du «peuple tout entier», qui ne devait être en fait qu'un Etat dictatorial de type fasciste, comme il l'est effectivement aujourd'hui.

Ces infamies ne tardèrent pas à apparaître après la mort, ou plutôt après l'assassinat de Staline. Je dis après l'assassinat, car Mikoïan lui-même nous a dit à moi et au camarade Mehmet Shehu qu'avec Khrouchtchev et leurs acolytes, ils avaient décidé de monter un «pokouchenié», d'ourdir un attentat pour tuer Staline, mais que, par la suite, comme l'a dit Mikoïan, ils avaient renoncé à ce plan. Il est notoire que les khrouchtchéviens attendaient impatiemment la mort de Staline. Les circonstances de son décès ne sont d'ailleurs pas claires.

A cet égard, l'affaire des «blouses blanches», le procès contre les médecins du Kremlin, qui, du vivant de Staline, avaient été accusés d'avoir tenté de tuer plusieurs dirigeants de l'Union soviétique, est une énigme non éclaircie. Staline mort, ces médecins furent réhabilités et l'affaire classée ! Mais pourquoi cette affaire a-t-elle été close ?! Les agissements criminels de ces médecins à l'époque où ils furent jugés avaient-ils été prouvés ou non ? L'affaire des médecins fut classée parce que si l'on avait continué l'enquête, si on avait fouillé plus profondément, on aurait exhumé beaucoup de saletés, beaucoup de crimes et de complots perpétrés par les révisionnistes masqués, Khrouchtchev et Mikoïan en tête. Ces pratiques expliqueraient peut-être les morts subites en un laps de temps relativement court de Gottwald, Bierut, Foster, Dimitrov et de quelques autres, qui souffraient de maladies guérissables et que j'évoque dans mes souvenirs non publiés «les Khrouchtchéviens et nous». Cela éluciderait peut-être aussi la véritable raison de la mort soudaine de Staline.

Pour réaliser leurs vils desseins et leurs plans de lutte contre le marxisme-léninisme et le socialisme, Khrouchtchev et son groupe liquidèrent tour à tour, sans bruit et mystérieusement, un bon nombre de dirigeants principaux du Komintern. C'est ainsi qu'ils attaquèrent, discréditèrent et destituèrent entre autres Rakosi, et le déportèrent dans les steppes reculées de Russie.

Dans le rapport «secret» qu'ils présentèrent à leur XX^e Congrès, Nikita Khrouchtchev et ses acolytes jetèrent de la boue sur Joseph Vissarionovitch Staline et s'efforcèrent de le rabaisser de la manière la plus abjecte, selon les méthodes trotskistes les plus cyniques. Après avoir compromis un certain nombre de cadres dirigeants du Parti communiste de l'Union soviétique, les khrouchtchéviens les exploitèrent à fond puis les boutèrent dehors, les liquidèrent, comme étant des éléments antiparti. Ayant condamné le culte de Staline, afin de couvrir leurs crimes postérieurs contre l'Union soviétique et le socialisme, les khrouchtchéviens, Khrouchtchev en tête, portèrent aux nues le culte de ce dernier.

Ces hauts dirigeants du parti et de l'Etat soviétique attribuèrent à Staline la férocité, la ruse, la perfidie, la bassesse de caractère qui leur étaient propres et les emprisonnements et assassinats qu'ils pratiquaient eux-mêmes. Du vivant de Staline, c'étaient précisément eux qui, pour dissimuler leur carriérisme, leurs desseins et leurs actions infâmes, lui chantaient les plus grands dithyrambes. En 1949, Khrouchtchev qualifiait Staline de «guide et éducateur génial», il déclarait que «le nom de Staline est le drapeau de toutes les victoires du peuple soviétique, le drapeau de la lutte des travailleurs du monde entier». Mikoïan jugeait les oeuvres de Staline «un nouveau degré historique, supérieur, du léninisme». Kossyguine disait que «nous devons toutes nos victoires et nos succès au grand Staline», etc. Après sa mort, par contre, ils changèrent d'attitude. Ce furent les khrouchtchéviens qui étouffèrent la voix du parti, étouffèrent la voix de la classe ouvrière et remplirent les camps de concentration de patriotes; ce furent eux qui libérèrent de prison la lie de la trahison, les trotskistes et tous les ennemis, dont le temps et les faits avaient prouvé, ainsi que leur lutte actuelle comme dissidents l'a confirmé, l'hostilité au socialisme et le rôle d'agents au service des ennemis capitalistes étrangers.

Ce sont les khrouchtchéviens qui, dans le secret et le mystère, «jugèrent» et condamnèrent non seulement les révolutionnaires soviétiques, mais aussi de nombreuses personnes d'autres pays. Dans mes notes, j'évoque une réunion avec les dirigeants soviétiques, Khrouchtchev, Mikoïan et Molotov, entre autres. Mikoïan devant alors se rendre en Autriche, Molotov, en plaisantant, lui dit: «Prends garde de ne pas faire une «salade» en Autriche comme tu l'as fait en Hongrie». Je demandai aussitôt à Molotov : «Pourquoi, c'est Mikoïan qui a fait la «salade» en Hongrie ?». Il me répondit que oui, et poursuivit en disant que si Mikoïan allait là-bas, il se ferait pendre. Mikoïan, ce cosmopolite antimarxiste camouflé, répondit: «Si on me pend, on pendra aussi Kadar». Mais même s'ils étaient pendus tous deux, leurs intrigues et leurs bassesses n'en restent pas moins contraires à toute morale.

Khrouchtchev, Mikoïan et Souslov soutinrent au début le comploteur Imre Nagy, puis ils le condamnèrent et le firent exécuter en cachette quelque part en Roumanie ! De quel droit agirent-ils ainsi avec un ressortissant étranger ? Tout comploteur qu'il était, il ne devait être soumis qu'au jugement de son Etat et en aucun cas à une loi ou au jugement d'un tribunal étranger. Staline ne s'abaissait jamais à de telles pratiques.

Non, Staline n'agissait jamais ainsi. De son temps, les procès contre les traîtres au parti et à l'Etat soviétiques étaient publics. On faisait savoir au Parti et au peuple soviétique les crimes que les traîtres avaient perpétrés. Nulle part dans les actions de Staline on ne trouve de telles pratiques de maffia, comme dans les menées des chefs de file révisionnistes soviétiques.

Les révisionnistes soviétiques ont usé et usent aussi de méthodes analogues dans la lutte qu'ils se livrent entre eux pour le pouvoir, à l'image de ce qui se fait dans tous les pays capitalistes. Khrouchtchev s'est emparé du pouvoir par un putsch, et c'est aussi par un putsch que Brejnev l'a détrôné.

Brejnev et ses compagnons se sont débarrassés de Khrouchtchev pour défendre la politique et l'idéologie révisionnistes contre le discrédit et la dénonciation que leur attiraient ses comportements et ses actions insensés, ses extravagances et ses gestes déplacés. Brejnev n'a nullement renié le khrouchtchévisme, les rapports et les décisions des XX^e et XXII^e Congrès, qui incarnent ce courant. Mais Brejnev se montra si ingrat envers Khrouchtchev, qu'il avait auparavant porté aux nues, qu'il ne trouva pas, à sa mort, un coin sous les murs du Kremlin pour y placer ses cendres ! Par ailleurs, ni les peuples soviétiques, ni l'opinion mondiale ne furent jamais informés des véritables raisons du limogeage de Khrouchtchev. A ce jour encore, la «cause principale» donnée dans les documents officiels révisionnistes est «son âge avancé et l'aggravation de son état de santé» !!

Staline n'était nullement l'homme que les ennemis du communisme l'ont accusé et l'accusent d'avoir été. Au contraire, il était attaché aux principes et juste. Selon les cas, il savait aider ou combattre ceux qui commettaient des erreurs, il savait soutenir, encourager ceux qui servaient fidèlement le marxisme-léninisme et mettre en lumière leurs mérites. On connaît l'affaire de Rokossovski et de Joukov. Lorsque Rokossovski et Joukov tombèrent dans l'erreur, ils furent critiqués et destitués, mais ils ne furent pas rejetés comme étant incorrigibles ; au contraire, ils furent aidés avec chaleur et, lorsqu'il fut jugé que ces cadres s'étaient corrigés, Staline les promut, les nomma maréchaux, et lors de la Grande Guerre patriotique, leur confia des tâches extrêmement importantes sur les principaux fronts de la guerre contre les envahisseurs hitlériens. Seul pouvait agir comme l'a fait Staline un dirigeant qui avait une claire conception marxiste-léniniste de l'appréciation du travail des hommes, avec leurs mérites et leurs défauts, et qui appliquait cette juste conception dans la pratique.

A la mort de Staline, le maréchal Joukov se fit l'instrument de Nikita Khrouchtchev et de son groupe, il appuya les menées de trahison de ce dernier à rencontre de l'Union soviétique, du Parti bolchevik et de Staline. A la fin, Nikita Khrouchtchev, après avoir pressé Joukov comme un citron, le rejeta. Il agit de même à l'égard de Rokossovski et de nombreux autres cadres principaux.

Nombre de communistes soviétiques furent trompés par la démagogie du groupe révisionniste khrouchtchévien et crurent qu'après la mort de Staline, l'Union soviétique deviendrait réellement, comme s'étaient mis à le claironner les traîtres révisionnistes, un paradis. Ils déclarèrent pompeusement que le communisme serait instauré en Union soviétique dès 1980 ! Mais en fait, que s'est-il passé ? Il s'est produit exactement le contraire et il ne pouvait en être autrement. Les révisionnistes prirent le pouvoir non pas pour faire prospérer l'Union soviétique, mais, comme ils le firent en fait, pour la reconvertir en un pays capitaliste, pour la soumettre économiquement au capital mondial, pour conclure des accords secrets et ouverts avec l'impérialisme américain, pour s'assujettir, sous le couvert de traités militaires et économiques, les peuples des pays de démocratie populaire, pour maintenir ces Etats sous le joug et pour créer des marchés et des zones d'influence dans le monde. Voilà ce qu'étaient les khrouchtchéviens, qui mirent à profit l'heureuse édification du socialisme en Union soviétique et aiguillèrent ses succès dans une voie si néfaste qu'ils créèrent une nouvelle classe de la bourgeoisie social-impérialiste pour faire de ce pays une puissance impérialiste mondiale, qui, de concert avec les Etats-Unis, dominerait le monde. Staline avait mis en garde le parti contre un tel danger. Khrouchtchev lui-même nous a avoué que Staline leur avait prédit qu'ils vendraient l'Union soviétique à l'impérialisme. Et, en fait, c'est ce qui s'est produit, ses dires ont été confirmés.

Les peuples du monde, le prolétariat mondial, les hommes sensés et de coeur, peuvent, dans les situations créées, juger eux-mêmes de la justesse des prises de position de Staline. C'est seulement en la considérant dans une large optique politique, idéologique, économique et militaire, que les gens peuvent juger de la justesse de sa ligne marxiste-léniniste.

Jusqu'à hier encore, la bourgeoisie et les révisionnistes, par leur propagande, en falsifiant l'histoire, ont obscurci les esprits des gens sur l'activité de Staline, mais maintenant que ceux-ci ont appris à connaître les khrouchtchéviens, les titistes, les maoïstes, les «eurocommunistes» et autres, qu'ils ont vu ce qu'étaient les hitlériens et ce que sont les impérialistes américains et le capitalisme mondial, ils ont compris aussi pourquoi se battait Staline, pourquoi se battaient les bolcheviks, pourquoi se battent les prolétaires et les marxistes-léninistes authentiques et d'autre part, pourquoi luttent leurs ennemis, les courants au service du capitalisme, pourquoi luttent les révisionnistes. Ceux qui pensent que le communisme a «fait fiasco» sont et seront à coup sûr toujours déçus. Le temps confirme chaque jour que notre doctrine vit et demeure toute-puissante.

En appréciant l'oeuvre de Staline dans son ensemble, chacun peut se persuader de la génialité et de l'esprit communiste de cette personnalité remarquable, d'une stature telle que le monde moderne en a rarement connu.

La grande cause de Marx, Engels, Lénine et Staline, la cause du socialisme et du communisme, est l'avenir du monde.

Nous, communistes albanais, avons appliqué avec succès les enseignements de Staline avant tout pour avoir un Parti puissant, un Parti d'acier, toujours fidèle au marxisme-léninisme, sévère pour les ennemis de classe, nous avons veillé à préserver l'unité de pensée et d'action dans le Parti et à renforcer l'unité du Parti avec le peuple. Nous avons suivi les enseignements de Staline sur l'édification de l'industrie socialiste, sur la collectivisation de l'agriculture et nous avons remporté de grands succès. Notre Parti et notre peuple continueront de lutter pour le renforcement incessant de l'étroite alliance entre la classe ouvrière et la paysannerie sous la conduite de la classe ouvrière. Nous ne nous laisserons jamais bernier par les flatteries et les ruses des ennemis, du dedans comme du dehors, mais nous poursuivrons la lutte de classe au dedans comme au dehors, et nous serons toujours vigilants à rencontre de leurs menées malveillantes. Et en effet, si nous ne nous étions pas montrés vigilants, si nous n'avions pas appliqué fidèlement les enseignements de Marx, Engels, Lénine et Staline, l'Albanie se serait enlisée dans le marais du révisionnisme moderne, elle ne serait plus indépendante et socialiste, la dictature du prolétariat n'y existerait plus, et le pays serait asservi aux puissances impérialistes-révisionnistes.

Notre Parti et notre peuple poursuivront dans la voie de Karl Marx, de Friedrich Engels, de Vladimir Oulianov Lénine et de Joseph Staline. Les générations futures de l'Albanie socialiste suivront fidèlement la ligne de leur Parti bien-aimé.

Les Albanais, communistes et patriotes sans-parti, rendent respectueusement hommage à la mémoire de leur glorieux éducateur, Joseph Staline. A l'occasion du centenaire de sa naissance, nous évoquons avec dévotion l'homme qui nous prodigua son aide, qui nous permit de décupler les forces de notre peuple, que le Parti rendit maître tout-puissant de ses destinées. L'oeuvre de la libération et de l'édification du socialisme dans notre pays est à attribuer entre autres au soutien internationaliste de Staline. Sa riche et très précieuse expérience nous a guidés dans notre voie et clans notre action.

En cette année commémorative, notre Parti déploie une vaste et incessante activité pour faire encore mieux connaître la vie et l'oeuvre de Joseph Staline, ce glorieux et grand marxiste-léniniste. Toute l'activité de notre Parti, depuis sa fondation jusqu'à nos jours, témoigne de son amour, de son respect et de sa fidélité envers la doctrine immortelle de nos grands classiques, partant, envers les idées de Joseph Staline. Et il en sera ainsi chez nous de génération en génération.

Comme militant de notre Parti, comme un de ses dirigeants, qui ai eu l'honneur d'être envoyé plusieurs fois par le Parti rencontrer le camarade Staline pour m'entretenir avec lui de nos problèmes, de notre situation et solliciter ses conseils et son aide, je me suis efforcé d'écrire mes souvenirs de ces rencontres en prenant note à l'époque même, d'après mes impressions du moment, de l'attitude de Staline envers le représentant d'un petit parti et d'un petit peuple comme les nôtres. En faisant publier ces souvenirs dans leur simplicité, je suis mu par le désir d'aider tant soit peu nos communistes, nos travailleurs, notre jeunesse, à connaître la figure de ce grand homme immortel.

En ce glorieux anniversaire, je m'incline avec dévotion et fidélité devant le Parti et le peuple qui m'ont fait naître, qui m'ont élevé et m'ont trempé, devant le souvenir de Joseph Staline, qui m'a donné de si précieux conseils pour assurer le bonheur de mon peuple, et m'a laissé dans le coeur et à l'esprit des souvenirs ineffaçables.

Pour nous, marxistes-léninistes, et pour les innombrables sympathisants des nobles idéaux de la classe ouvrière, dans le monde, ce centenaire doit servir à renforcer l'unité combattante de nos rangs.

Maintenant, à la commémoration de ce grand jubilé de la naissance de Staline, le moment est opportun pour les gens honnêtes partout dans le monde de réfléchir afin de trouver la juste voie, de dissiper le brouillard créé dans les esprits par la bourgeoisie capitaliste, par la bourgeoisie révisionniste en vue d'engourdir l'élan révolutionnaire, les idées révolutionnaires des masses. La pensée et l'action révolutionnaires conduiront les hommes de bonne volonté, les gens justes, les gens du peuple, dans la voie de leur salut du joug du capital.

En célébrant la mémoire de Staline et son oeuvre au centenaire de sa naissance, nous, marxistes-léninistes, ne pouvons pas ne pas nous adresser directement aux peuples d'Union soviétique pour leur dire en toute sincérité et en toute franchise :

Vous qui, avec le nom de Staline sur les lèvres, avez affronté et vaincu les ennemis les plus dangereux de l'humanité, que ferez-vous, vous tairez-vous, à l'occasion de ce grand jubilé ?

Les révisionnistes khrouchtchéviens, qui ont dit sur Staline les pires bassesses, ne pouvant laisser totalement dans l'ombre son nom et son oeuvre éclatante, écriront peut-être quelques mots sans couleur à son sujet. Mais vous, qui avez fait la Grande Révolution d'Octobre, vous avez le devoir d'évoquer avec un profond respect votre guide éclairé. Vous devez abattre le régime dictatorial fasciste, camouflé sous des slogans trompeurs. Vous devez savoir que ceux qui vous dirigent sont des fascistes, des chauvins et des impérialistes. Ils vous préparent comme chair à canon pour une guerre impérialiste acharnée, pour massacrer les peuples et mettre à feu et à sang des pays qui fondaient de

grands espoirs sur la patrie de Lénine et de Staline. Les peuples du monde ne veulent pas vous voir dans ce rôle. Si vous continuez à vous comporter ainsi, ils ne pourront plus vous respecter, ils vous haïront.

Les peuples du monde abhorrent vos gouvernants contre-révolutionnaires actuels, car les armes atomiques qu'ils produisent, les défilés sur la place Rouge et les manoeuvres militaires qu'ils organisent sont devenus une menace pour les peuples et leur liberté, au même titre que ceux de l'impérialisme américain et du capitalisme mondial. Les armes et l'armée en Union soviétique ne sont plus entre les mains des peuples soviétiques, elles ne servent pas à la libération du prolétariat mondial, mais elles sont au contraire destinées à opprimer les peuples soviétiques et les autres peuples.

Vous devez comprendre et réaliser qu'il y a longtemps que les ennemis vous ont détournés de la voie de la révolution. Les révisionnistes khrouchtchéviens s'efforcent d'éveiller en vous le sentiment d'arrogance et de supériorité à l'égard d'autrui. Ils prétendent utiliser votre grande force pour combattre l'impérialisme américain et le capitalisme mondial, mais c'est une prétention mensongère. Vos gouvernants sont en opposition et à la fois en alliance avec l'impérialisme américain et avec le capitalisme mondial, et cela non point pour les intérêts de la révolution, mais parce qu'ils sont animés par leurs ambitions et leurs convoitises impérialistes de partage des sphères d'influence et de domination des peuples.

Les peuples du monde s'inquiètent de savoir si vous, les fils, petits-fils et arrière-petits-fils des glorieux combattants qui ont fait la Grande Révolution Socialiste d'Octobre, vous, prolétaires, kolkhoziens, soldats et intellectuels soviétiques, vous poursuivrez dans cette voie hostile aux peuples, où vous ont fourrés vos oppresseurs, ou si, avec les noms de Lénine et de Staline sur les lèvres, vous vous dresserez et passerez à l'attaque dans la voie de la révolution. Le monde désire et souhaite que vous marchiez dans la voie de la révolution et que vous alliez de l'avant en criant comme vos pères : «Za Lénina !», «Za Stalina !» [*En russe : «Hourra pour Lénine !», «Hourra pour Staline !».*], pour le socialisme véritable et contre l'impérialisme, le social-impérialisme et le révisionnisme.

Votre direction de traîtres ne vous dit pas la vérité sur les souffrances des autres peuples dont les fils se font tuer dans les rues au cours de manifestations contre les impérialistes et les capitalistes sanguinaires. Elle ne vous dit pas la véritable raison pour laquelle en Iran le peuple assoiffé de liberté et d'indépendance s'est dressé et a renversé le chah tyran, l'instrument des impérialistes américains. La clique révisionniste khrouchtchévienne vous maintient dans l'ignorance sur les souffrances des peuples arabes, des peuples du continent américain et de tous les autres continents, car ces souffrances leur sont causées par l'impérialisme et vos dirigeants traîtres. Ils ne vous disent rien sur la manière dont les peuples d'Afrique sont opprimés par vos gens et leurs vassaux, vous ne savez rien des intrigues que les nouveaux tsars du Kremlin ourdissent dans le monde, ils ne vous disent pas que les amis des khrouchtchéviens, les amis de votre direction, auxquels Nikita Khrouchtchev et ses suivants avec Brejnev à leur tête ont ouvert la voie de la trahison, font cause commune avec les capitalistes aux dépens de la classe ouvrière et des intérêts de leurs peuples.

Vous ignorez aussi beaucoup de choses sur la manière dont les gens honnêtes souffrent et sont bafoués dans votre pays, car la bande qui vous opprime fait le silence là-dessus.

Vous devez savoir que les peuples se sont dressés dans la révolution, qu'ils luttent héroïquement, alors que vous, qui constituez une grande puissance, vous êtes opprimés, bernés et mis en sommeil.

Une bande d'opresseurs a converti votre pays en une puissance social-impérialiste. La voie du salut est celle de la révolution, que nous ont enseignée Marx, Engels, Lénine et Staline. Les Brejnev, Kossyguine, Oustinov et Yakoubovsky, tout comme les Soljénitsyne et les Saharov, sont des contre-révolutionnaires et en tant que tels ils doivent être mis à bas et liquidés.

Vous êtes une grande puissance, mais vous devez regagner la confiance du prolétariat mondial, la confiance des peuples du monde, cette grande confiance que Lénine et Staline se sont acquise par leur travail et par leur lutte. **Vous devez sans tarder réfléchir profondément à votre avenir et à celui de l'humanité. L'heure est venue pour vous de redevenir ce que vous étiez du vivant de Lénine et de Staline — de glorieux participants à la révolution prolétarienne, aussi ne devez-vous plus supporter le joug des ennemis de la révolution et des peuples, des ennemis de la liberté et de l'indépendance des Etats. Vous ne devez pas devenir les instruments d'un impérialisme, qui cherche à asservir les peuples, en usant du léninisme comme d'un masque.**

Si vous suivez la voie de la révolution et du marxisme-léninisme, si vous vous liez étroitement au prolétariat mondial, alors l'impérialisme américain et en général le capitalisme en putréfaction seront ébranlés dans leurs fondements, le monde changera de visage, le socialisme l'emportera.

A vous, peuples soviétiques, ouvriers, kolkhoziens, soldats soviétiques, incombent de grandes responsabilités et de grandes tâches envers l'humanité. Vous ne pourrez vous acquitter de ces tâches avec honneur qu'en secouant le joug de la clique barbare, qui pèse actuellement sur l'ancien glorieux Parti bolchevik de Lénine et de Staline et sur vous.

Le parti, chez vous, n'est plus un parti marxiste-léniniste. Vous devez édifier, en luttant, un nouveau parti du type de Lénine et de Staline. Vous devez comprendre que l'Union soviétique ne constitue plus un ensemble de peuples unis dans la liberté, vivant en pleine harmonie entre eux. C'est le bolchévisme qui parvint à créer l'union fraternelle des peuples d'Union soviétique. Le révisionnisme, lui, a fait le contraire, il a divisé les peuples de votre pays, il a suscité le chauvinisme dans chaque république, attisé l'hostilité entre eux, semé parmi les autres peuples la haine du peuple russe, qui les avait guidés dans la révolution sous la conduite de Lénine et de Staline.

Permettez-vous encore qu'on vous bafoue ? Permettez-vous encore que dans votre pays l'on approfondisse, comme le font les révisionnistes, le processus d'embourgeoisement dans tous les domaines ? Accepterez-vous le joug d'un nouveau capital, camouflé en socialisme ?

Nous, les communistes et le peuple albanais, ainsi que tous les communistes et les peuples épris de liberté dans le monde, nous avons aimé la véritable Union soviétique de l'époque de Lénine et de Staline. Nous suivons persévéramment la voie de Lénine et de Staline et faisons confiance aux grandes forces révolutionnaires des peuples soviétiques, du prolétariat soviétique, aussi sommes-nous convaincus que cette force se manifestera graduellement, que, par la lutte, au prix de sacrifices, elle s'élèvera à la hauteur des exigences de l'époque et sapera jusque dans ses fondements le social-impérialisme soviétique.

La révolution et les sacrifices que vous ferez n'affaibliront pas votre pays, mais feront renaître la véritable Union soviétique socialiste. La dictature social-impérialiste sera abattue et l'Union soviétique en sortira plus forte que jamais. Dans cette oeuvre glorieuse vous bénéficierez de l'appui de tous les peuples du monde, du prolétariat mondial. C'est dans ce bouleversement révolutionnaire que montrent leur force les idées du socialisme et du communisme et non dans les phrases creuses et les actions malfaisantes de la clique qui vous opprime. C'est seulement ainsi, en avançant dans cette voie, que les vrais communistes, les marxistes-léninistes partout dans le monde, seront en mesure de vaincre l'impérialisme et le capitalisme mondial. Ils aideront les peuples du monde à se libérer tour à tour, ils aideront la grande Chine à regagner la voie du véritable socialisme en sorte qu'elle ne devienne pas une superpuissance qui opprime elle aussi le monde ni une troisième partenaire dans les guerres de rapine que préparent l'impérialisme américain, le social-impérialisme soviétique et la clique de Houa Kouo-feng et Teng Siao-ping, actuellement au pouvoir en Chine.

Nous, communistes albanais, en disciples fidèles de Lénine et de Staline et en soldats de la révolution, nous vous rappelons, en ce glorieux jubilé, de réfléchir sur ces problèmes vitaux pour vous et le monde entier, car nous sommes vos frères, vos camarades dans la lutte pour la cause

de la révolution prolétarienne et de la libération des peuples. Si vous suivez la voie de la guerre de rapine, impérialiste, où vous conduisent vos dirigeants renégats, nul doute que nous resterons des ennemis de votre système et de vos actions contre-révolutionnaires. Cela est clair comme le jour. Il ne saurait en être autrement.

Quand nous sommes convaincus d'agir justement, nous, communistes albanais, qui sommes liés à notre peuple comme la chair à l'os, nous ne nous laissons arrêter par aucune tempête, si furieuse soit-elle. Et nous sommes convaincus que nous surmonterons les tempêtes comme les surmontaient le Parti des bolcheviks et le pouvoir des Soviets, comme les surmontaient Lénine et Staline, ces grands capitaines de la révolution.

SOUVENIRS de mes rencontres avec Staline

PREMIERE RENCONTRE — Juillet 1947

La situation extérieure de la R.P.A. Les rapports avec les Etats voisins et les Anglo-Américains. L'incident de Corfou — A la Cour de la Haye. La situation politique, économique, sociale et de classe en Albanie. Staline s'intéresse beaucoup à notre pays, à notre peuple et à notre Parti, et il les tient en haute estime. «Il n'est pas logique qu'un parti au pouvoir reste dans la clandestinité». «Votre Parti communiste pourrait s'appeler Parti du Travail».

Le 14 juillet 1947, j'arrivai à Moscou à la tête de la première délégation officielle du Gouvernement de la République Populaire et du Parti communiste d'Albanie pour une visite amicale en Union soviétique.

Mes camarades et moi, qui avons été désignés par le Comité central du Parti pour cette visite à Moscou, éprouvions une joie indicible de rencontrer le grand Staline. Nous n'avions cessé de rêver jour et nuit, depuis notre initiation à la théorie marxiste-léniniste, de rencontrer Staline. Et ce désir s'était encore accru au cours de notre Lutte antifasciste de libération nationale. Après les éminentes figures de Marx, Engels et Lénine, le camarade Staline nous était extrêmement cher et nous lui vouions un immense respect, car ses enseignements nous ont guidés dans la fondation du Parti communiste d'Albanie en tant que Parti de type léniniste, ils nous ont inspirés au cours de notre Lutte de libération nationale et ils nous sont toujours précieux dans la construction du socialisme.

Nos entretiens avec Staline et ses conseils devaient donc nous servir de guide dans le travail ardu et considérable que nous menions pour la consolidation des victoires remportées.

C'est pour ces raisons que notre première visite en Union soviétique suscitait une joie indescriptible, une immense satisfaction non seulement aux communistes et à nous-mêmes, membres de la délégation, mais aussi à tout le peuple albanais, qui l'attendait impatiemment et y applaudit avec un grand enthousiasme.

Staline et le Gouvernement soviétique ont reçu, comme nous l'avons vu de nos yeux et senti dans nos coeurs, notre délégation avec beaucoup de cordialité, de chaleur et d'affection. Au cours des douze jours que nous avons passés à Moscou nous avons rencontré Staline à plusieurs reprises, et les entretiens que nous avons eus avec lui, ainsi que ses recommandations et ses conseils sincères et amicaux, nous sont restés et nous resterons précieux à jamais.

Je garderai du jour de ma première rencontre avec Joseph Vissarionovitch Staline un souvenir inoubliable. C'était le 16 juillet 1947, et nous étions à Moscou depuis trois jours. Ce fut, dès le début, une journée extraordinaire. Le matin nous nous sommes rendus au Mausolée du grand Lénine, nous nous sommes inclinés en rendant un profond hommage au grand dirigeant génial de la révolution, à cet homme dont le nom et l'oeuvre colossale étaient profondément gravés dans nos esprits et dans nos coeurs, nous avaient éclairés et nous éclairaient sur la voie glorieuse de la lutte pour la liberté, de la

révolution et du socialisme. Au nom du peuple albanais, de notre Parti communiste et en mon nom personnel j'ai déposé à cette occasion au pied du Mausolée de l'immortel Lénine une couronne de fleurs. Puis, après avoir visité les tombes des vaillants combattants de la Révolution Socialiste d'Octobre, celles des éminents militants du Parti bolchevik et de l'Etat soviétique, au pied des murs du Kremlin, nous nous sommes rendus au Musée central de Vladimir Illitch Lénine. Nous avons mis plus de deux heures à visiter toutes les salles, à regarder de près les documents et les objets exposés qui illustraient en détail la vie et l'oeuvre insignes du grand Lénine. Avant de sortir, j'ai écrit entre autres dans le Livre d'impressions ces mots : «La cause de Lénine restera immortelle dans les générations futures. Son souvenir vivra à jamais dans le coeur du peuple albanais».

C'est justement ce jour-là, rempli d'impressions et d'émotions impérissables, que nous fûmes reçus par le disciple et le continuateur fidèle de l'oeuvre de Lénine, Joseph Vissarionovitch Staline, qui s'est entretenu longuement avec nous.

Dès l'abord, il créa entre nous une atmosphère si amicale que nous nous sommes sentis très vite libérés de cette émotion naturelle que nous avons éprouvée en entrant dans son bureau, une grande salle avec une longue table de réunion, accolée à sa table de travail. Quelques minutes seulement après l'échange des premiers propos, nous étions si décontractés que nous avons l'impression de causer non pas avec le grand Staline, mais avec un vieil ami avec lequel nous nous étions entretenus maintes fois. J'étais alors encore relativement jeune et le représentant d'un petit parti et d'un petit peuple, c'est pourquoi Staline, afin de me créer une ambiance aussi chaleureuse et amicale que possible, émaillait ses propos de plaisanteries et il se mit à parler avec un grand amour et un profond respect de notre peuple, de ses anciennes traditions combattantes et de son héroïsme dans sa Lutte de libération nationale. Il parlait calmement, posément et avec une chaleur particulièrement communicative.

Le camarade Staline me confia entre autres qu'il éprouvait une profonde sympathie pour notre peuple, ce très ancien peuple des Balkans, à la longue histoire de vaillance.

«J'ai surtout connaissance, dit-il, de l'héroïsme dont a fait preuve le peuple albanais au cours de sa Lutte antifasciste de libération nationale, reprit-il, mais la connaissance que j'en ai n'est pas suffisamment vaste et profonde, c'est pourquoi je voudrais que vous me parliez un peu de votre pays, de votre peuple et des problèmes qui vous préoccupent aujourd'hui.»

Je pris donc la parole et je retraçai au camarade Staline la longue et glorieuse voie parcourue par notre peuple dans son histoire, ses luttes incessantes pour la liberté et l'indépendance. Je m'arrêtai en particulier sur la période de notre Lutte de libération nationale, je lui parlai de la fondation de notre Parti communiste, en tant que parti de type léniniste, du rôle décisif qu'il a joué en tant qu'unique force dirigeante dans la lutte et les efforts du peuple albanais pour conquérir la liberté et l'indépendance de sa patrie, renverser l'ancien pouvoir féodalo-bourgeois, instaurer le nouveau pouvoir populaire, et qu'il joue encore pour conduire le pays avec succès vers de profondes transformations socialistes. A cette occasion, je remerciai une fois de plus le camarade Staline et lui exprimai la profonde reconnaissance des communistes et du peuple albanais tout entier pour l'appui chaleureux que le Parti communiste de l'Union soviétique, le Gouvernement soviétique et lui-même avaient prêté à notre peuple et à notre Parti pendant la guerre comme après la Libération de la patrie.

Je parlai ensuite au camarade Staline des profondes transformations politiques, économiques et sociales qui avaient été réalisées ou étaient en cours de réalisation pas à pas en Albanie pendant les premières années de pouvoir populaire. «La situation intérieure sur le plan politique et économique en Albanie, lui dis-je entre autres, connaît de nettes améliorations. Elles sont dues à la juste compréhension de la nécessité de surmonter les difficultés et aux grands efforts du peuple et du Parti pour surmonter ces difficultés par leur labeur inlassable. Notre peuple est résolu à suivre sa voie et il a une confiance inébranlable dans le Parti communiste, dans le Gouvernement de notre République populaire, en ses forces constructives, en ses amis sincères et, animé d'un esprit élevé de mobilisation, d'abnégation et d'enthousiasme, il réalise chaque jour les tâches qui lui incombent.»

Le camarade Staline se réjouit des succès de notre peuple et de notre Parti dans leur oeuvre constructive et il demanda ensuite à savoir quelque chose de plus sur la situation des classes dans notre pays. Il s'enquit surtout de notre classe ouvrière et de notre paysannerie. Il me posa une série de questions à propos de ces deux classes de notre société, et nous échangeâmes à leur sujet nombre d'idées qui devaient nous être utiles par la suite pour édifier un travail solide au sein de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre et moyenne, et pour définir aussi les attitudes à observer à l'égard des éléments aisés dans les villes et des koulaks dans les campagnes.

«L'écrasante majorité de notre population, dis-je entre autres au camarade Staline en réponse à ses questions, est constituée par les paysans pauvres, puis par les paysans moyens. Notre classe ouvrière est numériquement réduite, nous avons aussi un certain nombre de petits artisans, des citadins s'occupant du commerce de détail et une minorité d'intellectuels. Toutes ces masses de travailleurs ont répondu à l'appel de notre Parti communiste, elles se sont mobilisées dans la lutte pour la libération de la patrie et elles sont aujourd'hui liées étroitement au Parti et au pouvoir populaire.

— La classe ouvrière albanaise a-t-elle des traditions dans la lutte de classe ? me demanda le camarade Staline.

— Avant la libération du pays, répondis-je, cette classe était numériquement très restreinte, elle venait à peine d'être créée et se composait d'un certain nombre d'ouvriers salariés, d'apprentis ou d'artisans dispersés dans de petits ateliers et entreprises. Naguère, dans certaines villes du pays, les ouvriers se mettaient en grève, mais c'étaient des mouvements peu importants et isolés, et cela tant en raison du petit nombre des ouvriers que du défaut d'organisation en syndicats. Mais malgré tout, expliquai-je au camarade Staline, notre Parti communiste a été fondé en tant que parti de la classe ouvrière qui se guiderait sur l'idéologie marxiste-léniniste et qui traduirait et défendrait les intérêts du prolétariat et des larges masses travailleuses, en premier lieu ceux de la paysannerie albanaise, qui représentait la majorité de notre population.»

Le camarade Staline s'enquit en détail de la situation des paysans pauvres et moyens dans notre pays.

Répondant à ses questions, je lui parlai de la politique qu'avait suivie notre Parti depuis sa fondation et de l'important travail sous tous les aspects qu'il avait mené pour s'appuyer sur la paysannerie et gagner sa sympathie.

«Si nous avons agi ainsi, lui dis-je, ce n'est pas seulement parce que nous partions du principe marxiste-léniniste selon lequel la paysannerie est l'alliée la plus proche et la plus naturelle du prolétariat dans la révolution, mais aussi parce qu'en Albanie la paysannerie représentait l'écrasante majorité de la population et qu'elle s'était caractérisée à travers les siècles par de grandes traditions patriotiques et révolutionnaires.» Dans la suite de l'entretien, je m'efforçai de lui dépeindre tant la condition économique de ces paysans avant la libération que leur niveau culturel et technique. Tout en mettant l'accent sur les hautes vertus de notre paysannerie, patriote, laborieuse, étroitement attachée à son sol et à sa patrie, assoiffée de liberté et de progrès, je lui évoquai aussi les survivances prononcées du passé et le retard économique et culturel de notre paysannerie, ainsi que la mentalité petite-bourgeoise cultivée dans sa conscience. «Notre Parti, indiquai-je, a dû lutter de toutes ses forces contre cet état de choses et nous avons remporté des succès dans ce sens, mais nous n'en sommes pas moins conscients qu'il nous faut lutter davantage et encore plus opiniâtrement pour faire prendre conscience à la paysannerie et l'amener à embrasser la ligne du Parti et à l'appliquer à chacun de ses pas.»

Prenant la parole, le camarade Staline dit qu'au début, les paysans, en général, redoutent le communisme, qu'ils s'imaginent que les communistes leur enlèveront leurs terres et tous leurs biens. «Les ennemis, poursuivit-il, mènent auprès des paysans un grand travail de persuasion dans ce sens afin de les détourner de l'alliance avec la classe ouvrière, de les écarter de la politique du Parti et de la voie du socialisme. D'où la très grande importance que revêt un travail attentif et clairvoyant de la part

du Parti communiste pour que, comme vous l'avez dit vous-même, la paysannerie se lie indissolublement au Parti et à la classe ouvrière.»

A cette occasion, je décrivis dans les grandes lignes au camarade Staline la structure sociale de classe de notre Parti et je lui expliquai que cette structure correspondait fidèlement à la structure sociale même de notre peuple. «C'est la raison pour laquelle actuellement, lui dis-je, les communistes provenant des couches de la paysannerie constituent la majorité dans les rangs de notre Parti. La politique de notre Parti dans ce sens consiste à accroître pas à pas, parallèlement à la croissance de la classe ouvrière, le nombre de ses membres ouvriers de leur état.»

Appréciant la juste politique suivie par notre Parti auprès des masses en général et de la paysannerie en particulier, le camarade Staline nous donna amicalement une série de conseils utiles pour notre travail futur. Il fit, entre autres, la suggestion que notre Parti communiste prenne l'appellation de «Parti du Travail d'Albanie», ses membres d'origine paysanne y représentant la majorité. «De toute façon, observa-t-il, c'est une idée à moi, mais naturellement, c'est vous, votre Parti, qui déciderez.»

Après avoir remercié le camarade Staline de cette précieuse suggestion, je lui dis :

«Nous allons soumettre votre proposition au I^{er} Congrès du Parti que nous sommes en train de préparer et je suis convaincu que la base du Parti aussi bien que sa direction la trouveront judicieuse et l'approuveront. Puis j'exposai au camarade Staline notre point de vue sur l'entière légalisation de notre Parti à son 1^{er} Congrès en préparation.

«En réalité, lui indiquai-je entre autres, notre Parti communiste a été et demeure l'unique force dirigeante dans toute la vie du pays, mais, du point de vue formel, il reste dans une situation semi-clandestine. Il ne nous semble pas juste que persiste cet état de choses. *[Le 11^e plénum du C.C. du P.C.A., tenu du 13 au 24 septembre 1948 et le 1^{er} Congrès du P.C.A. décidèrent l'entière et immédiate légalisation du P.C.A. Le maintien du Parti jusqu'alors dans un état de semi-clandestinité fut considéré tant par le plénum que par le Congrès comme une erreur due aux pressions et à l'influence de la direction trotskiste yougoslave, qui, dans des buts bien déterminés, considérant le Front comme la principale force dirigeante du pays, cherchait à faire fondre le Parti dans le Front, à sous-estimer et à renier donc le Parti communiste proprement dit et son rôle dirigeant tant dans le Front que dans toute la vie du pays.]*

— Oui, c'est très vrai, répondit le camarade Staline. Il n'est pas logique qu'un parti au pouvoir reste dans la clandestinité et qu'il se considère lui-même comme illégal.»

Passant à d'autres questions, relatives à nos forces armées, j'expliquai au camarade Staline que notre armée, issue de la lutte, se composait, dans son immense majorité, de paysans pauvres, de jeunes ouvriers et d'intellectuels des villes. Les cadres de l'armée, les officiers qui commandent, sont eux aussi issus de la lutte et c'est dans la lutte qu'ils ont acquis l'expérience du commandement.

Je lui parlai également des instructeurs soviétiques travaillant chez nous et lui demandai de nous en envoyer quelques autres. «Comme nous manquons de l'expérience requise, lui indiquai-je, le niveau de notre travail politique dans l'armée est insuffisant, c'est pourquoi je le priai de considérer cette question et de nous aider à élever le niveau de ce travail dans l'armée. Nous avons certes aussi, ajoutai-je, des instructeurs yougoslaves, et je ne peux pas dire qu'ils ne soient dotés d'aucune expérience, mais, à vrai dire, leur expérience est limitée. Eux aussi sont issus d'une grande lutte de libération nationale, mais malgré tout ils ne sont pas au niveau des officiers soviétiques»

Après lui avoir parlé du moral élevé de notre armée, de la discipline et d'une série d'autres problèmes, je demandai au camarade Staline de désigner un camarade soviétique avec lequel je pourrais discuter plus longuement et plus en détail des problèmes de notre armée et de ses besoins futurs.

J'abordai ensuite le problème du renforcement de notre littoral.

«Il nous faut en particulier, lui dis-je, renforcer l'île de Sazan, le littoral de Vlora et de Durrës, car ce sont là des positions très délicates. C'est par là que l'ennemi nous a attaqués par deux fois. Et c'est là que nous pourrions avoir à soutenir une attaque éventuelle de la part des Anglo-Américains ou des Italiens.

— Pour ce qui est du renforcement de votre littoral, nous dit entre autres le camarade Staline, je partage votre avis. En ce qui nous concerne, nous vous aiderons, mais ce sont les Albanais et non pas les Soviétiques qui doivent utiliser les armes et autres moyens de défense que nous vous fournirons. Certes, le mécanisme de certains de ces engins est compliqué, mais il faut que vous envoyiez vos gens chez nous pour qu'ils en apprennent l'usage.»

Concernant ma demande d'envoi d'instructeurs politiques pour notre armée, le camarade Staline m'expliqua qu'ils ne pouvaient plus nous en envoyer, parce que, pour faire un travail utile, ces instructeurs devraient d'abord bien connaître la langue albanaise, la situation intérieure et la vie du peuple albanaise. «Aussi vaudrait-il mieux, dit-il, que ce soit vous qui envoyiez en Union soviétique des gens qui s'instruisent de l'expérience soviétique pour l'appliquer ensuite dans les rangs de l'armée populaire albanaise.»

Puis le camarade Staline m'interrogea sur les menées de la réaction intérieure en Albanie et sur notre attitude à son égard.

«Nous avons frappé, lui répondis-je, et nous continuons de frapper durement la réaction intérieure. Nous avons obtenu des succès dans la lutte pour la démasquer et l'écraser. Quant à la liquidation physique des ennemis, elle s'est réalisée soit au cours d'affrontements directs de nos forces avec les bandes armées de criminels, soit en application des sentences de nos tribunaux populaires à l'issue des procès contre les traîtres et les proches collaborateurs des occupants. Malgré les succès remportés dans ce sens, nous ne pouvons pas dire pour autant que la réaction intérieure reste actuellement inactive. Si elle n'est pas en mesure de s'organiser pour nous frapper dangereusement, elle n'en mène pas moins sa propagande contre nous. «L'ennemi extérieur appuie l'ennemi intérieur afin de réaliser ses propres objectifs. La réaction extérieure s'efforce d'aider, d'encourager et d'organiser les ennemis intérieurs au moyen de ses agents, qu'elle a introduits dans le pays par voie de terre ou par les airs. Face aux tentatives de l'ennemi, nous avons encore tendu la vigilance révolutionnaire de nos masses travailleuses. Le peuple a capturé ces agents qui ont été traduits en justice dans une série de procès. Les jugements et les condamnations publiques ont produit un grand effet éducatif parmi la population et ont raffermi sa confiance dans la force et l'esprit de justice de notre pouvoir populaire, et à la fois son respect pour lui. Dans le même temps, ces jugements ont démasqué et démoralisé les forces réactionnaires intérieures et extérieures.»

Dans la suite de cet entretien avec le camarade Staline nous nous étendîmes longuement sur les problèmes de la situation extérieure, en particulier sur les rapports de notre Etat avec les pays voisins. Je fis d'abord un exposé de la situation à nos frontières, je lui parlai des bons rapports que nous avons avec la République Fédérative Populaire de Yougoslavie, mais je m'arrêtai en particulier sur nos rapports avec la Grèce afin de lui expliquer la situation à notre frontière du Sud. J'indiquai que les monarcho-fascistes grecs, n'ayant pas pu réaliser leur rêve de la «megale idea», c'est-à-dire l'annexion du Sud de l'Albanie, continuent leurs provocations sans nombre à nos frontières. «Leur objectif, dis-je au camarade Staline, est de provoquer une conflagration sur notre frontière et de créer, avant même que la guerre ne soit bien finie, une situation tendue dans les rapports entre la Grèce et nous.» Je lui expliquai que nous nous efforcions, dans la mesure du possible, d'éviter les provocations des monarcho-fascistes grecs, de ne pas leur répondre. «Ce n'est que lorsque, de temps à autre, ils poussent les choses à l'extrême et qu'ils tuent nos hommes que nous prenons des mesures et nous leur ripostons pour qu'ils comprennent que l'Albanie et ses frontières sont inviolables. S'ils comptent entreprendre

des actions dangereuses contre l'indépendance de l'Albanie, il faut qu'ils sachent que nous sommes en mesure de défendre notre patrie.»

«Dans tous leurs desseins comme dans leurs menées pour faire retomber sur l'Albanie la responsabilité de la guerre civile qui a éclaté en Grèce, pour discréditer notre pouvoir populaire aux réunions du Conseil de Sécurité et aux autres conférences internationales, les monarcho-fascistes sont encouragés et soutenus par les puissances impérialistes.» Après avoir longuement expliqué ces situations à Staline je l'informai en général des attitudes que nous adoptions à la commission d'enquête et aux sous-commissions qui avaient été créées pour l'examen des rapports tendus entre l'Albanie et la Grèce.

Je dis au camarade Staline tout ce que nous savions sur la situation des démocrates grecs, je lui parlai aussi du soutien que nous apportions à leur juste lutte. Je ne manquai pas de lui faire part ouvertement de notre position relative à une série de points de vue des camarades du Parti communiste de Grèce, qui nous semblaient erronés. Je lui exprimai également mon avis à propos des perspectives de la lutte des démocrates grecs.

Bien que le camarade Staline eût été certainement informé par les camarades Molotov, Vychinski, etc., sur les attitudes brutales et infâmes des impérialistes anglais et américains à l'égard de l'Albanie, je n'hésitai pas à revenir là-dessus, en mettant l'accent sur leurs prises de position hostiles, à la fois brutales et sournoises, vis-à-vis de nous à la Conférence de Paris. Je lui fis remarquer également que la situation dans nos rapports avec les Anglo-Américains n'avait changé en rien, que nous considérions toujours leur attitude comme menaçante. Non contents de poursuivre une propagande très hostile contre l'Albanie dans l'arène internationale, les Anglo-Américains se livraient à travers l'Italie et la Grèce à des provocations terrestres et aériennes, à l'aide d'éléments subversifs albanais, zoguistes, ballistes et fascistes émigrés, qu'ils avaient rassemblés, organisés et entraînés dans les camps de concentration aménagés à cet effet en Italie et ailleurs.

J'évoquai également le problème du prétendu incident de Corfou, dont les impérialistes anglais avaient saisi le Conseil de Sécurité de l'ONU, et l'examen de cette affaire par la Cour internationale de justice de la Haye. «L'incident de Corfou, ajoutai-je, a été monté de toutes pièces par les Anglais dans un but de provocation contre notre pays et pour trouver un prétexte à une éventuelle intervention militaire dans la ville de Sarande. Nous n'avons pas mouillé de mines dans la mer Ionienne. Quant à celles qui y ont éclaté, ou bien ce sont les Allemands qui les avaient mouillées depuis l'époque de la guerre, ou bien ce sont les Anglais eux-mêmes qui l'ont fait intentionnellement afin de les faire éclater au moment où certains de leurs navires traverseraient nos eaux territoriales au large de Sarande. Il n'y avait aucune raison pour que ces navires longent notre côte, ils ne nous avaient pas avertis. Après l'éclatement des mines, les Anglais prétendirent avoir subi des dégâts matériels et des pertes humaines. Ils cherchaient donc à gonfler cet incident. Nous ne savons pas si les Anglais ont vraiment subi les dommages dont ils parlent et nous ne le croyons pas. Mais même si c'était vrai, nous n'en serions nullement responsables.

«Nous sommes en train de défendre notre bon droit à la Cour internationale de justice de la Haye, mais le fait est que ce tribunal est manipulé par les impérialistes anglo-américains, qui inventent des accusations des plus diverses pour couvrir leurs propres provocations et nous obliger à indemniser les Anglais.»

Je parlai aussi au camarade Staline de la Conférence de Moscou, *[Du 10 mars au 24 avril 1947, se réunit à Moscou la Conférence des ministres des Affaires étrangères de l'Union soviétique, des Etats-Unis, de Grande-Bretagne et de France. Cette conférence discuta des questions concernant le Traité de Paix avec l'Allemagne. Les représentants de l'Union soviétique, Molotov et Vychimski, défendirent à cette conférence le droit de l'Albanie à participer à la Conférence de la Paix avec l'Allemagne. Cette position fut également soutenue par le représentant français, mais les représentants de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis s'y opposèrent.]* je lui exposai, en l'étayant d'arguments, notre point de vue sur la doctrine de Truman à propos de la Grèce et des ingérences des Anglo-Américains dans les

affaires intérieures de la République Populaire d'Albanie, j'éclaircis notre position à l'égard du plan «Marshall», en soulignant que nous n'accepterions pas d'«aide» dans le cadre de ce plan infâme.

Je discutai aussi avec lui du problème de l'extradition des criminels de guerre, qui s'étaient évadés de notre pays. Nous demandions à très juste titre aux gouvernements des pays qui donnaient asile à ces criminels de nous les livrer pour qu'ils rendent compte au peuple de leurs crimes, bien que nous fussions conscients qu'ils ne le feraient pas, car c'étaient des contingents des Anglo-Américains et du fascisme en général.

J'exposai aussi au camarade Staline le point de vue de notre Parti sur nos rapports avec l'Italie. «Ce pays, dis-je, nous a attaqués à deux reprises. Il nous a mis à feu et à sang, mais nous sommes des marxistes, des internationalistes et, en tant que tels, nous souhaitons entretenir des rapports d'amitié avec le peuple italien. L'actuel gouvernement italien, soulignai-je, observe des attitudes réactionnaires à notre égard ; ses visées envers notre pays ne diffèrent pas de celles des gouvernements italiens précédents. Se trouvant sous l'influence des Anglo-Américains, ce gouvernement voudrait que l'Albanie, d'une manière ou d'une autre, lui soit assujettie, ce qui ne se produira jamais. C'est dans ce but, poursuivis-je, que les Anglo-Américains, de concert avec le gouvernement de Rome entretiennent et entraînent sur le territoire italien des effectifs d'émigrés, qu'ils lancent ensuite comme des agents de subversion en Albanie. Tout en cherchant à se camoufler, ils multiplient leurs menées contre notre pays, mais nous devinons bien toutes leurs visées. Nous désirons avoir des relations diplomatiques avec ce pays, mais, à cet égard, les gouvernants italiens ont une façon négative de voir les choses.»

Après m'avoir écouté attentivement, Staline me dit que les Américains et les Anglais, malgré les difficultés et les obstacles qu'ils nous créaient, ne pouvaient pas, dans les conditions de l'époque, nous attaquer. «Face à votre attitude résolue, dit-il, ils n'oseront pas débarquer sur votre territoire, aussi n'avez-vous pas à vous inquiéter ; vous n'en devez pas moins défendre votre patrie, prendre toutes les mesures pour renforcer votre armée et vos frontières, car le danger de guerre de la part des impérialistes existe.

«Les monarcho-fascistes grecs, reprit-il, poussés et encouragés par les impérialistes américains et anglais, continueront de vous provoquer juste pour vous créer des embarras et ne pas vous laisser tranquilles. Les actuels gouvernants d'Athènes ont le mal en leur sein, car la guerre civile qui s'y est déclenchée, est dirigée contre eux et leurs patrons anglais et américains.

«En ce qui concerne l'Italie, ajouta le camarade Staline, les choses sont bien comme vous le pensez. Les Anglo-Américains s'efforceront d'y installer des bases, d'organiser la réaction et de renforcer le gouvernement de De Gasperi. Vous devez vous montrer très vigilants à cet égard et vous informer de ce que font là-bas les émigrés albanais. Tant que les traités ne seront pas conclus, la situation ne peut être considérée comme normalisée. Je suis d'avis que pour le moment, vous ne pouvez pas établir de relations avec ce pays, aussi ne vous hâtez pas.

— Nous pensons aussi, dis-je au camarade Staline, ne pas nous presser dans l'évolution de nos rapports avec l'Italie, et nous comptons prendre, de façon générale, des mesures pour renforcer nos frontières.

«Nous avons proposé aux Yougoslaves, poursuivis-je, de nous mettre en contact et de coopérer pour envisager la défense de nos frontières contre une attaque éventuelle grecque ou italienne, mais ils n'ont pas répondu à notre proposition, en prétendant qu'ils en discuteraient avec nous après avoir étudié la question. La collaboration que nous proposons consiste dans des échanges d'informations avec les Yougoslaves sur les dangers que peuvent faire peser sur nous les ennemis extérieurs de façon que chacun puisse, dans ses frontières et avec son armée, prendre les mesures adéquates pour faire face à toute éventualité.» Je le mis également au courant que nous avions porté deux de nos divisions à notre frontière sud.

Par ailleurs, je soulignai le fait que certains avions yougoslaves avaient atterri à Tirana contrairement aux règles reconnues et approuvées dans les rapports entre Etats. «De temps en temps, dis-je, les camarades yougoslaves se livrent, sans nous avertir, à des actions blâmables de ce genre. Il n'est pas juste que les avions yougoslaves survolent le territoire albanais sans en prévenir notre Gouvernement. Nous avons mis en lumière cette violation aux camarades yougoslaves, et ils ont reconnu leur erreur. Bien que nous soyons amis, nous ne pouvons pas leur permettre de violer notre intégrité territoriale. Nous sommes des Etats indépendants, et chacun de nous, sans porter atteinte à nos rapports d'amitié, doit défendre sa souveraineté et ses droits, mais en respectant en même temps la souveraineté et les droits de son partenaire.

— Votre peuple n'est-il pas content de vos rapports avec la Yougoslavie ? me demanda alors le camarade Staline. C'est une très bonne chose, dit-il, que vous ayez comme voisine la Yougoslavie amie, car l'Albanie est un petit pays et, en tant que tel, elle a besoin d'être appuyée puissamment par ses amis.»

Je lui répondis qu'il était bien vrai que chaque pays, petit ou grand, a besoin d'amis et d'alliés, et que nous considérions la Yougoslavie comme un pays ami.

Nous avons discuté en détail avec le camarade Staline et le camarade Molotov des problèmes de la reconstruction du pays détruit par la guerre et de ceux de la construction de l'Albanie nouvelle. Je leur ai brossé un tableau de la situation de notre économie, des premières transformations socialistes dans ce secteur et des grandes perspectives qui s'ouvraient à nous, des succès que nous avons remportés, des grands problèmes et difficultés auxquels nous étions confrontés.

Staline exprimait sa satisfaction pour les succès que nous avons obtenus, et me posait de temps à autre des questions des plus diverses. Il s'enquit en particulier de la situation de notre agriculture, des conditions climatiques de l'Albanie, des cultures agricoles traditionnelles de notre peuple, etc.

«Quelles sont les céréales que vous cultivez le plus ? me demanda-t-il.

— En premier lieu le maïs, puis le blé, le seigle...

— Le maïs ne craint pas la sécheresse ?

— Il est vrai, répondis-je, que la sécheresse nous cause souvent de grands dommages, mais en raison même de l'état arriéré de notre agriculture et de nos grands besoins de céréales panifiables, notre paysan s'est habitué à tirer du maïs quelque chose de plus que du blé. Entre-temps, nous prenons des mesures pour créer un réseau de canaux de drainage et d'irrigation, pour assécher nos marais et nos marécages.»

Staline écoutait mes réponses, m'interrogeait plus en détail et intervenait souvent pour nous donner de très précieux conseils. Je me souviens ainsi qu'au cours de ces entretiens Staline me demanda sur quelles bases avait été appliquée la réforme agraire, quel était le pourcentage respectif des terres remises aux paysans pauvres et moyens, si les institutions religieuses avaient été touchées par cette réforme, etc.

Evoquant l'aide que l'Etat de démocratie populaire apporte à la paysannerie et les liens de la classe ouvrière avec celle-ci, Staline nous interrogea sur les tracteurs, il voulut savoir si nous avions en Albanie des stations de machines et de tracteurs et comment nous les avions organisées. Après avoir écouté ma réponse, il se mit à développer cette question et nous donna une foule de conseils utiles.

«Vous devez, dit-il entre autres, créer des stations de machines et de tracteurs, les renforcer et faire travailler soigneusement par leurs engins les terres des coopératives et des paysans au même titre que celles de l'Etat. Les tractoristes doivent être au service de la paysannerie, connaître l'agriculture, les

cultures, les terres, et appliquer leurs connaissances dans la pratique afin d'augmenter à tout prix la production. Cela est très important, sans quoi, des effets négatifs se feront partout sentir. Lorsque nous avons mis sur pied nos premières stations de machines et de tracteurs, dit-il, les tracteurs travaillaient souvent la terre des paysans, mais la production n'augmentait pas pour autant. Cela tenait à ce qu'il ne suffit pas qu'un tractoriste sache conduire son engin, il faut aussi qu'il soit un bon agriculteur, qu'il sache à quel moment et de quelle manière il faut travailler la terre.

«Les tractoristes, poursuivit Staline, sont des éléments de la classe ouvrière qui sont en contact continu, quotidien et direct avec la paysannerie. Aussi doivent-ils travailler avec une haute conscience afin de tremper l'alliance de leur classe avec la paysannerie laborieuse.»

L'attention avec laquelle Staline suivait nos explications sur notre économie nouvelle et ses voies de développement, nous produisit une profonde impression. J'ai noté, entre autres, chez lui, tant au cours de la discussion sur ces problèmes qu'au cours de nos autres entretiens, un trait merveilleux : il ne s'exprimait jamais sur un ton de commandement ni ne cherchait à imposer sa pensée. Il parlait, donnait des conseils, faisait aussi des suggestions, mais ne manquait pas d'ajouter constamment «c'est là mon avis personnel», «c'est notre avis. Quant à vous, camarades, vous verrez et déciderez vous-mêmes selon votre situation concrète, en fonction de vos conditions.» Son intérêt s'étendait à tous les problèmes.

Cependant que je parlais de la situation des transports et des grandes difficultés que nous avions à affronter dans ce secteur, Staline me demanda :

«Est-ce que vous construisez de petits bateaux en Albanie ?

— Non.

— Mais avez-vous des pins ?

— Oui, des forêts entières.

— Alors, dit-il, vous possédez une bonne base pour construire de petits bâtiments de transport maritime.»

Il me demanda ensuite comment se présentait en Albanie le réseau ferroviaire, quelle monnaie nous avions, quelles étaient nos ressources minières et il voulait savoir si les mines albanaises avaient été exploitées par les Italiens, etc.

Je répondis à ses questions, et Staline, concluant la discussion, dit :

«L'économie albanaise est une économie arriérée. Vous partez du début dans tous les secteurs. C'est pourquoi, camarades, à votre lutte et à vos efforts, nous viendrons, de notre côté et dans la mesure du possible, ajouter notre aide pour le redressement de votre économie et pour le renforcement de votre armée. Nous avons examiné, me dit le camarade Staline, vos demandes d'aide et nous nous sommes accordés pour les satisfaire toutes. Nous allons vous aider à équiper votre industrie et votre agriculture des machines nécessaires, à renforcer votre armée, à développer l'enseignement et la culture. Nous vous fournirons à crédit d'autres usines et machines et vous les paierez quand vous en aurez la possibilité; quant aux armements, nous vous les fournirons à titre gratuit, vous n'aurez jamais rien à déboursier. Nous savons bien que vos besoins sont plus considérables, mais pour le moment c'est tout ce que nous sommes en mesure de faire, car nous-mêmes sommes encore pauvres en raison des dévastations causées par la guerre.

«En même temps, poursuivit le camarade Staline, nous vous aiderons par l'envoi de spécialistes qui contribueront à accélérer le développement de l'économie et de la culture albanaises. Pour ce qui est

du pétrole, je pense vous envoyer des spécialistes d'Azerbaïdjan, ce sont des maîtres en la matière. De son côté, l'Albanie doit envoyer des fils d'ouvriers et de paysans en Union soviétique afin qu'ils étudient et s'instruisent pour promouvoir le progrès de leur pays.»

Au cours de notre séjour à Moscou, après chaque rencontre et entretien avec le camarade Staline, nous voyions toujours plus et de plus près en cet éminent révolutionnaire, en ce grand marxiste, l'homme simple, chaleureux, sage, le vrai homme. Il aimait le peuple soviétique de toute son âme, il lui consacrait toutes ses forces et énergies, c'est pour lui que battait son cœur. Et ces traits apparaissaient à chaque entretien, dans chacune de ses activités, depuis les plus importantes jusqu'aux plus ordinaires.

Quelques jours après notre arrivée à Moscou, j'assistai en compagnie du camarade Staline et d'autres dirigeants du Parti et de l'Etat soviétiques, à une manifestation sportive à l'échelle nationale qui se déroula au Stade central de Moscou. Avec quelle passion Staline suivit cette manifestation ! Pendant plus de deux heures il garda son regard rivé sur les exercices des manifestants, et, malgré la pluie qui se mit à tomber vers la fin de la manifestation et les prières de Molotov pour qu'il quittât le stade, il continua de suivre attentivement jusqu'au bout le spectacle, de plaisanter et de saluer de la main. Je me souviens que les exercices se terminèrent par un cross-country massif. La course touchait à sa fin, les athlètes devaient faire plusieurs fois le tour du stade, lorsque au pied de la tribune passa un athlète retardataire. Long et maigre, il avançait avec peine, ses mains décrivaient un mouvement saccadé de pendule, mais il s'acharnait quand même à courir, en dégouttant sous la pluie. Staline le regardait de loin avec un sourire où se lisait une compassion et une chaleur de père:

««Millij mooj», [*En russe : «Mon cher».*] fit-il comme à part lui, rentre chez toi, va te reposer et te retaper un peu. Tu reviendras une autre fois ! Il y aura bien d'autres cross...»

Le respect de Staline et son grand amour pour notre peuple, l'intérêt qu'il manifestait pour l'histoire et les coutumes du peuple albanais, ne s'effaceront jamais de ma mémoire. Au cours de l'une de nos rencontres de ces jours-là, pendant le dîner que Staline donna au Kremlin en l'honneur de notre délégation nous eûmes ensemble une discussion très intéressante sur l'origine et la langue du peuple albanais.

«Quelles sont l'origine et la langue de votre peuple ? me demanda-t-il entre autres, votre peuple aurait-il quelque lien avec les Basques ? Je ne crois pas, reprit-il, que le peuple albanais soit venu de la lointaine Asie, et il n'est pas non plus d'origine turque, parce que les Albanais sont plus anciens que les Turcs. Peut-être votre peuple a-t-il des origines communes avec les Etrusques qui sont restés dans vos montagnes, car une partie d'entre eux qui se sont installés en Italie ont été assimilés par les Romains et d'autres sont passés dans la péninsule Ibérique.»

Je répondis au camarade Staline que l'origine de notre peuple est très ancienne et que l'albanais est une langue indo-européenne. Il existe de nombreuses théories à ce propos, mais la vérité est que nous sommes d'origine illyrienne. Notre peuple descend donc des Illyriens. Il existe aussi une thèse selon laquelle le peuple albanais est le peuple le plus ancien des Balkans et que l'origine préhomérique des Albanais remonte aux Pélasges.

«La théorie des Pélasges, expliquai-je ensuite, a été pendant un certain temps, soutenue par de nombreux savants, en particulier par des savants allemands. Quelques savants albanais, connus comme spécialistes d'Homère, aboutissent aussi à la même conclusion, en se fondant sur certains mots employés dans l'Illiade et l'Odyssée et qui ont subsisté dans la langue actuelle du peuple albanais, comme par exemple le terme «gur» (pierre), autrement dit «kamiegn» en russe. Homère place ce mot devant son équivalent en grec, ce qui donne «guri-pétra». En se fondant, par conséquent sur certains termes comme celui-ci, compte tenu aussi de l'Oracle de Dodone, de certaines étymologies de mots et des explications philologiques de leurs transformations, ces savants en arrivent à conclure que nous descendons des Pélasges, qui ont précédé les Grecs dans la péninsule des Balkans.

«Quoi qu'il en soit, je n'ai jamais entendu dire que les Albanais et les Basques aient une origine commune, dis-je au camarade Staline. Il se peut qu'existe aussi cette autre théorie que vous venez d'évoquer et selon laquelle une partie des Etrusques serait restée en Albanie, qu'une autre partie se serait séparée d'eux pour aller s'installer en Italie, et que le reste enfin aurait gagné de là la péninsule Ibérique, l'Espagne. Cette théorie aussi a peut-être ses partisans, mais pour ma part je n'en suis pas au courant.»

A un moment Staline me dit :

«Il y a chez nous, au Caucase, une région qui s'appelle Albanie, aurait-elle quelque rapport avec votre pays ?

— J'ignorais cela, lui répondis-je, mais le fait est que beaucoup d'Albanais au cours des siècles ont été souvent obligés par la féroce occupation ottomane, les attaques et les croisades sauvages des sultans et padishahs osmanlis, à abandonner leur patrie pour s'installer sur les terres étrangères, où ils ont formé des villages entiers. C'est ce qui s'est produit avec des milliers d'Albanais qui se sont établis à demeure dans l'Italie du Sud depuis le XV^e siècle, à la suite de la mort de notre Héros national. Skanderbeg, et il y a actuellement dans ce pays des zones entières habitées par les Albanais d'Italie, qui, bien que vivant depuis quatre à cinq siècles en terre étrangère, conservent leur langue et les anciennes coutumes de leurs ancêtres. Il en est de même de beaucoup d'Albanais qui se sont établis en Grèce, où il y a aussi des zones entières peuplées d'Albanais ; d'autres sont allés s'installer en Turquie, en Roumanie, en Bulgarie, en Amérique et ailleurs... Mais pour ce qui est de la région du Caucase qui s'appelle «Albanie», lui dis-je, je ne sais rien de concret à ce sujet.»

Staline m'interrogea alors sur une série de mots albanais. Il voulait savoir quels étaient les termes désignant les instruments de travail, les ustensiles de ménage, etc. Je lui en donnais la réponse en albanais et lui, après avoir écouté attentivement, répétait ces termes, les comparait à leurs équivalents dans la langue des Albanais du Caucase. Il demandait de temps à autre à Molotov et à Mikoïan ce qu'ils en pensaient. On en conclut qu'il n'existait aucune similitude dans la racine des mots comparés.

A ce moment, Staline appuya sur un bouton et quelques secondes après, entra le général attaché à sa personne ; c'était un homme de grande taille très prévenant et qui nous témoignait beaucoup de bienveillance et de sympathie.

«Le camarade Enver Hoxha et moi, nous cherchons à résoudre un problème, mais sans succès, dit Staline en souriant au général. Mets-toi en contact, je te prie, avec le professeur (et il cita un éminent linguiste et historien soviétique, dont le nom m'échappe aujourd'hui) et demande-lui de ma part s'il y a quelque lien entre les Albans du Caucase et ceux d'Albanie.»

Le général sorti, Staline prit une orange, me la montra et me dit :

«En russe ça s'appelle «apyelsin.» Et en albanais ?

— «Portokall,» répondis-je.

Il compara à nouveau les deux termes en les articulant, puis haussa les épaules. Dix minutes s'étaient à peine écoulées que le général revint.

«Je viens de recevoir la réponse du professeur, dit-il. Il affirme qu'il n'existe aucune donnée témoignant de liens entre les Albans du Caucase et ceux d'Albanie. Mais il a ajouté qu'en Ukraine, dans la zone d'Odessa, il y a certains villages, (sept environ) peuplés d'Albanais. Le professeur dispose à ce sujet de données précises»

J'ai aussitôt recommandé à notre ambassadeur à Moscou d'aviser afin que certains de nos étudiants qui faisaient des études d'histoire en Union soviétique effectuent plutôt leur période de pratique dans ces villages et qu'ils élucident comment et quand ces Albanais s'étaient établis à Odessa, s'ils conservaient la langue et les coutumes de leurs ancêtres, etc.

Staline, comme toujours très attentif, nous écouta et me dit :

«Très bien, c'est une très bonne idée. Que vos étudiants aillent faire là-bas leur pratique, et même que certains des nôtres se joignent aussi à eux.

— Les sciences albanologiques, ajoutai-je dans la suite de cet entretien à bâtons rompus avec le camarade Staline, n'étaient guère développées, et elles étaient surtout le domaine d'hommes d'études étrangers. C'est à cela, entre autres, que l'on doit la multiplicité des théories sur l'origine de notre peuple, de notre langue, etc. Quoi qu'il en soit, une chose est certaine, c'est que ces théories concordent toutes sur un point : le fait que le peuple albanais et sa langue sont d'une origine très ancienne. Mais c'est à nos albanologues, que notre Parti et notre Etat prépareront avec soin et auxquels ils créeront toutes les conditions favorables pour leur travail, qu'il appartiendra de se prononcer avec certitude sur ces problèmes.

— L'Albanie, me dit Staline, doit marcher de ses propres jambes, parce qu'elle en a toutes les possibilités.

— Oui, nous avancerons coûte que coûte, lui répondis-je.

— De notre côté, ajouta avec bienveillance le camarade Staline, nous aiderons de tout coeur le peuple albanais, parce que les Albanais sont des gens merveilleux.»

Le dîner que le camarade Staline donna en l'honneur de notre délégation eut lieu dans une atmosphère très chaleureuse, cordiale, intime. Staline porta le premier toast à notre peuple, au progrès et à l'épanouissement de notre pays, au Parti communiste d'Albanie. Puis il leva son verre à ma santé, à la santé de Hysni [*Le camarade Hysni Kapo, à l'époque vice-ministre des Affaires Etrangères de la R.P.A., était membre de notre délégation qui s'est rendue à Moscou en juillet 1947.*] et de tous les membres de la délégation albanaise. Je me souviens qu'un peu après, comme je lui parlais de la grande résistance que notre peuple, dans les siècles, a opposée aux invasions étrangères, le camarade Staline le qualifia de peuple héroïque, et il porta un second toast à sa santé. A part l'entretien à bâtons rompus qu'il avait avec moi, il s'adressait aussi de temps en temps aux autres convives, plaisantait et formulait des voeux. Il ne mangeait pas beaucoup, mais gardait toujours devant lui un verre de vin rouge et trinquait en souriant chaque fois que l'on portait une santé.

Après le dîner, le camarade Staline nous invita à aller au cinéma du Kremlin où, à part les actualités, nous vîmes un film soviétique de long-métrage intitulé «Le tractoriste». Nous prîmes place tous les deux sur le même canapé et j'étais très impressionné de l'attention avec laquelle Staline suivit ce nouveau film de la production soviétique. Il élevait souvent sa voix chaude et nous commentait certaines séquences des événements du film. Ce qui lui plut surtout, c'est la façon dont le protagoniste du film, un tractoriste d'avant-garde, pour se gagner la confiance de ses camarades et des agriculteurs, luttait pour bien se familiariser avec les coutumes, le comportement, les idées et les aspirations des gens de la plaine. En travaillant et en vivant auprès de ces gens, ce tractoriste finit par devenir un cadre dirigeant honoré et respecté par les paysans. A un moment Staline dit :

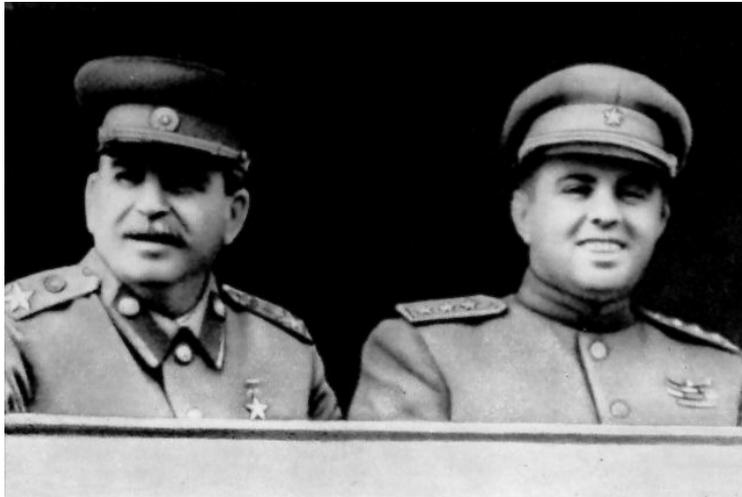
«Pour pouvoir diriger, il faut d'abord connaître les masses, et pour les connaître il faut descendre aux masses.»

Il était minuit passé lorsque nous nous levâmes pour partir. Au dernier moment, Staline nous invita à lever nos verres et pour la troisième fois il porta un toast «au bonheur de l'héroïque peuple albanais».

Puis il nous salua tous et, en me serrant la main, il dit :

«Transmettez mes amitiés cordiales à l'héroïque peuple albanais, je lui souhaite des succès.»

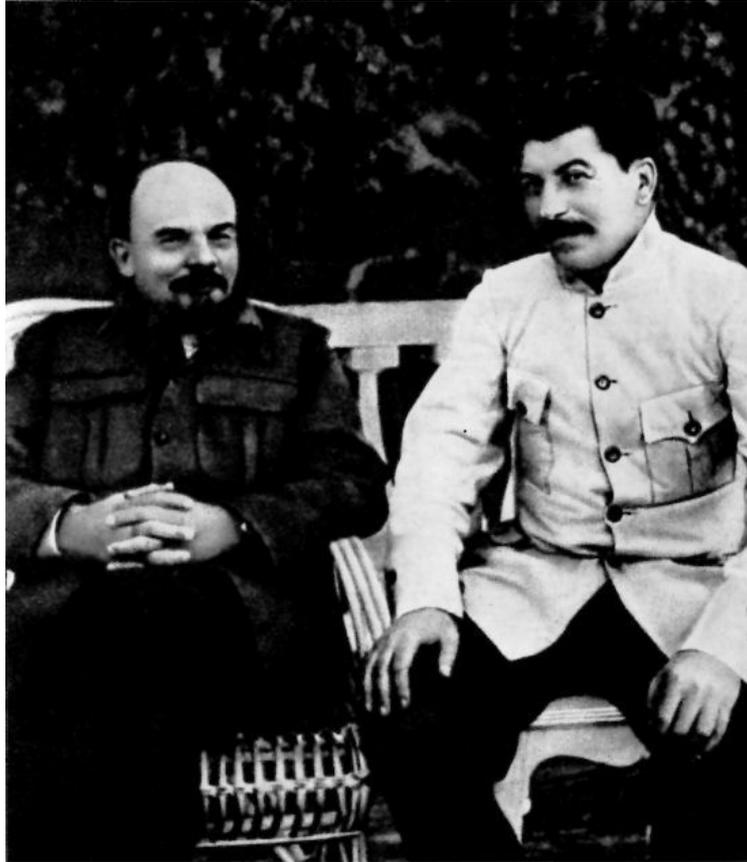
Notre délégation, très satisfaite de ses rencontres et entretiens avec le camarade Staline, quitta Moscou le 26 juillet 1947 pour regagner l'Albanie.



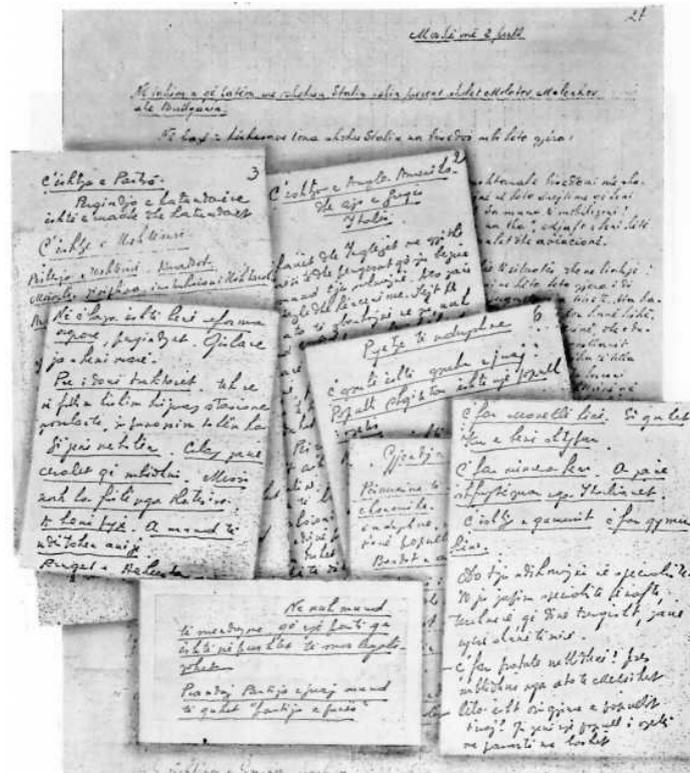
J. V. Staline et le camarade Enver Hoxha au Stade central de Moscou. Juillet 1947.



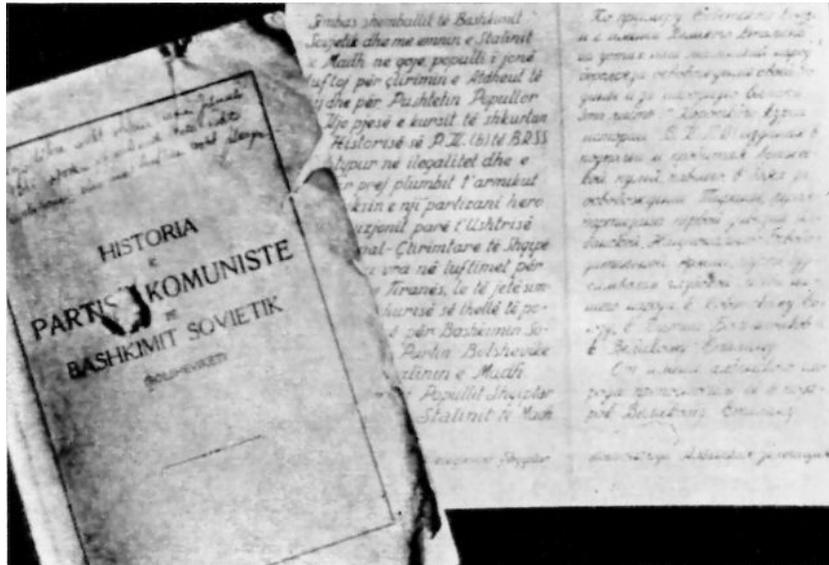
Au Stade central de Moscou. Juillet 1947.



V. I. Lénine et J. V. Staline à Gorki. 1922.



Fac-similé des notes prises par le camarade Enver Hoxha au cours de ses rencontres avec Joseph Staline.



Ce livre, transpercé d'une balle des fascistes sur la poitrine d'un partisan de notre Armée de libération nationale, fut offert à J. V. Staline en 1947.

DEUXIEME RENCONTRE — Mars-avril 1949

Notre attitude envers la direction yougoslave déjà pendant la guerre. Le I^{er} Congrès du P.C.A. Politique de terreur à Kosove. A propos des divisions yougoslaves qui devaient être envoyées en Albanie. Les titistes visaient à renverser la situation en Albanie. Au sujet de la guerre du peuple grec frère. Les vues erronées de la direction du P.C. de Grèce. Les Anglais mettent comme condition à leur reconnaissance de l'Albanie, l'établissement de bases militaires dans nos ports. La voie du développement économique et culturel de l'Albanie. Sur la situation de notre paysannerie. De l'histoire, de la culture, de la langue et des coutumes du peuple albanais.

Je retournai à Moscou, le 21 mars 1949, à la tête d'une délégation officielle du Gouvernement de la République Populaire d'Albanie et j'y restai jusqu'au 11 avril de la même année.

A l'aéroport de Moscou étaient venus nous accueillir Mikoïan, Vyehinski, etc., ainsi que tous les représentants diplomatiques des pays de démocratie populaire.

Nous eûmes notre première rencontre officielle avec Vyehinski le lendemain de notre arrivée, et le 23 mars, à 22 heures 5, je fus reçu par le camarade Staline au Kremlin, en présence de Vyehinski et de Tchouvakine, l'ambassadeur d'U.R.S.S. en Albanie. J'étais accompagné à cette rencontre par Spiro Koleka et Mihal Prifti, à l'époque notre ambassadeur à Moscou.

Le camarade Staline nous reçut très cordialement dans son bureau. Après nous avoir salués, tour à tour il s'arrêta devant moi et me dit :

«Je vous trouve maigri. Vous n'avez pas été souffrant ? Ou vous êtes peut-être fatigué ?

— Je suis au contraire très heureux de vous rencontrer de nouveau, lui répondis-je, et une fois assis, je lui dis que je voulais lui soumettre quelques questions.

— Volontiers, et prenez tout votre temps, me dit-il avec chaleur, afin que je puisse lui parler de tout ce que je jugeais nécessaire.»

Je fis alors au camarade Staline un exposé sur une série de questions. Je lui parlai dans les grandes lignes de la situation de notre Parti et de notre pays, des derniers événements, des erreurs constatées, ainsi que de notre attitude concernant la question yougoslave. Je lui indiquai que l'influence de la direction trotskiste yougoslave sur la direction de notre Parti et la confiance excessive que certains de nos dirigeants témoignaient à la direction traîtresse yougoslave, avaient été à l'origine de graves erreurs, surtout dans la ligne d'organisation du Parti, comme l'avait constaté le 11^e plénum du Comité central du Parti communiste d'Albanie, dont les travaux s'étaient déroulés à la lumière des lettres du Comité central du Parti communiste bolchevik de l'Union soviétique adressées au Comité central du Parti communiste de Yougoslavie et de la Résolution du Bureau d'Information «Sur la situation dans le Parti communiste de Yougoslavie».

«Le Comité central de notre Parti, dis-je au camarade Staline, a entièrement approuvé la Résolution du Bureau d'Information, et, par un communiqué spécial, nous avons condamné la voie traîtresse anti-albanaise et antisoviétique de la direction trotskiste yougoslave. La direction de notre Parti, soulignai-je, s'était heurtée depuis des années à l'activité hostile et comploteuse des titistes, à l'arrogance et aux intrigues de Voukmanovic Tempo et Dushan Mugosha, les envoyés de Tito. A la veille de la libération de l'Albanie, lui dis-je entre autres, Tito, afin de réaliser ses desseins anti-marxistes hostiles à l'Albanie, envoya chez nous une délégation du Comité central du Parti communiste de Yougoslavie, conduite par son délégué extraordinaire, Vélimir Stojnic. Celui-ci et ses collaborateurs secrets, les traîtres Sejfulla Malëshova, Koçi Xoxe, Pandi Kristo, etc., préparèrent dans la coulisse la sinistre plate-forme de Berat, qui était en soi un grave complot contre la juste ligne qu'avait suivie le Parti pendant toute la période de la Lutte, contre l'indépendance de notre Parti et de notre pays, contre la personne du Secrétaire général du Parti, etc. La portion saine de la direction de notre Parti, bien qu'elle ne fût pas au courant du complot ourdi, s'opposa avec force, à Berat même, aux accusations portées contre elle et contre la ligne suivie durant la Lutte. Plus tard, moi-même, convaincu qu'à Berat de graves erreurs de nature antimarxiste avaient été commises, je soumis entre autres à notre Bureau politique les thèses sur la révision du plénum de Berat, mais, à la suite de l'activité subversive fébrile de la direction yougoslave et de ses agents dans nos rangs, ces thèses ne furent pas admises. Les événements qui suivirent, les Lettres du Comité central de votre Parti ainsi que la Résolution du Bureau d'Information, poursuivis-je, nous ont pleinement éclairés sur la situation ; l'activité hostile de la direction yougoslave, Tito en tête, a été découverte et mise à jour, et les comploteurs dans les rangs de notre Parti ont été sévèrement démasqués au 11^e plénum du C.C. du Parti. Le I^{er} Congrès du P.C.A. a approuvé et accentué davantage le tournant enregistré au 11^e plénum du Comité central. Il a jugé juste la ligne politique suivie par le Parti depuis sa fondation, alors que les déviations particulières, apparues après la Libération, surtout dans la ligne d'organisation du Parti, étaient le résultat de l'intervention yougoslave et de l'activité trotskiste et traîtresse de Koçi Xoxe, Pandi Kristo et Kristo Themelko.

«Koçi Xoxe et Pandi Kristo, indiquai-je, étaient tous deux de dangereux agents des trotskistes yougoslaves au sein de la direction de notre Parti, et, orientés, appuyés et soutenus par les titistes yougoslaves, ils avaient tout mis en oeuvre pour usurper les positions clés dans notre Parti et dans notre Etat de démocratie populaire. Ils déployaient leur activité de trahison au service de la politique national-chauvine et colonialiste de la direction trotskiste yougoslave envers la République Populaire d'Albanie. Kristo Themelko était l'un des plus influencés par la direction trotskiste yougoslave et il appliquait sans réserve ses directives dans le secteur de l'armée. Mais, une fois la trahison de la direction yougoslave entièrement dévoilée, il a reconnu ses fautes et a fait son autocritique devant le Parti.»

Staline, qui m'écoutait attentivement, me demanda :

«Que sont ces gens-là ? Des Slaves, des Albanais ou quoi ?

— Kristo Themelko, lui dis-je, est d'origine macédonienne, quant à Koçi Xoxe, il est albanais d'origine, mais ses parents ont vécu en Macédoine»

Je lui parlai ensuite de l'extrême importance que revêtaient pour notre Parti les Lettres du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique adressées à la direction yougoslave et la Résolution de l'Informbureau. «A la lumière de ces documents, qui nous sont parvenus à ces moments très délicats pour notre Parti et notre peuple, indiquai-je au camarade Staline, le Comité central de notre Parti a très bien compris le caractère et les objectifs de l'intervention yougoslave en Albanie.» Après lui avoir esquissé dans les grandes lignes les multiples mesures radicales qu'avait prises notre Parti pour liquider ces menées farouches, subversives, anti-marxistes et anti-albanaises, je lui dis que, bien que, durant la guerre déjà, nous nous soyons heurtés et opposés à ces menées malfaisantes, nous n'en avons pas moins conscience de notre responsabilité et que nous aurions dû nous montrer plus vigilants.

Ici le camarade Staline m'interrompit :

«Nos lettres adressées à la direction yougoslave, dit-il, ne contiennent pas tout, car il y a aussi beaucoup d'autres questions qui sont apparues par la suite. Nous ne savions pas que les Yougoslaves, sous prétexte de «défendre» votre pays contre l'attaque des fascistes grecs, ont cherché à introduire des unités de leur armée en R.P.A. Ils agissaient dans le plus grand secret. En fait, ils étaient animés de desseins très hostiles, car ils visaient par là à renverser la situation en Albanie. L'information que vous nous avez donnée à ce propos, nous a été très utile; sinon, nous n'aurions rien su au sujet de ces divisions qu'ils voulaient introduire dans votre territoire. Ils laissèrent entendre qu'ils entreprenaient cette action soi-disant avec le consentement de l'Union soviétique! Quant au fait que, comme vous l'avez dit, vous auriez dû vous montrer plus vigilants, la vérité est que, dans les rapports avec la Yougoslavie, il y a eu un manque de vigilance non seulement de votre part mais d'autres aussi.»

Dans la suite de notre entretien, je dis au camarade Staline que les moments difficiles créés par les titistes et les monarcho-fascistes, qui sont aux ordres des impérialistes américains et anglais dans leurs menées contre notre pays, ont été surmontés avec succès grâce à la juste ligne du Parti, au patriotisme de notre peuple et à l'aide du P.C. de l'Union soviétique. «Ce fut là pour nous une grande épreuve dont nous avons beaucoup appris pour remédier à nos défauts, consolider les victoires remportées et lutter pour les mener plus avant. Notre armée s'acquitta de ses tâches avec courage et un patriotisme élevé.

«Durant la période difficile que nous avons traversée, lui dis-je, les masses ont fait preuve d'un très grand patriotisme. Leur confiance en notre Parti, dans sa juste ligne et dans l'Union soviétique est restée inébranlable. L'action de l'ennemi intérieur n'a pas fait long feu. Nous avons neutralisé l'activité hostile des gens au service de la direction trotskiste yougoslave. Envers ceux qui, d'une façon ou d'une autre, étaient impliqués dans l'activité anti-albanaise de la direction trotskiste yougoslave, nous avons adopté et adoptons des attitudes différenciées. Une partie d'entre eux ont fait leur autocritique, car ils s'étaient fourvoyés de bonne foi, quant aux autres, qui étaient gravement compromis, ils rendent actuellement compte de leurs méfaits devant les tribunaux du peuple.

— Défendez la patrie et le Parti, nous dit le camarade Staline. L'ennemi doit être démasqué totalement et avec des arguments convaincants afin que le peuple voie bien tout ce que cet ennemi a fait et se persuade de son action malfaisante. Un ennemi ainsi démasqué aux yeux du peuple, même s'il n'est pas fusillé, est moralement et politiquement exécuté, car, sans le peuple, il est impuissant.

— Le procès qui se déroule actuellement à Tirana, indiquai-je au camarade Staline, est public, et les débats sont publiés dans la presse.

«Quant à ceux qui ont profondément conscience de leurs erreurs, qui ont fait une autocritique sincère et persuasive, nous les avons traités avec sollicitude et indulgence et leur avons créé les possibilités de réparer leurs erreurs et leurs fautes par leur travail et leur fidélité envers le Parti et le peuple. Nous avons même pensé envoyer l'un d'entre eux étudier en Union soviétique», et j'ai cité son nom.

«Comment, comment ? fit Staline, son regard fixé sur moi. Vous avez demandé qu'il vienne faire des études chez nous ? Vous avez encore politiquement confiance en lui ?

— Oui, lui répondis-je, il n'a cessé d'approfondir son autocritique et nous avons bon espoir qu'il se corrigera.

— Et lui, est-ce qu'il aimerait venir ici ?

— C'est lui-même qui en a exprimé le désir.» A ce moment-là Tchouvakine est intervenu et a donné quelques explications à l'appui de mon jugement.

«Bon alors, puisque vous-même, camarade Enver, avez bien pesé cette question, qu'il vienne...»

Poursuivant mon exposé, je dis au camarade Staline que pendant cette même période, les Américains, à travers l'Italie, avaient parachuté des groupes d'agents de subversion au Sud et au Nord de l'Albanie. Un certain nombre de ces agents avaient été tués, les autres capturés. En prévision de complications éventuelles à notre frontière sud et en vue de disposer de forces à cette fin, il nous fallait d'abord, et c'est ce que nous avons fait, nettoyer nos régions du nord des groupes de bandits politiques et de droit commun qui sévissaient à l'intérieur de nos frontières sous la conduite des agents envoyés par Rankovic. Ces bandes, au service des Yougoslaves, se sont livrées à une série d'attentats. Nos opérations de nettoyage se sont terminées avec succès. Nous avons liquidé certaines de ces bandes et les autres ont passé en territoire yougoslave où elles se trouvent encore aujourd'hui.

«Continuent-ils de parachuter des agents de subversion ? me demanda Staline.

— Nous pensons qu'ils n'y ont pas renoncé. La politique de Tito et de Rankovic pour attirer des Albanais sur leur territoire et les organiser en groupes de saboteurs et d'espions a échoué, et à présent, il y a très peu de cas de passage illicite de la frontière. Notre Gouvernement a pris des mesures dans le domaine économique, et le travail politique et d'organisation du Parti s'est raffermi. Les impérialistes préparent à l'étranger des groupes d'agents de subversion, les monarcho-fascistes et les titistes font de même, et les Italiens ne demeurent pas en reste. Notre plan actuel consiste à écraser les débris des bandits qui rôdent dans nos montagnes et qui, de notre fait, sont désormais aux abois, à détruire leurs bases, qui se trouvent surtout chez les koulaks. La majeure partie des groupements réactionnaires dans les villes a été frappée par notre Sûreté d'Etat, qui a remporté en cela de grands succès. Notre Parti a redressé la situation au ministère de l'Intérieur, ancien nid des titistes, et la Sûreté d'Etat est devenue une arme très puissante et aimée de notre Parti et de notre peuple. Le général Mehmet Shehu est un glorieux dirigeant, et dans sa tâche ardue et délicate il jouit de l'aide continue du Parti et du peuple. Le Parti s'est fixé pour devoir de consolider de jour en jour nos positions afin que nous puissions affronter et réduire à néant les attaques et les tentatives éventuelles de nos nombreux ennemis.

«Notre Parti se renforce de jour en jour, indiquai-je ensuite au camarade Staline, les membres de notre jeune Parti se caractérisent par un grand courage et une grande volonté. Le niveau idéologique et culturel des permanents de notre Parti est peu élevé, mais on remarque chez tous une grande volonté de s'instruire. Nous oeuvrons à améliorer cette situation. Dans notre travail de Parti, s'observent encore beaucoup d'insuffisances, mais grâce à des efforts persévérants, avec confiance en l'avenir et en profitant de l'expérience du Parti bolchevik, nous remédierons à ces défauts. »

Dans la suite de la conversation, je fis au camarade Staline un exposé général de la situation économique en Albanie, des résultats obtenus et de la grande lutte que notre Parti et notre peuple avaient menée et menaient pour affronter les difficultés créées dans notre économie par le travail hostile des trotskistes yougoslaves et de leurs agents. «Notre peuple, lui dis-je, est un peuple simple et laborieux. Sous la direction du Parti, il a mobilisé ses forces pour rattraper son retard, surmonter les difficultés créées et réaliser les tâches fixées par le I^{er} Congrès du Parti.»

J'indiquai que le I^{er} Congrès du Parti, parallèlement à l'orientation donnée pour l'industrialisation socialiste, a donné aussi pour directive de consolider le secteur socialiste dans l'agriculture à travers l'augmentation du nombre des entreprises d'Etat et la collectivisation graduelle, sous forme de coopératives agricoles, auxquelles l'Etat accordera un appui politique, économique et en matière d'organisation.

«Avez-vous créé beaucoup de coopératives de ce genre ? Quels critères suivez-vous en cette matière ?» me demanda le camarade Staline.

Je lui expliquai à ce propos que le Congrès a donné l'orientation que la collectivisation de l'agriculture doit suivre un processus graduel, être pondérée et fondée sur le libre consentement. Dans cette voie, nous n'allons ni nous précipiter ni marquer le pas.

«A mon avis, dit le camarade Staline, vous ne devez pas vous hâter dans la collectivisation de votre agriculture. Votre pays est montagneux et d'un relief qui varie d'une région à l'autre. Nous aussi, dans nos zones montagneuses, semblables aux vôtres, nous n'avons créé les kolkhozes que beaucoup plus tard.»

J'évoquai ensuite le travail qui avait été accompli chez nous pour le renforcement de l'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie travailleuse, l'aide que fournissait l'Etat au paysan individuel, l'accroissement de la production agricole et la politique de stockage des produits végétaux et animaux.

«Cela revêt beaucoup d'importance, nous dit le camarade Staline, et vous faites très bien d'y accorder tous vos soins. Si les paysans albanais ont besoin de tracteurs ou d'autres machines agricoles, de bêtes de travail, de semences et d'autre chose, aidez-les. Et ne vous bornez pas à cela, creusez aussi des canaux pour la paysannerie, et vous verrez alors ce qu'elle fera. Il est bien, à mon sens, que le paysan s'acquitte en nature de ses obligations au titre de ces aides qu'il reçoit.

«L'Etat, reprit le camarade Staline, doit créer des stations de machines et de tracteurs. Vous ne devez pas céder les tracteurs aux coopératives, mais l'Etat doit aider aussi les paysans individuels pour le labour de leurs terres s'ils en expriment le désir. Ainsi, les paysans pauvres sentiront petit à petit les avantages de la collectivisation.

«Quant aux excédents des produits agricoles, poursuivit le camarade Staline, les agriculteurs doivent pouvoir en disposer à leur guise, car si l'on agit différemment, les paysans ne collaboreront plus avec le gouvernement. Si la paysannerie ne voit pas concrètement l'aide de l'Etat, elle ne sera pas disposée à l'aider.»

Puis Staline me dit qu'il ne connaissait pas l'histoire et les traits de la bourgeoisie de notre pays, et il me demanda : «Y a-t-il eu dans votre pays une bourgeoisie marchande ?

— Oui, une bourgeoisie marchande en formation, lui répondis-je, mais elle n'a plus rien en main.

— Vous l'avez expropriée totalement ?» Pour répondre à sa question, j'expliquai au camarade Staline la politique que notre Parti avait pratiquée depuis l'époque de la Lutte à l'égard des classes riches, la grande différenciation qui s'était opérée en fonction de l'attitude des éléments de ces classes envers l'occupant, du fait que la plupart d'entre eux, étant devenus des collaborateurs du fascisme et ayant trempé leurs mains dans le sang du peuple, ou bien se sont enfuis avec l'occupant, ou bien, quand ils n'ont pu le faire, ont été capturés par le peuple et déférés à la justice. Quant aux éléments qui appartenaient principalement à la moyenne et à la petite bourgeoisie patriote, mais qui avaient été liés à la lutte du peuple et s'étaient opposés à l'occupant étranger, le Parti les a soutenus, s'est intéressé à eux et leur a montré la vraie voie pour contribuer au développement du pays et au renforcement de l'indépendance de la patrie. «Cependant, ajoutai-je, ces dernières années, du fait des menées hostiles de Koçi Xoxe et consorts, des attitudes injustes et des mesures rigoureuses ont été adoptées envers une

partie de ces éléments et certains intellectuels patriotes, mais le Parti a dénoncé sévèrement ces erreurs et il ne permettra pas qu'elles se renouvellent.»

Prenant la parole, le camarade Staline souligna que pour ce problème comme pour tout autre, tout dépend des conditions et de la situation concrètes de chaque pays. «Toutefois, indiqua-t-il, il faut à mon sens, durant la première étape de la révolution, suivre à l'égard de la bourgeoisie patriote qui veut vraiment l'indépendance du pays, une politique qui, à cette étape, permette à cette couche d'aider cette cause par les moyens et les richesses dont elle dispose.»

«Lénine nous enseigne, reprit-il, que durant la première étape de la révolution, là où cette révolution revêt un caractère anti-impérialiste, les communistes peuvent profiter de l'aide de la bourgeoisie patriote. Naturellement, cela doit être fait en fonction des conditions concrètes, de l'attitude même de cette bourgeoisie à l'égard des problèmes les plus aigus que connaît le pays, etc.

«Dans les pays de démocratie populaire, par exemple, la grande bourgeoisie s'était compromise avec les occupants allemands et les avait aidés. Lorsque l'armée soviétique libéra ces pays, la bourgeoisie vendue prit le chemin de l'émigration.»

Il réfléchit un moment avant de poursuivre :

«L'armée soviétique, me semble-t-il, n'est pas venue à votre aide en Albanie ; et l'armée yougoslave ? Vous a-t-elle aidés chez vous durant votre Lutte de libération nationale ?

— Non, lui répondis-je, c'est au contraire notre Armée de libération nationale qui a envoyé deux de ses divisions de partisans combattre sur le territoire yougoslave pour aider à la libération des peuples de Yougoslavie.»

Le camarade Staline, poursuivant, souligna que tout parti communiste et Etat socialiste doit être aussi très attentif dans ses rapports avec les intellectuels. Il faut mener auprès d'eux un travail intense, attentif et clairvoyant, afin que les intellectuels honnêtes et patriotes se rapprochent toujours plus du pouvoir populaire.

Evoquant certains traits particuliers de la révolution russe, le camarade Staline indiqua que «la Russie, à l'époque, n'était sous le joug d'aucune puissance étrangère impérialiste, aussi nous étions-nous dressés, dit-il, seulement contre les exploités du dedans, et la bourgeoisie nationale russe, en exploitée qu'elle était, ne se rallia pas à notre révolution. Chez nous une âpre lutte de classe était alors menée depuis plusieurs années, et la bourgeoisie russe demanda l'aide et l'intervention des impérialistes.

«Ainsi donc, il apparaît clairement qu'il y a une différence entre la révolution russe et la lutte menée dans les pays victimes des agresseurs impérialistes.

«Si je vous dis cela, poursuivit Staline, c'est pour vous montrer combien il est important de tenir compte des conditions concrètes de chaque pays, car ces conditions varient toujours d'un pays à l'autre. Et c'est précisément pour cela que personne ne doit copier notre expérience ou celle des autres, mais seulement l'étudier et en profiter, en l'appliquant selon les conditions concrètes de son pays.»

Notre entretien avec Staline durait depuis longtemps. Nous n'avions pas senti le temps passer. Reprenant la parole, je me mis à traiter des problèmes de notre plan pour le renforcement de la défense et le développement de l'économie et de la culture en R.P.A.

«Votre chef d'Etat-major, me dit le camarade Staline, nous a adressé quelques demandes pour votre armée. Nous avons donné l'ordre qu'elles soient toutes satisfaites. Avez-vous reçu les équipements que vous aviez demandés ?

— Nous n'en avons pas encore été informés», lui répondis-je.

Staline appelle alors un général et le charge de recueillir des informations précises à ce sujet. Peu après, le téléphone sonne. Staline décroche le récepteur et au bout d'un moment nous dit que les équipements avaient été expédiés.

«Et avez-vous reçu les rails ? Votre voie ferrée est-elle terminée ? me demanda-t-il.

— Oui, nous les avons reçus, et notre voie ferrée a été inaugurée», dis-je, et je continuai de lui exposer dans les grandes lignes les principaux objectifs du plan de développement économique, culturel et de défense de notre pays. A cette occasion je lui présentai aussi nos demandes d'aide de l'Union soviétique.

Comme auparavant, le camarade Staline accueillit ces demandes d'aide avec bienveillance et il nous parla très ouvertement :

«Camarades, nous dit-il, nous sommes un grand pays, mais vous savez que nous n'avons pas encore éliminé toutes les graves séquelles de la guerre. Quoi qu'il en soit, nous vous aiderons aujourd'hui et à l'avenir, peut-être pas autant qu'il le faudrait, mais dans la mesure de nos moyens. Nous comprenons très bien qu'il vous faut créer et développer le secteur de l'industrie socialiste, et nous sommes prêts pour cela à satisfaire à toutes les demandes que vous venez de nous présenter, ainsi qu'à celles qui concernent l'agriculture.»

Puis, souriant, il ajouta :

«Et les Albanais eux-mêmes, travailleront-ils ?»

Je devinai pourquoi il m'avait posé cette question. Elle était inspirée par l'information malveillante du marchand arménien Mikoïan, qui dans une rencontre que j'avais eue avec lui, non seulement m'avait tenu un langage fort différent de celui de Staline, mais avait même usé de termes durs dans ses remarques sur la réalisation de nos plans, en prétendant que notre peuple ne travaillait pas, etc. Il visait par là à faire baisser les cadences et le volume des aides soviétiques. Mikoïan a toujours observé cette attitude à notre égard. Mais Staline, lui, nous a accordé toutes les aides que nous lui avons demandées.

«Nous allons vous envoyer aussi, reprit-il, les cadres que vous nous avez demandés, et ils n'épargneront pas leurs forces pour vous aider, mais, évidemment, ils ne resteront pas toujours en Albanie. C'est pourquoi, camarades, vous devez former vos propres cadres, vos propres spécialistes, afin qu'ils remplacent les nôtres. C'est un problème important. Si nombreux que soient les cadres étrangers qui viendront chez vous, il ne vous en sera pas moins indispensable d'avoir vos propres cadres. Aussi, camarades, nous conseilla-t-il, vous devez créer votre Université, qui sera un grand centre de formation des cadres futurs.

— Nous avons créé nos premiers instituts, dis-je au camarade Staline, et ils fonctionnent assez bien, mais nous n'en sommes qu'à nos premiers pas. Nous manquons non seulement d'expérience et de manuels, mais aussi de cadres nécessaires pour fonder notre Université.

— L'important c'est de commencer, nous dit-il, ensuite, petit à petit, tout se perfectionnera. Pour notre part, nous vous aiderons à la fois en littérature spécialisée et en experts afin que vous augmentiez le nombre de vos établissements supérieurs, qui constitueront les fondements de votre future Université.

«Les spécialistes soviétiques, nous dit ensuite le camarade Staline, seront rémunérés par votre Gouvernement dans la même mesure que les spécialistes albanais. Ne leur faites aucun traitement de faveur par rapport à vos spécialistes.

— Les spécialistes soviétiques viennent chez nous d'un pays lointain, lui répondis-je, et nous ne pouvons pas les traiter de la même manière que les nôtres.»

Le camarade Staline m'interrompit aussitôt : «Non, non, dit-il, ils ont beau venir d'Azerbaïdjan ou de n'importe quelle autre région d'Union soviétique ; nous avons nos règles en ce qui concerne le traitement de nos spécialistes que nous envoyons aider les peuples frères. Il est de leur devoir de travailler de toutes leurs forces, en révolutionnaires internationalistes, de travailler donc pour le bien de l'Albanie de la même manière qu'ils travaillent pour le bien de l'Union soviétique. Le Gouvernement soviétique prend à sa charge le supplément justifié à leurs traitements.»

Après avoir remercié le camarade Staline, je soulevai le problème des équipes dont nous avons besoin pour des études géologiques, hydroélectriques, pour la construction de voies ferrées, ainsi qu'une série de problèmes du développement à long terme de notre industrie. Ayant répondu positivement aux questions que j'avais soulevées, il me demanda, entre autres : «Avez-vous beaucoup de fleuves à gros débit pour la construction de centrales hydro-électriques ? Y a-t-il en Albanie beaucoup de réserves de charbon ?»

Je répondis à ses questions et je lui demandai ensuite si nous pouvions envoyer en Union soviétique un certain nombre de cadres pour qu'ils se spécialisent dans certains secteurs où nos besoins sont particulièrement urgents. «Si cela vous est impossible, ajoutai-je, vous pourriez nous envoyer quelques spécialistes soviétiques pour qu'ils instruisent nos cadres dans le pays.»

Le camarade Staline me dit alors :

«En cette matière, il vaut mieux que ce soit nous qui envoyions en Albanie des instructeurs, car si ce sont vos hommes qui viennent en Union soviétique, une plus longue période sera nécessaire pour leur formation, étant donné qu'il leur faudra aussi apprendre le russe, etc.»

Le camarade Staline nous recommanda de nous adresser pour cela au ministère des Affaires étrangères d'Union soviétique, après quoi, il ajouta :

«De notre côté, c'est le camarade Vychinski qui est chargé de diriger toutes les négociations à ce sujet, aussi est-ce à lui que vous devez adresser vos demandes.»

Je dis au camarade Staline que c'étaient là, dans les grandes lignes, les questions que je voulais discuter avec lui à propos de la situation intérieure en Albanie, et je lui exprimai mon désir de lui faire un bref exposé sur les positions politiques de l'Albanie relatives à la situation internationale. Il regarda sa montre et me demanda : «Vingt minutes vous suffiront ?

— Il m'en faudra peut-être un peu plus, si c'est possible, camarade Staline», lui répondis-je.

Après avoir évoqué la situation tendue de nos rapports avec la Yougoslavie, l'action hostile des traîtres yougoslaves, les bandes criminelles organisées par eux et leur introduction en territoire albanais pour y mener une activité de subversion et de sabotage contre notre pays, je lui parlai de la politique de terreur sauvage que la clique Tito pratique envers les Albanais de Kosove, de Macédoine et du Monténégro.

«Y a-t-il beaucoup d'Albanais en Yougoslavie ? me demanda-t-il. De quelle religion sont-ils ?

— Il y en a plus d'un million, lui répondis-je (à ce nombre, Vychinski manifesta sa surprise ; apparemment il ignorait qu'il y eût tant d'Albanais en Yougoslavie), et j'ajoutai : «Et presque tous sont de religion musulmane.»

— Comment se fait-il qu'ils n'aient pas été assimilés par les Slaves et quels rapports les Albanais vivant en Yougoslavie entretiennent-ils avec ceux d'Albanie même ? me demanda Staline.

— Les Albanais vivant en Yougoslavie, répondis-je, se sont distingués de tout temps par leur ardent patriotisme et par leurs puissants liens avec leur patrie et leurs compatriotes. Ils se sont toujours opposés avec force aux efforts fébriles expansionnistes et d'assimilation des réactionnaires grands-serbes et grands-slaves, et ont préservé fanatiquement à tous égards leur identité d'Albanais.

«Actuellement, la clique Tito suit à Kosove et dans les régions du Monténégro et de Macédoine peuplées d'Albanais la même ligne et les mêmes méthodes qu'employèrent en leur temps leurs semblables, le roi Alexandre et autres. La Kosove constitue pour la clique de Belgrade un point très faible, et c'est pourquoi celle-ci y fait sévir la terreur, y pratique la transplantation en masse, le travail forcé, y procède à des arrestations, à des enrôlements forcés et à des expropriations massives. La population albanaise vivant en Yougoslavie titiste est spécialement frappée, car les actuels dirigeants yougoslaves connaissent bien ses traits patriotiques et révolutionnaires, ils savent que pour cette population le problème national a toujours été et demeure une plaie sanglante, qui demande à être pansée. En outre, la Kosove et les autres régions de Yougoslavie peuplées d'Albanais sont transformées par les titistes en d'importants centres de rassemblement de traîtres albanais, de bandits et d'espions, qui, instruits par les gens de l'U.D.B., sont préparés à se livrer dans notre pays à des actes de terreur, de subversion et de sabotage, ainsi qu'à des attaques armées. La clique de Belgrade a mis en mouvement de vieux agents serbes, anglais et américains, ainsi que des agents italiens et allemands, en vue de mobiliser la réaction albanaise de Kosove et d'organiser avec elle des détachements, qui, de concert avec les autres bandits albanais, pénétreraient dans notre territoire pour y provoquer des troubles.»

Par la suite, je parlai brièvement au camarade Staline de la lutte du peuple grec contre les monarcho-fascistes et les Anglo-Américains, du soutien politique que nous accordions à cette juste lutte du peuple grec frère, soulignant, entre autres, que l'Armée démocratique grecque se tient à l'écart du peuple.

«Comment, comment avez-vous dit ? fit Staline, étonné de ce qu'il venait d'entendre.»

Je complétais mes explications sur ce problème-là ainsi que sur les vues erronées de Niko Zahariadhis et consorts à propos du rôle du parti et du commissaire dans l'armée, au gouvernement, etc.

«Nous estimons, poursuivis-je, que la direction du Parti communiste de Grèce, depuis l'époque de la lutte contre les hitlériens, a commis une grave erreur en ce qui concerne la question du renforcement du parti et de son extension à la campagne et dans les villes, et que ces erreurs se sont manifestées à nouveau dans la lutte contre la réaction intérieure et l'intervention anglo-américaine.

«Jugeant erronément que la ville devait jouer le rôle décisif dans la victoire sur les hitlériens et la réaction intérieure, la direction de Siantos [*Ancien secrétaire général du Parti communiste de Grèce, opportuniste et capitulard face à la réaction anglo-américaine.*] avait, durant la lutte antifasciste, donné l'ordre que le prolétariat grec reste dans les villes. Il s'ensuivit que la partie la plus révolutionnaire du peuple grec fut exposée aux coups féroces des hitlériens locaux, alors que l'Armée partisane grecque de libération nationale avait été privée du prolétariat, qui devait être la force motrice et dirigeante de la révolution populaire grecque.» Je soulignai ensuite que malgré la grande terreur que les hitlériens et la réaction intérieure faisaient sévir contre le prolétariat et les éléments révolutionnaires dans les villes, et malgré les coups durs qu'ils leur portaient, ces éléments, en général, se maintinrent dans les villes, où ils furent tués, torturés, capturés et internés dans des îles, et ne prirent pas en masse le maquis, car c'était là la directive du Parti communiste de Grèce. Certes, les villes aussi furent le théâtre d'importants faits d'armes, de sabotages et d'attentats, etc., mais ces actions, dans le cadre général de la lutte du peuple grec, ne jouaient qu'un rôle secondaire.

«Ces faiblesses, indiquai-je ensuite, furent observées aussi dans les campagnes, où le parti avait relativement peu étendu son action, où l'organisation des cellules et des diverses instances du parti était faible, relâchée, où les organisations du parti se confondaient souvent avec celles de l'E.A.M., où régnait l'opportunisme tant dans l'organisation que dans la ligne politique des conseils de libération nationale des campagnes, une dualité de pouvoir et une coexistence avec les organisations réactionnaires zervistes, etc., dans les zones libérées et ailleurs. Nous fîmes observer aux camarades grecs que le fait de mettre le commandement de leur Armée de libération nationale sous les ordres du Commandement des forces alliées de la Méditerranée, les entretiens et les accords de caractère opportuniste et capitulaire avec Zervas et le gouvernement réactionnaire grec en exil, le fait que les éléments paysans et les anciens officiers de carrière dominaient à la direction de l'Armée grecque de libération nationale étaient autant d'erreurs graves qui allaient conduire la lutte héroïque du peuple grec à la défaite. Les accords de Varkize furent la conclusion logique de tous ces actes et vues erronés, ils conduisirent à la capitulation devant la réaction anglaise et la réaction intérieure.

«Mais même après les accords capitulaires de Varkize et la période de «légalité» du Parti communiste de Grèce, la direction de ce parti, à notre sens, n'analysa pas son activité dans la mesure et de la manière requises pour corriger entièrement ses erreurs antérieures. Le renforcement du parti dans les villes comme dans les campagnes, les liens solides avec les larges masses du peuple auraient dû être la préoccupation majeure de la direction du Parti communiste de Grèce, car c'est en cela qu'avaient consisté naguère ses erreurs les plus graves. Mais il n'agit pas dans ce sens, car il ne fit pas une juste appréciation de la nouvelle situation créée après la défaite du fascisme, il sous-estima l'ennemi intérieur et la réaction anglo-américaine, ne sut pas prévoir comme il se devait le grand danger qui viendrait de ces forces de la réaction. Il fondait beaucoup d'espoirs sur l'action «légale» et le parlementarisme. De ce fait, le parti se trouva désarmé face à l'ennemi, il perdit ses liens solides avec le peuple ; la révolution populaire grecque traversa une crise grave; on donna l'impression au peuple que la révolution allait triompher par la voie parlementaire et des élections, en sorte que celui-ci, face aux coups de la réaction se trouva désorienté, surpris, désemparé. Le peuple grec se battit avec héroïsme contre les hitlériens pour conquérir sa liberté, mais la liberté lui échappa à cause des erreurs de la direction du Parti communiste de Grèce. Toutes ces fautes eurent des conséquences graves sur le cours des événements, lorsque s'évanouit toute illusion de victoire par la voie légale et que le parti, décidant de reprendre la lutte, passa dans la clandestinité.

«Le fait est, dis-je au camarade Staline, qu'avant de passer dans la clandestinité, le parti réussit à regrouper une partie des forces partisans, à leur faire gagner le maquis et à reprendre le combat. C'était une très bonne chose. Mais nous estimons que c'est précisément ici que recommencent les vues erronées des camarades dirigeants grecs quant à la stratégie et à la tactique qu'ils devaient suivre, à l'organisation du parti dans les villes et dans les campagnes, à son organisation dans l'armée et en ce qui concerne surtout ses liens avec les masses et le rôle dirigeant du parti.

«Les camarades de la direction du Parti communiste de Grèce sous-estimèrent les forces de l'ennemi et s'imaginèrent qu'ils s'empareraient aisément du pouvoir, qu'ils libéreraient sans peine la Grèce des Anglo-Américains et des monarcho-fascistes. Pénétrés de cette conception erronée, ils ne se préparèrent pas à une lutte longue et difficile, ils sous-estimèrent la guerre de partisans, et baptisèrent «armée régulière» le regroupement de forces partisans qu'ils parvinrent à effectuer. C'est sur cette «armée régulière» qu'ils fondèrent toutes leurs espérances de victoire, négligeant par là le facteur principal qu'était le peuple et le principe marxiste-léniniste suivant lequel «l'armée et le peuple forment un tout». Les camarades dirigeants grecs ne firent pas une juste appréciation de la situation de l'époque en Grèce. A la suite de la défaite, l'élan révolutionnaire des masses était retombé, aussi fallait-il ranimer cet élan en réorganisant puissamment le parti dans les campagnes comme dans les villes, en corrigeant radicalement les anciennes erreurs, en étendant la guerre de partisans dans tout le pays.

«Le monarcho-fascisme, observai-je dans la suite de mon exposé, avait deux craintes: son grand ennemi, le peuple, et la guerre de partisans. Ces deux facteurs furent négligés par la direction du Parti communiste de Grèce et l'ennemi réussit à mettre à profit cette erreur. L'ennemi craignait une guerre

de partisans, qui aurait grandi de jour en jour, rallié petit à petit à elle les masses populaires des villes et des campagnes et, gagnant en ampleur, serait allée jusqu'à l'insurrection générale armée et à la prise du pouvoir. Si l'ennemi y échappa, ce fut du fait de la tactique erronée de la direction grecque, qui pensait et pense toujours opposer à l'ennemi le gros de ses forces dans une guerre de front et une défensive passive. C'est précisément ce que l'ennemi souhaitait: clouer les forces principales de l'Armée démocratique grecque en certains points, mettre ces forces en déroute et les anéantir par sa supériorité en hommes et en armement.

«Profitant de cette grave erreur de la direction du Parti communiste de Grèce, les monarcho-fascistes enlevèrent le peuple à l'Armée démocratique grecque, ils arrachèrent au Parti communiste de Grèce sa base mère. Par la terreur et les assassinats, ils chassèrent les habitants de toutes les zones où les forces les plus nombreuses et les plus actives de l'Armée démocratique grecque s'étaient établies non pas pour attaquer mais pour se défendre. Nous considérons cette tactique comme une erreur fatale. Chez nous aussi, dis-je au camarade Staline, le fascisme, pendant la Lutte de libération nationale, tua, massacra la population, incendia des régions entières, mais le peuple ne se laissa pas parquer dans des camps entourés de barbelés, il prit le maquis, combattit, puis regagna ses chaumières et y résista avec acharnement, car notre Parti lui avait appris à combattre et à résister. Notre Armée de libération nationale ne s'est jamais séparée du peuple, car c'est dans le peuple que notre Parti lui-même avait ses puissantes bases. Nous pensons que c'est parce que le Parti communiste de Grèce n'avait pas de bases solides dans le peuple que l'ennemi parvint à isoler les partisans grecs sur des montagnes dénudées. Voilà pourquoi j'ai dit que la direction du Parti communiste de Grèce s'est privée elle-même et a privé l'Armée démocratique de sa base mère qu'est le peuple.»

En terminant j'évoquai au camarade Staline les menaces dont l'Albanie était l'objet de la part de ses ennemis extérieurs.

Il m'avait écouté attentivement et il exprima alors son avis sur les problèmes que j'avais soulevés.

«Pour ce qui est de la lutte du peuple grec, dit-il entre autres, nous l'avons toujours considérée comme une lutte juste, nous l'avons appuyée et soutenue de tout coeur. Toute guerre populaire n'est pas menée seulement par les communistes, mais par le peuple, et l'important c'est que les communistes en prennent la tête. Tsaldaris est dans de mauvais draps et il cherche à sauver son régime avec l'aide des Anglo-Américains.

«Quant aux cris des ennemis extérieurs pour le partage de l'Albanie, ils sont lancés dans la seule intention de vous intimider, mais je pense qu'actuellement vous n'avez rien à craindre à cet égard, et cela non point à cause de la «bienveillance» des ennemis, mais pour une série de raisons. Tout d'abord, l'Albanie est un pays libre, indépendant, le peuple s'y est emparé du pouvoir et il saura défendre son indépendance tout comme il a su la conquérir. En deuxième lieu, les ennemis extérieurs eux-mêmes ont des divergences entre eux concernant l'Albanie. Aucun de ces ennemis ne se résout à voir l'Albanie appartenir seulement à l'un ou à l'autre d'entre eux. Si la Grèce souhaite avoir l'Albanie pour elle-même, cela ne convient guère à l'Italie et à la Yougoslavie, qui y feront obstacle, et inversement. D'autre part, indiqua le camarade Staline, l'indépendance de l'Albanie a été reconnue et confirmée par la déclaration des trois grands: l'Union soviétique, l'Angleterre et les Etats-Unis. Cette déclaration, certes, peut être violée, mais ce n'est pas si facile. De toute manière donc, l'indépendance de l'Albanie est garantie.»

Le camarade Staline répéta plusieurs fois que si le Gouvernement albanais sait mener une politique pondérée, intelligente et clairvoyante, ses affaires marcheront bien.

Puis il me conseilla :

«Vous devez envisager aussi l'établissement éventuel de relations avec l'Italie, ce pays voisin du vôtre, mais il vous faut auparavant prendre des mesures pour vous défendre contre les menées des fascistes italiens.»

Evoquant l'importance de la reconnaissance de notre pays dans l'arène internationale, il me demanda :

«Y a-t-il d'autres Etats qui frappent à vos portes pour nouer avec vous des relations diplomatiques ? Quels sont vos rapports avec les Français ?

— Nous avons déjà, expliquai-je, des relations diplomatiques avec la France. Elle a sa représentation à Tirana, et nous avons la nôtre à Paris.

— Et avec les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ?

— Nous n'avons pas de relations diplomatiques avec eux. Dès 1945, les Etats-Unis nous ont posé comme condition à l'établissement de ces relations la reconnaissance par nous de tous leurs anciens accords avec le gouvernement antipopulaire de Zogu. Nous ne pouvons pas considérer ces accords comme légitimes, car ils ont un caractère asservissant et cela a été interdit expressément par le Congrès de Permet. Les Anglais, de leur côté, veulent, pour nous reconnaître, que nous les laissions établir des bases militaires dans nos ports. Ils s'efforcent depuis longtemps de réaliser ces visées dans ce sens.

«A l'époque où nous avons anéanti les forces nazies et libéré presque tout le pays, les Anglais, par l'intermédiaire de leurs missions militaires chez nous, et sous leur masque d'alliés de la Guerre antifasciste, ont demandé avec insistance, qu'ensemble, en tant qu'«alliés», nous détruisions avec un de leurs commandos une garnison allemande qui s'était retranchée à Sarande, notre port dans le Sud. Nous avons accepté leur demande à condition que, une fois l'opération terminée, ils s'en aillent d'où ils venaient, de la mer. L'opération une fois menée à bien, les Anglais voulurent non seulement rester, mais pénétrer même profondément à l'intérieur du pays.

«L'Etat-major général de notre Armée de libération nationale leur intima l'ultimatum de s'éloigner aussitôt, sinon nous les rejeterions à la mer de vive force. Ainsi les Anglais se sont réembarqués et ont regagné la Grèce. Mais ils n'ont pas pour autant renoncé à leurs desseins.»

— Agissez selon l'intérêt de votre pays, dit Staline et il poursuivit :

— Quant aux bases que les Anglais cherchent à établir dans vos ports, n'y consentez à aucun prix. Gardez bien vos ports.

— Nous ne les abandonnerons jamais, à personne ! lui déclarai-je. — Nous sommes prêts à mourir le cas échéant, mais nous ne les abandonnerons jamais.

— Défendez-les, et ne mourez pas, dit le camarade Staline en souriant. Il faut ici de la diplomatie.»

Après quoi, il se leva, nous salua tour à tour et quitta la pièce.

Nous nous rencontrâmes deux jours plus tard à un dîner offert au Kremlin en l'honneur de notre délégation. Nous nous étions mis à table autour du camarade Staline. A ce dîner aussi, comme dans toutes les autres rencontres que nous eûmes avec lui, nous fûmes frappés et touchés par le grand amour que Staline témoignait à notre pays et à notre peuple, par son désir de s'instruire davantage sur l'histoire, la culture, la langue et les coutumes de notre peuple.

Il entama la conversation en m'interrogeant sur quelques mots albanais :

«Je veux entendre, me dit-il, comment sonnent en albanais les mots : «peuple», «homme», «pain», «cadeau», «femme», «mari», «terre» !

Je me mis à prononcer ces mots en albanais; il m'écoutait très attentivement. Je me souviens qu'à un de ces mots il intervint d'un ton plaisant. Il m'avait demandé comment se disait en albanais le mot russe «dar». [*En russe : cadeau.*]

««Peshqesh» ! répondis-je tout de suite.

— Ah non ! dit-il. «Peshqesh» n'est pas un mot albanais, c'est un mot turc» et il se mit à rire. Il avait un rire franc, sincère, un rire qui sortait du coeur.

Après m'avoir écouté prononcer ces mots albanais, il me dit :

«Votre langue est très ancienne, elle a été transmise d'une génération à l'autre par la tradition orale. C'est un fait de plus qui témoigne de la résistance de votre peuple, de sa grande force qui lui a permis de ne pas se laisser assimiler, malgré les tourmentes qu'il a dû traverser.»

A ce propos il me demanda :

«Quelle est la composition nationale du peuple albanais ? Y a-t-il des minorités nationales serbes et croates ?

— Notre peuple, dans son immense majorité, lui dis-je, se compose d'Albanais ; il existe aussi une minorité de nationalité grecque (environ 28.000 personnes) et un tout petit nombre de Macédoniens (en tout cinq petits villages), mais il n'y a pas du tout de Serbes ni de Croates.

— Combien de religions y a-t-il en Albanie, et quelle langue y parle-t-on ? demanda ensuite le camarade Staline.

— Il y a chez nous, répondis-je, trois religions, les religions musulmane, orthodoxe et catholique. La population qui cultive ces trois croyances appartient à la même nation, albanaise, aussi la langue employée est-elle seulement l'albanais, si l'on excepte la minorité nationale grecque qui parle sa langue maternelle.»

Pendant que je parlais, Staline sortait de temps en temps sa pipe et la bourrait de tabac. J'ai remarqué qu'il n'utilisait pas un tabac spécial, mais qu'il désenveloppait des cigarettes «Kazbek» de leur papier et bourrait sa pipe avec le tabac. Après avoir écouté ma réponse il me dit :

«Vous êtes un peuple distinct, comme le sont les Perses et les Arabes, qui ont la même religion que les Turcs. Vos prédécesseurs existaient bien avant les Romains et les Turcs. La religion n'a rien à voir avec la nation et la nationalité.»

Dans le courant de la conversation, il me demanda :

«Et vous, camarade Enver, vous mangez du porc ?

— Oui ! Lui répondis-je.

— L'Islam Interdit à ses fidèles. C'est un ancien usage qui a fait son temps. Quoi qu'il en soit, poursuivit-il, le problème religieux doit être considéré très activement, il faut agir avec circonspection en ce domaine, car on ne peut fouler aux pieds les sentiments religieux du peuple. Ces sentiments ont

été cultivés chez les hommes depuis des siècles, et il faut donc procéder avec beaucoup de pondération, car l'attitude adoptée en cette matière influera sur la cohésion et l'unité du peuple.»

Le dîner se déroula dans une atmosphère très chaleureuse Amicale. Le camarade Staline, après avoir porté un toast à l'armée albanaise et à l'armée soviétique, revint sur la question de la lutte du peuple grec. Il parlait avec une profonde sympathie du peuple grec, courageux et épris de liberté, de ses actes d'héroïsme, de ses sacrifices et du sang qu'il versait dans sa juste lutte.

«Nous comme vous, tous les révolutionnaires et les peuple nous sommes, dit entre autres le camarade Staline, pour la juste lutte du peuple grec, pour ses revendications de liberté et de démocratie. Notre appui et notre soutien idéologiques et politiques ne leur manqueront jamais. Vous, en particulier, qui confinez à la Grèce, poursuivit-il, vous devez vous montrer prudents et vigilants pour faire face à toute provocation des monarcho-fascistes contre votre pays.»

Pendant le dîner, des santés ont été portées à tous les camarades. Nous avons aussi porté un toast à la santé d'Orner Nishani. [*A l'époque, président du Présidium de l'Assemblée populaire de la R.P.A.*]

Molotov, en levant de temps en temps son verre, m'incitait à boire et, me voyant réticent, il me demanda :

«Pourquoi buvez-vous si peu ? Hier soir vous buviez davantage !

— Ah ! Hier soir c'était différent,» lui répondis-je en souriant.

A ce moment Molotov se tourna vers le camarade Staline :

«Hier soir, lui dit-il, nous étions à dîner avec le camarade Enver chez Vychinski. Et Enver Hoxha a justement appris qu'il venait de devenir père d'un garçon. Pour fêter cela, nous avons bu un peu plus.

— Toutes mes félicitations ! me dit Staline et il leva son verre dans ma direction. Buvons donc à la santé de votre fils et de votre épouse !»

Je remerciai le camarade Staline en lui souhaitant longue vie et bonne santé pour le plus grand bien du Parti bolchevik et de l'Etat soviétique, pour le plus grand bien de la révolution et du marxisme-léninisme.

Nous avons passé plusieurs heures dans cette atmosphère si chaleureuse, cordiale et familiale. Mes camarades et moi garderons gravés à jamais dans notre mémoire l'affabilité et les traits du glorieux Staline, de cet homme dont le nom et l'oeuvre faisaient trembler les ennemis, impérialistes, fascistes, trotskistes, réactionnaires de tout acabit, mais exaltaient les communistes, les prolétaires, les peuples, galvanisaient leurs forces et leur confiance en l'avenir. Durant tout le dîner il fut de bonne humeur, gai, souriant, très attentif au cours de notre conversation à bâtons rompus, s'efforçant de mettre tous les assistants à leur aise. Vers 23 heures Staline nous proposa :

«On va prendre un café ?» Nous nous sommes tous levés, et sommes passés dans une salle attenante. Pendant qu'on nous servait le café, à une table près de la nôtre, deux camarades soviétiques, gaiement, incitaient Xhafer Spahiu à boire encore. Xhafer refusait en se justifiant de quelque manière. Staline, attentif, les avait remarqués, et plaisamment, il s'adressa aux camarades soviétiques :

«Ah, non ! Ce n'est pas juste ! Notre hôte et vous ne vous battez pas à armes égales. Vous êtes deux contre un.»

Nous nous sommes tous mis à rire et avons continué de discuter et de plaisanter comme en famille. Peu après Staline se leva et nous dit :

«Camarades, je vous invite maintenant à aller au cinéma.»

Staline nous conduisit alors au cinéma du Kremlin, où il choisit lui-même les films à notre intention. C'étaient quelques documentaires en couleur présentant des vues de diverses régions d'Union soviétique, et aussi le film «La jeune mariée lointaine».

C'est ainsi que se termina notre deuxième visite chez Staline.



Devant le Mausolée de l'immortel Lénine. Mars 1949.



Au Musée central de V. I. Lénine. Moscou, mars 1949.



Le camarade Enver Hoxha parlant au peuple de la capitale au retour de la délégation de la R.P.A. de sa visite en U.R.S.S. Avril 1949.

TROISIEME RENCONTRE — Novembre 1949

Entrevue de cinq heures à Soukhomi. Entretien en tête à tête avec le camarade Staline. Encore sur le problème grec. Sur la situation en Yougoslavie après la trahison de Tito. Le problème de Kosove et des autres régions de Yougoslavie peuplées d'Albanais. «Attaquer l'Albanie n'est pas chose facile». «Si l'Albanie est forte au dedans, elle ne risquera rien du dehors». Une soirée inoubliable. Encore à propos du développement économique et culturel de l'Albanie. L'attitude à l'égard de la religion et du clergé. «Le Vatican est un centre de réaction, un instrument au service du capital et de la réaction mondiale».

En novembre 1949 je me rendis à Moscou pour la troisième fois. En cours de route je m'arrêtai peu de temps à Budapest, où je rencontrai Rakosi, qui me reçut très cordialement et s'enquit à moi de la situation économique de l'Albanie, des menées hostiles des titistes et de la lutte des forces démocratiques grecques. Nous nous sommes entretenus amicalement, nous avons procédé à un échange de vues et, de son côté, pour autant que je m'en souviens, il me mit au courant de la situation en Hongrie.

Avant d'arriver à Moscou, je m'arrêtai un moment à Kiev où il me fut fait un accueil extrêmement chaleureux.

A Moscou étaient venus m'accueillir Lavrentiev, le maréchal Sokolovski, Orlov et d'autres personnalités militaires et civiles. Puis je rencontrai Malenkov, avec lequel j'eus un premier et bref entretien.

Malenkov me demanda, si je le voulais bien, de lui donner une liste des questions que j'entendais traiter au cours de mes entretiens, afin qu'il lui fût plus facile de les transmettre au camarade Staline.

«Puis, me dit-il, nous attendrons la réponse du camarade Staline pour savoir, camarade Enver, si vous irez vous entretenir avec lui en personne à Soukhomi, où il passe actuellement une période de repos,

ou si vous converserez avec un autre camarade de la direction soviétique que désignera Joseph Vissarionovitch.»

Dans la soirée je dressai la liste des questions que je pensais discuter et la remis à Malenkov.

Staline, après avoir été mis au courant, fit savoir qu'il m'attendait pour que nous nous entretenions ensemble à Soukhoumi. Et nous avons agi dans ce sens.

Je rencontrai le camarade Staline dans le jardin de la maison où il se reposait; un jardin magnifique rempli d'arbres et de plates-bandes de fleurs bordant les allées et les sentiers. Je l'aperçus de loin, qui, à son habitude, marchait lentement, légèrement courbé et les mains croisées derrière le dos.

Comme toujours il m'accueillit très cordialement et se montra très affable. Il paraissait en assez bonne santé.

«Je passe toute la journée au grand air, je ne rentre que pour les repas.»

Heureux de le revoir et de le trouver en si bonne santé, je lui exprimai un souhait :

«Puissiez-vous vivre encore cent ans, camarade Staline !

— Cent ? fit-il avec un sourire en clignant légèrement les yeux. C'est peu. En Géorgie nous avons des vieillards de 145 ans qui ont encore bon pied bon oeil.

— J'ai dit «encore cent ans», camarade Staline, c'est un souhait de notre peuple, encore cent ans en plus de votre âge !

— «Tak harasho !» [*En russe : Alors c'est très bien.*] fit-il en plaisantant. Comme ça, ça va, je suis d'accord». Nous avons ri.

Nos entretiens, auxquels ne participèrent que Staline et moi (ainsi que notre interprète Sterio Gjukoreci), eurent lieu dehors, sur la véranda. Il était neuf heures du soir, heure de Moscou. Staline était coiffé d'une casquette et portait un costume de laine marron et un foulard de même couleur.

Avant de m'asseoir, par respect, j'ôtai mon chapeau et l'accrochai à une patère, mais il me dit :

«Ne l'ôtez pas, gardez vous aussi votre chapeau.»

Je protestai, mais il insista afin que, dit-il, je n'attrape pas froid comme il faisait humide, et il ordonna à son officier d'intendance de me l'apporter.

Au cours de cette rencontre inoubliable nous avons discuté avec le camarade Staline d'une série de problèmes.

Je lui exposai entre autres nos points de vue sur les attitudes erronées des camarades dirigeants du Parti communiste de Grèce et les injustes accusations qu'ils avaient portées contre nous. Je lui dis, entre autres, que le Comité central de notre Parti avait toujours entretenu d'étroites relations avec le Comité central du Parti communiste de Grèce, que notre Parti et notre peuple avaient toujours soutenu ouvertement la juste et héroïque lutte du peuple grec pour la liberté et la démocratie et contre l'intervention étrangère anglo-américaine. Du fait même des liens particuliers que nous avons eus avec les camarades grecs, nous avons observé, notamment au cours de 1949, des erreurs et des lacunes de la part de la direction du Parti communiste de Grèce et nous leur avons fait part à plusieurs reprises, ouvertement, amicalement et dans un esprit internationaliste sain, de nos vues sur ces erreurs. Nous

leur avons exprimé une nouvelle fois nos points de vues après les coups que les forces démocratiques grecs essuyèrent à Vitsi et à Gramoz. Mais les camarades dirigeants du Parti communiste de Grèce, cette fois encore, jugèrent nos remarques amicales non fondées et, qui plus est, se considérant comme offensés, allèrent jusqu'à taxer, par une lettre de leur Bureau politique à notre Bureau politique, nos camarades dirigeants de «trotskistes» et de «titistes», eu égard à notre appréciation de la ligne suivie par les dirigeants grecs au cours de leur lutte.

«Notre Bureau politique, dis-je au camarade Staline, a analysé la lettre du Comité central du Parti communiste de Grèce, signée par Niko Zahariadhis, et a abouti à la conclusion que le groupe de Zahariadhis avec ses vues et ses prises de position erronées, non content d'avoir nui gravement à la nouvelle ligne adoptée par le Parti communiste de Grèce après la fin de la guerre antihitlérienne, cherche maintenant à faire retomber sur autrui la responsabilité de ses défaites, du sabotage de cette ligne par lui-même.

— Quand avez-vous connu Zahariadhis ?» me demanda Staline.

Après que je lui eus répondu, il me dit : «Le camarade Zahariadhis n'a rien dit de mal à nos camarades en ce qui vous concerne vous, Albanais ; et, sur le moment, il déplia une lettre du Bureau politique du Parti communiste de Grèce adressée au Bureau politique du P.T.A. et la parcourut du regard.» Puis, relevant les yeux vers moi, il ajouta :

«Je ne vois pas ici les accusations dont vous faites état, je lis seulement qu'ils vous reprochent de les avoir gênés en certaines questions techniques.

— Au début, lui répondis-je, ils nous portèrent ces accusations oralement, puis par écrit dans une de leurs dernières lettres. Nous vous avons fait parvenir à vous-même une copie de cette lettre et de notre réponse par le truchement de votre ambassadeur Tchouvakine.»

Staline n'avait pas lu ces lettres et, en ayant demandé les dates, il donna l'ordre qu'on les cherchât. On les apporta quelques moments après. Les ayant lues, il me dit :

«Je passais une période de repos et je n'avais pas vu ces documents. J'ai lu toutes vos autres lettres. Les Grecs, ajouta-t-il un instant après, ont demandé à discuter et à s'entendre avec vous.

— En ce qui concerne les remarques et les critiques que nous avons faites aux camarades grecs, dis-je au camarade Staline, nous avons toujours été inspirés par des intentions sincères et amicales, considérant cela comme un devoir internationaliste, que nos manières de juger fussent ou ne fussent pas de leur goût. Nous nous sommes toujours efforcés de résoudre ces questions amicalement et dans un esprit communiste sain, alors qu'eux, loin de montrer le même esprit de compréhension, vont jusqu'à nous accuser et attribuent la responsabilité de leurs échecs à d'autres. De telles vues et prises de position sont pour nous inacceptables et quand il s'agit des affaires de notre Parti, de notre peuple et de notre patrie, le camarade Zahariadhis doit avoir soin de ne pas oublier que nous sommes responsables de nos actions devant notre Parti et notre peuple, de même que lui l'est devant les siens.»

Staline, m'ayant écouté avec attention, me demanda :

«Y a-t-il encore en Albanie des démocrates grecs à qui vous avez donné temporairement asile ? De quelle manière pensez-vous agir avec eux par la suite ?»

Répondant à ces questions, j'exposai en détail au camarade Staline notre prise de position. Je lui dis entre autres, que les impérialistes, les monarcho-fascistes et la réaction, à des fins déterminées, nous accusent calomnieusement depuis longtemps d'être «la cause de ce qui se produit en Grèce», de soi-disant intervenir dans les affaires intérieures de la Grèce et qu'ils nous font d'autres griefs du même

genre. «Mais tout le monde sait bien, dis-je, que nous ne sommes pas intervenus et que nous n'interviendrons jamais dans les affaires intérieures de la Grèce.

«En ce qui concerne le soutien que nous avons exprimé et exprimons à la lutte du peuple grec, nous considérons cela à la fois comme un droit légitime et un devoir de chaque peuple à l'égard de la juste lutte d'un pays frère. Mais comme nous sommes voisins de la Grèce, beaucoup d'hommes, de femmes et d'enfants grecs innocents, mutilés, terrorisés et pourchassés pied à pied par les monarcho-fascistes, ont franchi notre frontière et se sent réfugiés chez nous. Envers tous, nous avons adopté une attitude très juste et pleine de sollicitude : nous les avons aidés, nous les avons hébergés et rassemblés dans des lieux distants de la frontière grecque.»

Poursuivant mon exposé sur ce problème, je dis au camarade Staline que pour nous la venue de ces réfugiés avait créé des difficultés multiples et aiguës et que nous avons eu soin, tout en accomplissant notre devoir humanitaire, d'éviter que la présence de réfugiés démocrates grecs sur notre territoire ne contribue à attiser encore davantage la psychose anti-albanaise des gouvernants grecs; que c'est là une des principales raisons pour lesquelles nous avons bien accueilli la demande du camarade Zahariadhis et des réfugiés grecs eux-mêmes de quitter l'Albanie pour trouver refuge dans d'autres pays. «Actuellement, ajoutai-je, à la suite des positions injustes prises envers nous par les camarades dirigeants du Parti communiste de Grèce et des graves accusations qu'ils nous portent, notre Bureau politique juge que le départ du petit nombre de réfugiés grecs demeurés dans notre pays s'impose avec encore plus d'urgence.» Je lui dis que non seulement les combattants démocrates, mais même les dirigeants grecs qui ont récemment trouvé asile en Albanie, devaient quitter notre pays.

Continuant d'exposer nos points de vues à propos du problème grec, je fis état aussi au camarade Staline de certaines autres erreurs des camarades grecs, comme la sous-estimation de la guerre de partisans, de longue haleine et étendue à tout le pays, et le fait qu'ils se fondaient seulement sur la «guerre de front» avec une «armée régulière» ; la suppression de leur part du rôle du commissaire politique dans les unités de partisans, etc. «Sous la pression des conceptions erronées petites-bourgeoises des commandants militaires de carrière qui ne supportaient pas d'avoir à leurs côtés des hommes de confiance du parti, expliquai-je au camarade Staline, le rôle de commandement du commissaire dans l'Armée démocratique grecque est obscurci, relégué au second plan, et il a même été entièrement éliminé. Ces erreurs, parmi d'autres, nous amènent à penser que dans la direction du Parti communiste de Grèce règnent la confusion, l'opportunisme, la fausse modestie, et que le rôle dirigeant du parti y est laissé dans l'ombre.»

Après avoir écouté attentivement mon exposé, le camarade Staline me dit entre autres :

«Tout comme vous, nous avons souscrit à la demande de Zahariadhis sur le départ des réfugiés démocrates grecs d'Albanie et nous nous sommes intéressés à ce qu'ils gagnent les lieux de leur choix. Nous l'avons fait car c'était là une attitude humanitaire. L'aide à fournir à ces gens constituait pour nous-mêmes une charge, mais il fallait bien qu'ils aillent quelque part, puisqu'ils ne pouvaient demeurer dans un pays limitrophe de la Grèce.

«L'attitude que vous avez adoptée à l'égard des combattants démocrates qui franchirent votre frontière, ajouta le camarade Staline, me semble juste. Quant aux armes qui sont demeurées en Albanie, je suis d'avis que vous, Albanais, les gardiez, car vous les méritez.

«Les dirigeants du Parti communiste de Grèce, poursuivit le camarade Staline, n'ont pas, semble-t-il, jugé les situations comme il se doit, ils ont sous-estimé les forces de l'ennemi en croyant avoir affaire seulement avec Tsaldaris et non pas avec les Anglais et les Américains. En ce qui concerne la dernière retraite des camarades grecs, d'aucuns pensent qu'ils n'auraient pas dû se retirer, mais, à mon avis, étant donné la manière dont ont évolué les événements, les combattants démocrates devaient absolument se retirer, car ils étaient voués à l'extermination.

«Sur les autres questions les camarades grecs ont tort. Ils ne pouvaient mener une guerre de front avec une armée régulière, car ils ne disposaient ni d'une armée capable de livrer ce genre de combats ni d'un territoire assez vaste pour un pareil dispositif. Surestimant leurs forces et leurs possibilités, ils agissaient en tout au grand jour, permettant ainsi à l'ennemi de découvrir toutes leurs positions et leur arsenal.

«Quoi qu'il en soit, je pense que vous devez vous entendre avec les camarades grecs. C'est mon point de vue. Leurs accusations contre vous, Albanais, selon lesquelles vous auriez adopté envers eux des attitudes «trotskistes» et «titistes», ne sont pas fondées.»

Dans la soirée, Staline me demanda où et quand nous pensions nous réunir avec les dirigeants grecs pour éclaircir les désaccords de principe qui étaient apparus entre nous.

«Nous sommes prêts à nous réunir quand vous le jugerez opportun, lui répondis-je, peut-être même en janvier prochain, et à Moscou. »

Dans la suite de cette entretien avec le camarade Staline nous avons parlé de la grave situation existant dans le Parti communiste de Yougoslavie après la trahison de Tito, de la politique antimarxiste, nationaliste et chauvine que poursuivait la clique titiste à l'encontre de l'Albanie et des autres pays de démocratie populaire. En particulier, j'évoquai la situation de la population albanaise en Kosove et dans d'autres régions de Yougoslavie.

«La ligne du Parti communiste de Yougoslavie, dis-je au camarade Staline, à l'égard de Kosove et des autres régions peuplées d'Albanais en Yougoslavie, depuis le début de la Lutte antifasciste jusqu'à la Libération, et encore plus après la Libération, est fondée sur des positions chauvines et nationalistes. Si le Parti communiste de Yougoslavie s'était tenu sur de solides positions marxistes-léninistes, il aurait dû, pendant la Lutte antifasciste de libération nationale, attacher une importance particulière au problème de la population albanaise en Yougoslavie, car il s'agit d'une minorité nombreuse et vivant en bordure de la frontière avec l'Albanie. Notre point de vue dans les premières années de la lutte était que la question de l'avenir de Kosove et des autres régions albanaises en Yougoslavie ne devait pas être soulevée durant la guerre, mais que les Albanais de Kosove et des autres régions albanaises devaient lutter contre le fascisme dans le cadre de la Yougoslavie et que ce problème devait être résolu par les deux partis frères, par les régimes démocratiques populaires qui seraient instaurés en Albanie et en Yougoslavie et par la population albanaise de la région elle-même.

«L'essentiel c'était que les Albanais de Kosove et des autres régions de Yougoslavie fussent sûrs et certains que, en combattant le fascisme côte à côte avec les peuples de Yougoslavie, ils seraient libres après la victoire, et que toutes les possibilités leur seraient créées pour décider eux-mêmes de leur avenir, décider donc eux-mêmes s'ils se réuniraient à l'Albanie ou s'ils demeureraient dans le cadre de la Yougoslavie comme une entité jouissant d'un statut particulier.

«Une politique juste et conforme aux principes dans ce domaine aurait amené la population albanaise de Kosove et des autres régions, en dépit de la féroce réaction et de la propagande démagogique fasciste, à se mobiliser avec toutes ses forces dans la grande lutte antifasciste. Dès le début de la guerre, nous avons exprimé aux dirigeants yougoslaves notre jugement selon lequel ils devaient mobiliser la population albanaise dans un esprit patriotique, permettre qu'à côté du drapeau yougoslave elle garde aussi le drapeau albanaise, envisager une participation plus nombreuse des éléments albanaise au nouveau pouvoir qui serait créé dans le cours de la lutte, appuyer et développer chez les Albanais à la fois le sentiment de profond amour de l'Albanie, leur patrie, et le sentiment de fraternisation avec la juste lutte des peuples de Yougoslavie, établir et renforcer une collaboration très étroite des détachements albanaise de Kosove avec la Lutte de libération nationale de notre pays, étant entendu toutefois que ces détachements albanaise de Kosove et des autres régions relèveraient directement de l'Etat-major général de l'Armée de libération nationale de Yougoslavie, etc. Mais, ajoutai-je, comme l'a montré la réalité, ces demandes justifiées et qui s'imposaient ne furent pas du goût de la direction

yougoslave, aussi non seulement demeura-t-elle vague dans ses déclarations de principe, mais Tito nous accusa, nous et les camarades yougoslaves qui trouvaient nos demandes justes, de -«déviation nationaliste».

«La politique chauvine et nationaliste de la direction yougoslave en Kosove et dans les régions peuplées d'Albanais s'est encore intensifiée après la guerre, indépendamment de la démagogie pratiquée et de l'adoption, au début, par la clique Tito-Rankovic, de certaines demi-mesures comme l'ouverture de quelques écoles albanaises.

«Quoi qu'il en soit, dans les premières années qui suivirent la guerre nous considérions encore le Parti communiste de Yougoslavie comme un parti frère et nous espérions que la question de Kosove et des autres régions albanaises trouverait une juste solution dès que viendrait le moment opportun.

«Nous jugeâmes ce moment venu lors de la signature du traité [*Il s'agit du traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle entre la République Populaire d'Albanie et la République Fédérative Populaire de Yougoslavie, signé en juillet 1946.*] avec la Yougoslavie, et, à l'époque, je soumis ce problème à Tito. Tito me demanda ce que je pensais de la question de Kosove. Je lui répondis : «La Kosove et les autres régions de population albanaise en Yougoslavie sont des territoires albanais que les grandes puissances ont injustement arrachés à l'Albanie ; elles appartiennent à l'Albanie et elles doivent lui être restituées. Maintenant que nos deux pays sont des pays socialistes, les conditions ont été créées pour que ce problème soit justement réglé». Tito répliqua : «Je suis d'accord, c'est également notre souhait, mais pour le moment nous ne pouvons rien faire dans ce sens, car les Serbes ne le comprendraient pas». «S'ils ne le comprennent pas aujourd'hui, lui ai-je dit, il faudra qu'ils le comprennent demain».

Le camarade Staline me demanda alors quand j'avais connu Tito et les autres dirigeants yougoslaves. Je lui dis que je les avais connus après la guerre, lors de ma première visite, en 1946, à Belgrade, et je poursuivis :

«Le problème de Kosove et de la population albanaise vivant dans d'autres régions de Yougoslavie, et l'avenir de ce problème restent une affaire dont il appartient au peuple de Kosove et des autres régions de décider lui-même. Mais, de notre côté, sans nous ingérer en aucune manière dans les affaires intérieures de la Yougoslavie, nous ne cesserons jamais de soutenir les droits de nos frères de même sang qui vivent en Yougoslavie, nous élèverons la voix contre la terreur et la politique d'extermination que la clique Tito-Rankovic poursuit à leur encontre.» Je dis enfin au camarade Staline que nous lui avions adressé une lettre à ce sujet.

«J'ai lu votre lettre, me répondit le camarade Staline. Je suis d'accord avec vous, c'est le peuple même de Kosove qui doit décider et qui décidera de son avenir.

«Tito, poursuivit Staline, outre la politique antimarxiste qu'il a pratiquée envers la Kosove, a voulu annexer l'Albanie elle-même. Cela est apparu clairement lorsqu'il chercha à envoyer ses divisions en Albanie. Nous nous sommes opposés à cette action. Comme vous, nous savons que les unités yougoslaves seraient dépêchées en Albanie pour aider Koçi Xoxe à liquider l'Albanie libre et le Gouvernement albanais.

— Tito, observai-je, a profité du fait que la Grèce, à l'époque, se livrait constamment à des provocations à nos frontières et il a monté l'intrigue selon laquelle nous devions nous attendre à une «attaque d'envergure de la part de la Grèce», que «l'attaque était proche» et que cela «constituait un danger pour l'Albanie», etc. Après quoi, Tito, en collusion avec le traître Koçi Xoxe et ses acolytes, avec lesquels il s'était lié en sous main, nous a proposé d'envoyer ses forces en Albanie, précisément à Korçe, puis aussi à Gjirokastër, pour «nous défendre contre l'attaque grecque». Nous nous sommes opposés avec vigueur à cette proposition et vous en avons aussitôt mis au courant. Nous étions

convaincus que sous le couvert des divisions qui viendraient à notre secours, Tito visait à occuper l'Albanie et c'est dans ce sens que vous aussi nous avez répondu.»

Avec un sourire où transparaisaient à la fois l'irritation et une profonde ironie, Staline dit :

«Et maintenant Tito nous accuse nous, Soviétiques, de nous ingérer soi-disant dans les affaires intérieures de la Yougoslavie, d'avoir soi-disant voulu attaquer ce pays ! Non, nous n'avons jamais voulu faire pareille chose et nous n'y songeons même pas, car nous sommes des marxistes-léninistes, nous sommes un pays socialiste et nous ne pouvons penser et agir comme le fait Tito.

«J'estime, reprit Staline, qu'à l'avenir également, en marxistes-léninistes que nous sommes, nous devons dénoncer les actions et les points de vue antimarxistes de Tito et de la direction yougoslave, mais, je le souligne, nous ne devons en aucune manière nous ingérer dans leurs affaires intérieures. Cela ne serait pas marxiste. Que les communistes yougoslaves et le peuple yougoslave jugent de cette affaire; c'est à eux qu'il appartient de résoudre les problèmes du présent et de l'avenir de leur pays. C'est dans ce cadre que je vois aussi le problème de Kosove et du reste de la population albanaise vivant en Yougoslavie. Nous ne devons fournir à l'ennemi titiste aucun prétexte pour qu'il nous accuse ensuite de lutter soi-disant pour démanteler la Fédération yougoslave. Cet aspect de la question est délicat et il faut le traiter avec beaucoup de circonspection, car Tito en disant : «Voilà, ils cherchent à démembrer la Yougoslavie», non seulement rassemble la réaction, mais s'efforce de rallier aussi à lui des éléments patriotes.

«En ce qui concerne la situation en Albanie, poursuivit le camarade Staline, elle a été définie du point de vue international, par la conférence des ministres des Affaires étrangères des Etats-Unis, de Grande-Bretagne et d'Union soviétique. Vous connaissez les déclarations de Hull, d'Eden et de Molotov dans ce sens. On fait beaucoup de bruit sur une attaque éventuelle de l'Albanie par la Yougoslavie, la Grèce, etc., mais ce n'est là chose facile ni pour eux ni pour aucun autre ennemi.» Et le camarade Staline me demanda :

«Les Grecs poursuivent-ils leurs provocations à votre frontière ?

— Après les leçons que nous leur avons données, répondis-je, surtout pendant l'été de cette année, ils ont cessé leurs attaques armées, mais de toute façon nous ne relâchons à aucun moment notre vigilance, nous sommes constamment en état d'alerte.

— Tsaldaris, reprit le camarade Staline, est très occupé par les tracasseries qu'il a à l'intérieur; il n'a pas le temps de monter des provocations, car les monarcho-fascistes se querellent entre eux. Je pense que les Anglo-Américains non plus ne peuvent vous attaquer du dehors, mais qu'ils s'efforceront de vous nuire du dedans, en organisant des révoltes et des mouvements subversifs, en introduisant des agents et des terroristes pour tuer les dirigeants albanais, etc. Les ennemis chercheront à susciter des troubles et des conflits à l'intérieur de l'Albanie, mais si l'Albanie est forte au dedans, elle ne risquera rien du dehors. Cela est essentiel. Si l'Albanie mène une politique avisée et conforme aux principes, elle n'a absolument rien à craindre.

«Quant aux documents des trois ministres des Affaires étrangères, dit le camarade Staline, vous devez les avoir présents à l'esprit et, de temps en temps, aux moments opportuns, les rappeler aux «amis».

«Seulement vous devez renforcer constamment votre situation intérieure dans tous les domaines, la consolider sans cesse. C'est là l'essentiel,» insista-t-il, et il me demanda:

«Disposez-vous de forces de défense relevant du ministère de l'Intérieur pour frapper les bandes contre-révolutionnaires et les menées de la réaction intérieure ?

— Oui, répondis-je. Ces forces, qui se composent des fils du peuple, ont effectué un travail méritoire en particulier dans les premières années qui ont suivi la Libération pour nettoyer le pays des bandes de criminels, des ennemis qui se cachaient dans les montagnes et des agents de subversion introduits de l'étranger. En étroite collaboration avec le peuple, nos forces militaires s'acquittent toujours mieux de leurs tâches et le Parti et le pouvoir ont veillé et veillent à les préparer et à les équiper le mieux possible.

— Vous devez maintenir constamment ces forces en état de préparation au combat pour régler leur compte tant aux groupes contre-révolutionnaires qu'aux bandits qui pourraient agir éventuellement», me dit le camarade Staline et, après m'avoir donné ce conseil à propos de la situation en Albanie, il me demanda :

«Tito a-t-il dénoncé le Traité d'amitié avec l'Albanie ?

— Oui, lui dis-je. La manière dont Tito a dénoncé ce traité est bien dans son style. Le 2 novembre de l'année en cours, les dirigeants yougoslaves nous adressèrent une lettre officielle truffée de calomnies et de viles accusations, nous appelant, sous forme d'ultimatum, à abandonner notre voie et à nous rallier à leur voie de trahison. Et le 12, sans attendre la réponse à leur première note, ils nous en adressèrent une seconde dénonçant le traité.

«Néanmoins, nous répondîmes à l'une et l'autre de leurs notes comme ils le méritaient, et nous continuons de vivre fort bien, même sans leur traité d'«amitié».»

Tout cet entretien se déroula dans une atmosphère chaleureuse, cordiale, très intime. Après l'entretien que j'eus en tête à tête avec Staline, nous regagnâmes le corps du bâtiment pour dîner. Avant d'entrer dans la salle à manger, nous accrochâmes nos manteaux et nos chapeaux dans une sorte de vestibule. La salle à manger avait une longue table, les murs en étaient revêtus à mi-hauteur de boiseries et bordés çà et là de quelques dressoirs où étaient posés les plats et les boissons avant d'être servis. A table, avec nous étaient assis deux généraux soviétiques, l'un, attaché à la personne de Staline, et l'autre, qui m'accompagnait durant ma visite. Staline devisait, nous posait des questions, plaisantait avec nous et les deux généraux ; lorsque nous nous fûmes assis, il fit aussi des plaisanteries à propos des plats. La façon dont se déroula le dîner fut très originale. Aucun maître d'hôtel ne faisait le service. Une jeune fille apportait les mets dans des plats recouverts de couvercles pour qu'ils ne se refroidissent pas, les posait sur la table puis ressortait. Staline se levait, prenait lui-même le plat et, debout, découpait le poulet, puis se rassoyait et recommençait ses plaisanteries.

«Alors servez-vous, dit-il en s'adressant à moi. Vous attendez peut-être que des garçons viennent nous servir ? Vous avez les plats devant vous, découvrez-les et servez-vous si vous ne voulez pas rester sans manger.»

Il partit d'un rire franc, de son rire communicatif qui vous mettait la joie au cœur. De temps en temps, il prenait son verre et portait une santé. A un moment, le général qui lui était attaché, voyant que Staline se versait à boire d'une autre bouteille, fit mine de l'en empêcher et lui conseilla de ne pas mélanger les boissons. Apparemment, il avait pour devoir de veiller au régime de Staline. Celui-ci se mit à rire et lui dit que ça ne faisait rien. Mais le général ayant insisté, Staline lui répliqua d'un ton mi-sérieux, mi-plaisant :

«Ne nous agace pas, tu me fais l'effet de Tito !» et il me regarda en riant. Nous nous mîmes tous à rire.

Au dessert, il me montra un fruit qu'il tenait entre ses doigts et me demanda : «Avez-vous jamais mangé de ces fruits-là ? — Non, lui dis-je, je ne les connais pas, comment se mangent-ils ?» Il m'en dit le nom, c'était un fruit d'Inde ou tropical, il le prit, le pela et me le tendit. «Goûtez-le, me dit-il ; j'ai les mains propres.» Et je me rappelai la jolie coutume de nos gens du peuple qui, tout en conversant, pèlent une pomme et la tendent à leur hôte.

A cette rencontre inoubliable avec le camarade Staline, au cours de l'entretien que nous eûmes sur la véranda, comme au cours du dîner, nous avons aussi causé dans une atmosphère extrêmement amicale des problèmes du développement économique, social et culturel de notre pays.

De même qu'à toutes nos rencontres précédentes, Staline, après s'être intéressé en détail à notre situation économique, au développement de l'Albanie nouvelle dans son ensemble, me donna une série de précieux conseils, qui nous ont été et qui nous sont toujours utiles dans notre travail.

Je lui décrivis dans les grandes lignes l'état de nos affaires, je lui parlai des succès obtenus dans la réalisation de nos plans, de la grande mobilisation du peuple, mais aussi d'une série de difficultés et d'insuffisances dont nous avons conscience et que nous nous efforcions de surmonter.

«Outre les imperfections de notre travail, dis-je au camarade Staline, le sabotage systématique de notre économie par les Yougoslaves nous a créé de très grandes difficultés dans la réalisation de nos plans dans le secteur de l'industrie et dans d'autres secteurs. A présent, nous sommes en train de déployer de gros efforts dans toutes les directions pour éliminer les effets de cette action de sabotage et nous attachons une importance particulière au secteur de l'industrie socialiste qui, bien qu'encore à ses premiers pas, ouvre à notre pays de grandes perspectives. De pair avec la construction de nouveaux ouvrages, nos ressources minières constituent dans ce sens un vaste et riche domaine d'exploitation. Notre sous-sol renferme des ressources minérales inexploitées. Le groupe de savants et de géologues que le Gouvernement soviétique nous enverra cette année, nous fournira encore d'autres données sur les lieux où se situent ces richesses et sur leurs dimensions. D'autre part, nous avons mis en exploitation des gisements de pétrole, de chrome, de cuivre et autres. Selon les données des spécialistes, il y aurait chez nous de grandes quantités de pétrole, de cuivre et de chrome, sans parler du bitume naturel. Grâce à notre lutte et à nos efforts, à la mobilisation de toutes nos forces et de tous nos moyens ainsi que des crédits que nous a accordés le Gouvernement soviétique, nous avons amélioré l'exploitation de ces précieux produits. Mais nous savons bien que de gros investissements sont nécessaires pour promouvoir au maximum l'extraction de ces produits. Pour le moment, il nous est impossible de le faire avec les forces et les moyens dont nous disposons. Nous avons utilisé, repris-je, la majeure partie des crédits que nous ont accordés le Gouvernement soviétique et les démocraties populaires, pour améliorer dans une certaine mesure l'exploitation des gisements existants. Cela fait que, d'une part, nous ne sommes pas en mesure d'exploiter à souhait les richesses de notre sous-sol déjà mises au jour, comme le chrome, le cuivre et le pétrole, pas plus que celles qui le seront, et, d'autre part, nous ne sommes pas à même de développer à des rythmes rapides les autres branches de l'industrie.

«Notre Bureau politique a étudié cette question qui présente un très grand intérêt pour l'avenir de notre peuple, et en a conclu que pour le moment nous ne disposons pas des moyens et des possibilités intérieures pour mener à bien nous-mêmes cette tâche. Nous aimerions savoir si vous trouvez opportune la création de sociétés mixtes albano-soviétiques pour l'industrie du pétrole, du cuivre et du chrome. Nous pourrions soumettre aussi ce problème au Conseil d'entraide économique, mais avant de le faire, nous voudrions connaître votre avis à ce sujet.»

Staline, après avoir exprimé sa satisfaction pour nos succès dans le développement économique du pays, me dit qu'il n'était pas pour la création de sociétés mixtes albano-soviétiques et il m'expliqua que même certaines démarches engagées au début dans ce sens avec quelques pays de démocratie populaire, avaient été jugées erronées, et abandonnées. Et d'ajouter :

«Nous continuerons de vous aider et nous vous fournirons donc des hommes et tout ce dont vous aurez besoin, plus abondamment que nous ne l'avons fait jusqu'ici. Pratiquement, nous sommes maintenant en mesure de vous aider davantage, car notre plan quinquennal actuel se réalise de façon satisfaisante.»

Je remerciai le camarade Staline des aides qui nous avaient été et qui nous seraient accordées.

«Vous me remercieriez lorsque vous aurez reçu ces aides», dit-il en riant, puis il me demanda :

«A quoi fonctionnent les trains chez vous, au mazout ou au charbon ?

— Principalement au charbon, lui dis-je, mais les nouveaux types de locomotives que nous avons reçues marchent au mazout.

— Est-ce que vous raffinez votre pétrole ? Où en êtes-vous en matière de raffinage ? me demanda-t-il ensuite.

— Nous sommes en train de construire une nouvelle raffinerie, avec des équipements soviétiques, lui dis-je. L'année prochaine, nous y monterons les machines.

— Et, est-ce que vous avez du charbon ?

— Oui nous en avons, lui dis-je, et les données géologiques révèlent de bonnes perspectives dans cette branche.

— Vous devez travailler à en découvrir et à en extraire le plus possible, me conseilla le camarade Staline. C'est un produit très nécessaire pour l'industrie et l'économie dans son ensemble, consacrez-y donc tous vos soins, car le manque de charbon vous créera des difficultés.»

Comme dans toutes les rencontres antérieures que j'avais eues avec lui, le camarade Staline manifesta un intérêt particulier pour la situation de notre paysannerie, pour le développement de notre agriculture et la politique de notre Parti dans cet important domaine. Il s'enquit de notre situation en ce qui concernait les céréales et les semences que nous utilisions pour les céréales panifiables.

Je lui répondis que nous avions fait des efforts pour augmenter d'année en année notre production céréalière, ce grand problème vital, que nous avions obtenu une série de succès dans ce sens, mais que nous avions encore beaucoup de travail et d'efforts à fournir pour assurer le pain du peuple.

«Votre gouvernement, me dit entre autres le camarade Staline, doit oeuvrer de toutes ses forces pour le développement de l'agriculture, aider la paysannerie afin que les cultivateurs voient concrètement que le Gouvernement s'intéresse à eux et à l'amélioration incessante de leurs conditions de vie.» Puis il me demanda :

«Vous avez un climat favorable pour l'agriculture, n'est-ce pas ?

— Oui, répondis-je, nous avons un bon climat.

— Je sais, je sais, renchérit-il, chez vous tout croît. L'important, c'est de bien choisir ce que vous semez. Vous devez, me conseilla-t-il, choisir de bonnes semences, et nous sommes prêts à vous aider. Il va vous falloir préparer de nombreux agronomes, car l'Albanie est un pays agricole et l'agriculture ne progresse qu'au prix d'un travail assidu et de profondes connaissances scientifiques. Envoyez ici, ajouta-t-il, un agronome pour qu'il choisisse des semences.»

Il me demanda ensuite :

«Et quel est l'état de la culture du coton ? Vos paysans ont-ils intérêt à le cultiver ?»

Je dis au camarade Staline qu'il n'existait chez nous aucune tradition de cette culture, mais que maintenant nous augmentions d'année en année les superficies cultivées en coton. «C'est

indispensable, ajoutai-je, car, entre autres, le combinat textile que nous construisons aura pour base notre propre coton.

«Vous devez inciter vos paysans à en produire, en lui achetant le coton à de hauts prix, me conseilla le camarade Staline. Tant que l'idéologie socialiste ne s'est pas encore enracinée dans leur conscience, les paysans ne vous donnent rien facilement et ils ont avant tout en vue leur intérêt.»

Dans la suite de notre entretien il me demanda :

— Vous avez des terres en friche et inexploitées ?

— Oui, nous en avons, sur les collines et les montagnes comme dans les zones de plaines. En particulier les marais et les marécages affectaient lourdement notre agriculture et la santé de notre peuple.»

J'ajoutai que depuis l'instauration du pouvoir populaire nous menions un travail d'envergure pour assécher les marais et les marécages, que nous avions obtenu une série de succès, mais que nos plans dans ce secteur étaient considérables et que nous les réaliserions progressivement. «Les paysans, observa le camarade Staline, ne doivent pas laisser un pouce de terrain incultivé. Il faut les convaincre à étendre les superficies en culture.

«Pour conjurer les effets insalubres des marécages et combattre la malaria, me conseilla-t-il, plantez des eucalyptus. C'est un arbre qui présente assez d'avantages et il croît chez nous dans de nombreuses zones. Il a la vertu d'éloigner les moustiques, il pousse rapidement et absorbe l'eau des terrains marécageux.»

Au cours du dîner Staline s'enquit aussi des impressions des paysans albanais qui avaient visité l'Union soviétique.

Je lui dis qu'ils étaient rentrés en Albanie avec des impressions excellentes, ineffaçables.

«Dans les conversations avec des camarades et des proches, dans des réunions et des rencontres avec le peuple, ils expriment des sentiments de profonde admiration à propos de tout ce qu'ils ont vu en Union soviétique, de vos succès dans tous les domaines et en particulier du développement de l'agriculture soviétique.» Je lui racontai, entre autres, comment un de nos paysans qui avait été en Union soviétique vantait l'échantillon de maïs géorgien.

Le camarade Staline s'en réjouit beaucoup, et le lendemain j'appris de quelques camarades soviétiques qui vinrent me rendre visite, qu'il leur en avait parlé. Staline leur avait recommandé personnellement de m'apporter quelques sachets de maïs de Géorgie comme semence. Le même jour, sur ses instructions, on nous apporta aussi des semences d'eucalyptus.

Au cours de cette rencontre, le camarade Staline, comme toujours, parlait doucement, posément, il posait des questions et écoutait très attentivement, exprimait son jugement, donnait des conseils, mais toujours dans un esprit profondément amical.

«Il n'y a pas de recettes sur la manière de se comporter en telle ou telle occasion, sur la manière de résoudre telle ou telle question», répétait-il souvent, au fil des diverses questions que j'évoquais.

Au cours de cet entretien je parlai à Staline de l'attitude du clergé, surtout du clergé catholique en Albanie, de notre position dans nos rapports avec celui-ci et je lui demandai comment il jugeait notre attitude.

«Le Vatican, me dit entre autres le camarade Staline, est un centre de réaction, un instrument au service du capital et de la réaction mondiale, qui soutiennent cette organisation internationale de subversion et d'espionnage. Il est de fait que de nombreux prêtres catholiques et missionnaires du Vatican sont des espions chevronnés à l'échelle mondiale. Par leur intermédiaire, l'impérialisme s'est efforcé et s'efforce de réaliser ses desseins.» Puis il me raconta ce qui lui était arrivé une fois à Yalta avec Roosevelt et d'autres, en présence du représentant de l'église catholique américaine.

Comme il causait avec Roosevelt, Churchill, etc., sur les problèmes de la guerre anti-hitlérienne, ceux-ci lui avaient dit : «Ne nous attaquons plus au pape. Pourquoi vous acharnez-vous sur lui ?!»

«Je n'ai rien contre lui,» avait répondu Staline.

«Alors, faisons de lui notre allié, dirent-ils, rallions-le à la coalition des grands alliés».

«D'accord, répondit Staline, mais l'alliance antifasciste est une alliance qui a pour but de détruire le fascisme et le nazisme. Cette lutte, vous le savez, messieurs, se fait avec des soldats, des canons, des mitrailleuses, des chars, des avions. Que le pape ou vous-mêmes nous disiez, de quelle armée, quels canons, quelles mitrailleuses, quels chars et autres il dispose pour se battre, et qu'il devienne ensuite notre allié. Nous n'avons que faire d'alliés qui n'ont pour seules armes que l'homélie et l'encensoir».

Après quoi, il n'avait plus été question du pape et du Vatican.

«Y a-t-il eu en Albanie des prêtres catholiques qui ont trahi le peuple ? me demanda ensuite le camarade Staline.

— Oui, lui dis-je. Les chefs de l'église catholique s'unirent même dès le début aux occupants étrangers nazis-fascistes, ils se mirent corps et âme à leur service, firent l'impossible pour saper notre Lutte de libération nationale et perpétuer la domination étrangère.

— Comment avez-vous agi envers eux ?

— Après la victoire, nous les avons arrêtés, jugés et ils ont reçu le châtimeut qu'ils méritaient.

— Vous avez bien fait, dit-il, et il demanda :

— Y en a-t-il eu d'autres qui ont observé une bonne attitude ?

— Oui, particulièrement des prêtres des religions orthodoxe et musulmane.

— Et qu'avez-vous fait d'eux ?

— Nous les avons rapprochés de nous. Dès sa première Résolution, notre Parti a fait appel à toutes les masses, et aussi aux prêtres, afin que, au nom de la grande cause nationale, ils s'unissent dans la grande lutte pour la liberté et l'indépendance. Beaucoup d'entre eux se sont ralliés à nous, ils se sont engagés dans la lutte et ont apporté une précieuse contribution à la libération de la patrie. Après la Libération, ils adhèrent à la politique de notre Parti et se mirent au travail pour la reconstruction du pays. Nous avons toujours apprécié et honoré ces prêtres-là, et il y en a même qui sont maintenant députés à l'Assemblée populaire, ou qui ont été promus officiers supérieurs. Il est même quelque ancien prêtre qui s'est lié si étroitement au Mouvement de libération nationale et au Parti que, dans le cours de la lutte, il a fini par comprendre la vanité des dogmes religieux, a abandonné la religion, a embrassé l'idéologie communiste et par sa lutte, son travail et ses convictions, nous a même amenés à l'admettre dans les rangs de notre Parti.

— Très bien, me dit Staline. Que puis-je ajouter à cela ? Si l'on a conscience que la religion est l'opium du peuple et que le Vatican est un centre d'obscurantisme, d'espionnage et de subversion pour la cause des peuples, on sait alors se guider dans son action, précisément comme vous l'avez fait vous-mêmes.

«N'envisagez jamais sur le seul plan religieux la lutte contre les prêtres qui se livrent à des activités d'espionnage et de subversion, dit Staline, mais toujours sur le plan politique. Les prêtres doivent obéir aux lois de l'Etat, parce que ces lois expriment la volonté de la classe ouvrière et du peuple travailleur. Expliquez bien au peuple les lois, et l'hostilité des prêtres réactionnaires à ces lois, afin que même la portion de la population qui est croyante, voie clairement que des prêtres aussi, sous le couvert de la religion, se livrent à des menées hostiles contre leur patrie, et leur peuple même. Aussi faut-il que le peuple, convaincu par des faits et des arguments persuasifs, combatte, côte à côte avec le Gouvernement, les prêtres ennemis. Ne condamnez et n'éliminez que les prêtres qui n'obéissent pas au Gouvernement et qui commettent de graves crimes contre l'Etat. Mais, je le souligne, le peuple doit être persuadé des crimes de ces prêtres, se persuader aussi de la vanité de l'idéologie religieuse et des maux que celle-ci engendre.»

Je me souviens qu'en conclusion de cette rencontre inoubliable, le camarade Staline nous donna ce conseil : «Renforcez bien la situation intérieure; renforcez le travail politique auprès des masses.»

Staline me garda cinq bonnes heures. Nous étions arrivés à neuf heures du soir et nous repartîmes à deux heures du matin. Après nous être levés de table, Staline me dit :

«Allez mettre votre manteau.»

Nous sortîmes avec les deux généraux et j'attendais que nous retournions dans la pièce où nous venions de nous entretenir pour le remercier de son accueil cordial et le saluer. Nous attendîmes un moment, puis nous jetâmes un regard dans la pièce, mais il n'était plus là.

L'un des généraux nous dit :

«Il est sûrement dehors, dans le jardin.»

En effet, c'est là que nous le retrouvâmes, simple, souriant, sa casquette sur la tête et son foulard marron au cou. Il nous raccompagna jusqu'à notre auto. Je le remerciai.

«De rien, de rien, protestait-il, je vous téléphonerai demain, nous pourrons nous revoir. Vous devez rester quelques jours ici pour visiter Soukhomi.»

Le lendemain soir, 25 novembre, j'attendais impatiemment que sonne le téléphone, mais malheureusement je n'eus plus l'occasion de rencontrer Staline. Le 26, à une heure du matin, il était arrivé à Sotchi. Par le truchement du général qui m'accompagnait, il me fit parvenir ses salutations. De Soukhomi, le 25 novembre 1949, j'envoyai à Mehmet le télégramme suivant :

«J'ai terminé hier. On nous aidera pour tout. Ils ont acquiescé très volontiers à toutes mes demandes. Je me porte bien. Il me sera difficile d'être de retour pour les fêtes. Je vous fais mes meilleurs voeux de tout coeur. Je partirai au plus tôt.»

Le 25 novembre nous visitâmes la ville de Soukhomi, une agglomération de 60.000 habitants. Au cours de ma visite j'étais accompagné par le ministre de l'Intérieur de la République Socialiste Soviétique de Géorgie, et par un autre général. Soukhomi est une très belle ville, propre, avec des jardins et des parcs fleuris. Beaucoup d'arbres tropicaux. Des fleurs partout. J'ai été frappé entre autres par un parc merveilleux, aménagé par les habitants de la ville en 50 jours seulement, et un peu plus vaste que le terrain qui s'étend devant notre hôtel «Dajti». La nuit, Soukhomi brillait de mille

lumières. Les habitants sont sympathiques, souriants, gais, heureux. On ne voit pas un pouce de terrain abandonné. Devant nos yeux s'étendaient des plantations de mandariniers, citronniers, cédratiers, orangers et des vignes, d'immenses plaines semées de blé, de maïs, etc. Les collines étaient cultivées, boisées. Dans la ville comme dans les environs se dressaient partout de grands eucalyptus.

Nous allâmes visiter un sovkhos près de la ville. Les collines étaient toutes couvertes de mandariniers, d'orangers, de citronniers et de vignes. Les branches des mandariniers ployaient sous le poids des fruits. Un arbre donnait de 1.500 à 2.000 fruits. «Parfois nous n'arrivons pas à les cueillir toutes», nous dit le directeur du sovkhos. Nous fûmes conduits au lieu où l'on mettait les mandarines en caisse. Des femmes y travaillaient.

Une grande machine sélectionnait les oranges et les mandarines selon leurs dimensions.

Nous vîmes aussi un vieux pont datant du XV^e siècle, conservé comme un ouvrage antique, et aussi un jardin botanique. C'était un jardin riche en arbres, en fruits, et en fleurs des variétés les plus diverses. Nous visitâmes également un jardin d'acclimatation où l'on gardait des singes qui faisaient une foule de tours amusants. On me dit que Pavlov avait utilisé ce centre pour ses expériences.

Les Géorgiens sont des gens fort affables, ils nous ont fait un accueil très chaleureux.

Le 26 novembre au matin, le camarade soviétique qui m'était attaché, vint me voir avec le journal «Krasnaya Zvezda» à la main, et m'annonça ma promotion par décision du Présidium de l'Assemblée Populaire de la R.P.A. [*Le 21 novembre 1949, le Présidium de l'Assemblée Populaire de la R.P.A., sur la proposition du Conseil des ministres de la R.P.A. et du Bureau politique du C.C. du P.T.A. publia le décret aux termes duquel le camarade Enver Hoxha était promu Général d'Armée.*]

Le 27 novembre, à huit heures du matin, nous partîmes en avion pour Moscou, où nous atterrîmes après un vol de cinq heures et demie. Quelques jours plus tard je regagnai l'Albanie.

QUATRIEME RENCONTRE — Janvier 1950

Confrontation chez Staline, sur leurs désaccords de principe, entre la direction du Parti du Travail d'Albanie et les dirigeants du P.C. de Grèce. Y participent : Staline, Molotov, Malenkov ; Enver Hoxha, Mehmet Shehu ; Niko Zahariadhis, Mitcho Partsalidhis. De la stratégie et de la tactique de l'Armée démocratique grecque. Varkize. La tactique de la défense passive est mère de la défaite. Pourquoi les défaites de Vitsi et de Gramoz ? Du rôle dirigeant du parti dans l'armée. La place et le rôle du commissaire. Niko Zahariadhis exprime ses points de vue. Appréciation de Staline.

Lors de l'entretien que j'eus avec le camarade Staline à Soukhomi, en novembre 1949, il me demanda quand nous pourrions avoir une rencontre avec les représentants du Parti communiste de Grèce en vue d'éclaircir les désaccords de principe entre nous et les dirigeants de ce parti. Nous fixâmes ensemble le mois de janvier, et, les camarades grecs ayant accepté cette date, la réunion eut lieu au début de janvier 1950 au Kremlin. Du côté soviétique, étaient présents le camarade Staline, Molotov, Malenkov et un certain nombre de fonctionnaires du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique. Notre Parti y était représenté par le camarade Mehmet Shehu et moi, et le Parti communiste de Grèce par les camarades Niko Zahariadhis et Mitcho Partsalidhis. La réunion eut lieu dans le bureau de Staline.

Staline, simple et aimable comme de coutume, se leva de son bureau pour nous accueillir, vint au-devant de nous en souriant et nous serra la main tour à tour. Prenant la parole le premier, il s'adressa à moi :

«Qu'avez-vous à dire, camarade Hoxha, concernant les camarades du Parti communiste de Grèce ?»

Et, s'adressant aux camarades grecs, il leur dit :

«Que les camarades albanais prennent d'abord la parole, vous parlerez ensuite et exprimerez votre avis.»

Je pris donc la parole :

«Camarade Staline, dis-je, nous avons adressé une lettre au Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique sur nos désaccords de principe avec le Parti communiste de Grèce, et en particulier avec ses principaux dirigeants. Nous avons sollicité cette entrevue avec vous pour que vous jugiez si nos points de vue sont justes ou erronés.

— Je suis au courant des questions que vous soulevez, me répondis le camarade Staline, mais je tiens à ce que vous exposiez à nouveau ici, devant les camarades grecs, les problèmes qui vous préoccupent.

— J'évoquerai ici bien sûr, dis-je, toutes les questions que notre Parti a exposées dans la lettre qu'il vous a envoyée. Nous avons traité aussi de ces questions avec les camarades grecs, en particulier avec le camarade Niko Zahariadhis, le camarade Joanidhis, le général Vlandas, avec Bardzotas et d'autres camarades de la direction du Parti communiste de Grèce. Je tiens à souligner dès le début que nous avons eu des désaccords sur un certain nombre de questions, mais je parlerai ici des plus importantes :

— C'est ce que nous voulons aussi, souligna Staline.»

J'ai ainsi commencé mon exposé : «Le premier de nos désaccords porte sur la stratégie et la tactique de la guerre de l'Armée démocratique grecque. Pour le peuple grec comme pour nous, Albanais, la lutte contre les fascistes hitlériens et italiens a été une lutte de libération dont dépendait le sort de nos peuples. Cette lutte, nous devons l'appuyer, comme nous l'avons fait, sur la guerre héroïque de l'Armée rouge de l'Union soviétique. Nous, Albanais, étions dès le début convaincus d'en sortir victorieux, car notre peuple s'était dressé tout entier dans une grande lutte de libération dans laquelle il avait aussi à ses côtés la grande Union soviétique, qui devait écraser le nazisme allemand.

«Notre Parti a soutenu l'alliance soviéto-anglo-américaine, car il l'a considérée jusqu'à la fin comme une coalition antifasciste qui avait pour but d'écraser les nazis. Néanmoins, nous n'avons jamais eu l'illusion que les impérialistes anglo-américains seraient les amis et alliés fidèles du peuple albanais. Au contraire, nous avons dès le début, et tout en soutenant l'alliance dans son ensemble, fait une distinction fondamentale entre l'Union soviétique et les Anglo-Américains. Je veux dire par là que notre Parti, notre Armée et son Etat-major général, loin de se soumettre au diktat des Anglais et du Commandement allié de la Méditerranée, accueillait avec une grande circonspection même les rares conseils que nous leur permettions de nous donner. Nous demandions des armes aux Anglais, mais nous constatons qu'ils nous en parachutaient fort peu. Comme vous le savez, nous avons mené une guerre de partisans, pour passer ensuite à la création d'unités plus importantes, jusqu'à la formation de notre Armée régulière de libération nationale.

«Le peuple grec a lutté dans les mêmes conditions que nous. Il s'est insurgé contre les agresseurs fascistes italiens, les a mis en déroute, vaincus, et est même entré en Albanie. Quoique, à l'époque, notre Parti communiste n'eût pas encore été fondé, nos communistes et notre peuple ont aidé les Grecs dans leur guerre contre l'Italie fasciste, et cela alors que notre pays était lui-même occupé. Mais à la suite de l'intervention de l'armée hitlérienne dans la guerre contre la Grèce, l'armée monarchiste grecque fut contrainte de se replier sur son propre territoire, elle a été vaincue. C'est après cela que naquirent la résistance et la Lutte de libération nationale du peuple grec, dirigées par le Parti communiste de Grèce, qui créa l'E.A.M., organisa les détachements de partisans et, plus tard, d'autres unités, plus importantes.

«Au cours de leur Lutte de libération nationale, nos deux peuples ont resserré encore leurs liens fraternels. Dans le passé déjà, des liens d'amitié existaient entre le peuple albanais et le peuple grec. Comme on le sait, beaucoup d'Albanais ont pris part à la révolution grecque des années '20 du siècle

dernier, conduite par Ypsilanti, et ils y ont joué un rôle très important. Mais cette fois nos luttes revêtaient le même caractère et les peuples de nos pays avaient à leur tête nos partis communistes. Nous avons noué des liens entre nous, et nos détachements de partisans ont même organisé des opérations militaires communes sur le territoire grec contre les forces allemandes. D'autre part, la réaction, chez nous comme en Grèce, était puissante et les occupants assez bien organisés. Et c'était là aussi un phénomène commun à nos deux pays.

«De notre côté, nous avons fait des efforts pour isoler les chefs de file de la réaction, détacher de ses rangs les éléments trompés, et nous avons obtenu des résultats dans ce sens. Nous ne pouvons pas dire avec précision comment il a été procédé en Grèce, mais nous avons critiqué les camarades de la direction du Parti communiste de Grèce parce que l'E.A.M. et eux-mêmes avaient commis une grave erreur de principe et politique en subordonnant la Lutte de libération nationale du peuple grec à la stratégie anglo-américaine et en la mettant presque sous la direction des Anglais et du Commandement allié de la Méditerranée. Nous avons adressé cette critique personnellement au camarade Niko Zahariadhis.

«Le principal responsable de cette situation était Siantos, qui, en l'absence de Zahariadhis, déporté à l'époque dans les camps de concentration allemands, assumait les fonctions de Secrétaire général du Parti communiste de Grèce. Lorsque, par la suite, nous avons soulevé cette question au camarade Zahariadhis, celui-ci ne nous a pas répondu clairement et il inclinait à penser qu'il n'y avait pas eu d'erreurs de leur part. J'ai soutenu avec insistance ce jugement de notre Parti et j'ai fini par dire au camarade Zahariadhis que Siantos était un provocateur, un agent des Anglais. Si Siantos avait été chez nous, ai-je dit au camarade Zahariadhis, notre Parti l'aurait traduit en justice et lui aurait infligé le châtement qu'il méritait, alors que vous avez agi différemment. Certes, cela est votre affaire, mais en tout cas voilà notre avis sur cette question.

«En conclusion, le camarade Niko Zahariadhis a reconnu que «Siantos n'aurait pas dû agir ainsi», que «les camarades l'avaient critiqué, mais ne l'avaient pas traduit en justice; ils l'avaient seulement exclu du parti».

«Cela dit, je tiens à souligner que nous avons eu avec les camarades dirigeants du Parti communiste de Grèce une série d'entretiens politiques, idéologiques et militaires, et, puisque nous étions deux partis communistes, nous avons, cela s'entend, le même objectif stratégique, la libération de nos pays du joug des occupants nazis-fascistes et de la bourgeoisie réactionnaire.

«Nous avons observé que, malgré le courage remarquable des partisans grecs et de leurs commandants, le camarade Niko Zahariadhis, après sa libération des camps de concentration hitlériens, assumait un poste prééminent à la direction, dans la Grèce «libérée» avec l'armée anglaise sur son sol, en vertu de la signature antérieure de l'accord de Caserte et de celui du Caire de la part des représentants de l'E.A.M., accords qui conduisirent finalement à ceux de Varkize. Notre Parti désapprouvait ces actions du Parti communiste de Grèce, il les a considérées comme un acte de soumission de la lutte démocratique grecque, comme une faillite de sa politique de libération et une capitulation devant la réaction anglo-américaine.

«Plus tard, à un meeting de masse organisé au stade d'Athènes, où ont pris la parole à tour de rôle les chefs de file des partis bourgeois grecs, le camarade Niko Zahariadhis, en tant que dirigeant du Parti communiste de Grèce, a prononcé un discours où il a déclaré entre autres : «Si les autres partis démocratiques grecs réclament l'autonomie du «Vorio-Epire», le Parti communiste de Grèce se joindra à eux» (!). Aussitôt, notre Parti a ouvertement protesté et a averti qu'il se dresserait implacablement contre de tels points de vue. Après cet événement, nous avons invité à nous rencontrer le camarade Niko Zahariadhis et je l'ai sévèrement critiqué, considérant sa déclaration comme une attitude antimarxiste et hostile à l'Albanie. Je lui ai dit haut et clair que le «Vorio-Epire» était un territoire albanais et ne deviendrait jamais grec. Je tiens à souligner à cette occasion que le camarade Niko

Zahariadhis a reconnu son erreur, il a avoué s'être gravement trompé à cet égard et a promis de réparer sa faute.

«Nous sommes peut-être dans l'erreur, mais nous pensons que Markos Vafiadhis, qui fut éliminé par la suite, était un bon communiste et un commandant capable. Certes, ce n'est là que notre opinion, elle peut être juste comme elle peut être erronée, et nous n'avons aucune prétention à ce sujet, car en fin de compte c'est une question qu'il appartient au Parti communiste de Grèce, et non pas à nous, de juger.

«Nos divergences avec la direction du Parti communiste de Grèce ayant à sa tête le camarade Zahariadhis portent d'abord sur les accords de Varkize signés par le Parti communiste de Grèce et l'E.A.M., et qui ne sont rien d'autre qu'une capitulation, une reddition. Le Parti du Travail d'Albanie a jugé cet acte comme un acte de trahison envers le Parti communiste de Grèce et le peuple grec frère. Non seulement il ne fallait pas signer les accords de Varkize, mais il fallait même dénoncer sévèrement l'esprit qui y a conduit. J'ai depuis longtemps exposé ces points de vue aux camarades Niko Zahariadhis et Mitcho Partsalidhis, ce dernier étant un des signataires de ces accords. Nous avons du respect pour ces deux camarades dirigeants grecs, mais cet acte, qu'ils ont eux-mêmes à la fois inspiré et exécuté, était très erroné et a causé beaucoup de tort au peuple grec.

«En ce qui concerne les accords de Varkize, Niko Zahariadhis a soutenu une thèse contraire à la nôtre. Il n'a cessé de répéter que ces accords ne constituaient ni une capitulation, ni une trahison, mais «un acte qu'il fallait faire pour gagner du temps et nous faciliter la prise du pouvoir».

«A propos de ces accords, j'ai demandé au camarade Niko Zahariadhis les raisons de la condamnation et de la suppression d'Arif Velu-hiotis qui, après la signature de ces accords, est parti pour l'Albanie afin d'y prendre contact avec le Comité central de notre Parti. Niko Zahariadhis m'a répondu : «Arif Veluhiotis, bien qu'il fût un général courageux, n'était qu'un rebelle, un anarchiste, il avait rejeté la décision du Comité central du Parti communiste de Grèce sur les accords de Varkize ; aussi l'avons-nous seulement exclu du Comité central du parti, mais quant à ce qui lui est arrivé par la suite, qui l'a tué, etc., nous n'en savons rien». «Nous vous assurons que nous ne sommes pas responsables de sa suppression», a-t-il ajouté. J'ai déjà dit au camarade Niko Zahariadhis que, sans vouloir nullement nous ingérer dans leurs affaires et sans même avoir connu personnellement Arif, mais seulement eu égard à sa qualité de courageux combattant du peuple grec, nous pensions qu'il ne fallait pas le condamner. Quant à sa suppression, lui ai-je dit, nous croyons ce que vous nous avez raconté, mais là-dessus aussi, conséquents dans notre attitude sur les accords de Varkize, nous sommes en opposition avec vous.

«En marxistes-léninistes, nous regrettons beaucoup ce qui arrivait au peuple grec avec lequel nous avons mené le même combat pendant la Lutte antifasciste de libération nationale, c'est pourquoi plus tard aussi, en un temps où le peuple grec voyait se poser encore à lui la question de sa libération ou de son asservissement, nous avons voulu poursuivre cette collaboration.

«Je ne veux pas parler ici du soutien et de l'appui internationalistes que nous avons apportés au Parti communiste de Grèce et à la Lutte de libération nationale grecque, malgré les conditions très difficiles où se trouvait notre pays qui venait d'être libéré du joug des envahisseurs. Que les camarades grecs s'expriment eux-mêmes à ce propos. En dépit de notre grande pauvreté, nous avons, le cas échéant, fait tout ce qui était en notre pouvoir pour leur venir en aide, en fournissant le vivre et le couvert aux réfugiés grecs qui pénétraient sur notre sol. Le fait que l'Albanie était un pays ami libéré, où le peuple et le Parti du Travail d'Albanie avaient accédé au pouvoir, constituait une grande aide pour l'Armée démocratique grecque, car celle-ci avait des arrières sûrs et bien défendus au nord-ouest.

«Après la capitulation de Varkize, la Lutte de libération nationale grecque a repris à nouveau. Le Comité central du Parti communiste de Grèce a réuni son plénum où ont été invités aussi des délégués de notre Parti et nous y avons envoyé le camarade Mehmet Shehu. A cette occasion des changements ont eu lieu au sein de la direction du Parti communiste de Grèce, mais tout cela était une affaire

intérieure de ce parti. Nous apprenions seulement avec joie et encourageons les coups durs assenés, aux quatre coins de la Grèce, aux monarcho-fascistes, lesquels, voyant le danger de la situation créée, cessèrent de s'appuyer sur les Anglais et demandèrent le soutien des Américains. Les Etats-Unis d'Amérique ont envoyé en Grèce comme commandant de leur armée le général Van Fleet de sinistre renom, qu'ils tenaient pour un éminent stratège.

«Nous avons eu des divergences avec Zahariadhis, Bardzotas et Joanidhis sur le caractère de la lutte que devait mener l'Armée démocratique grecque contre les nombreuses forces régulières de la réaction grecque, que les impérialistes américains avaient équipées des moyens militaires les plus modernes. Il y a donc eu entre nos deux partis une divergence de principe sur cette question aussi. Nous fondant sur l'expérience de notre Lutte de libération nationale, nous estimons que la Lutte démocratique grecque ne devait pas devenir une guerre régulière, mais garder le caractère de la guerre de partisans, avec ses unités de plus ou moins grandes dimensions. Si la lutte avait été menée de cette manière, les nombreuses forces de Van Fleet non seulement n'auraient pas été en mesure d'anéantir l'Armée démocratique grecque, mais c'est celle-ci qui les aurait harcelées et frappées de toutes parts suivant la tactique de la guerre de partisans, les aurait éprouvées et affaiblies progressivement, jusqu'à ce qu'elle ait préparé la contre-offensive. Nous soutenions la thèse que la guerre de partisans grecque devait s'appuyer sur le peuple, et les armes être enlevées à l'ennemi.

«Les points de vue stratégiques de Zahariadhis s'opposaient aux nôtres. Les camarades de la direction du Parti communiste de Grèce qualifièrent le regroupement des forces partisans de libération nationale qu'ils réussirent à opérer, d'armée «régulière» et «moderne», et ils prétendent en plus avoir doté cette armée de la stratégie et de la tactique propres à la guerre de positions d'une armée régulière. En fait, à notre avis, les forces qu'ils ont regroupées étaient une armée de partisans, qui n'a pu se doter ni de la tactique de la guerre des partisans ni de la tactique de combat d'une armée régulière. Par ailleurs, dans leurs opérations les camarades grecs ont suivi la tactique de la défense passive qui est mère de la défaite. C'était là, à notre avis, une grave erreur de la part des camarades dirigeants du Parti communiste de Grèce qui se sont guidés sur le principe erroné selon lequel la guerre de partisans n'a aucun but final, c'est-à-dire qu'elle ne peut pas conduire à la prise du pouvoir. A la suite des entretiens que nous avons eus avec eux, nous avons l'impression que les camarades grecs comprennent la guerre de partisans comme une guerre de guérillas isolées de 10 à 15 combattants, et qui, selon eux, n'ont aucune perspective de croître et de se convertir en brigades, divisions, corps d'armée, etc. Cela n'est pas juste. Comme l'a montré l'expérience de toute guerre de partisans, et comme l'a confirmé aussi notre Lutte de libération nationale, la guerre de partisans de petites unités, si elle est bien menée, grandit graduellement à mesure que s'amplifie la lutte elle-même, que monte l'élan révolutionnaire des masses, pour aboutir à l'insurrection générale armée et à la formation d'une armée populaire régulière. Toutefois, les camarades dirigeants du Parti communiste de Grèce ont défendu avec entêtement leurs vues et ils ont exclu de façon catégorique la nécessité d'étendre et de renforcer la guerre de partisans en Grèce. Nous n'avons jamais souscrit et ne souscrirons jamais à ces points de vue. Permettez-moi de vous exprimer notre opinion sur la manière dont se présentait la situation à l'époque où le Parti communiste de Grèce est passé à la clandestinité et a dû reprendre la lutte : Les unités de l'E.L.A.S. [*Armée populaire grecque de libération.*] avaient déposé les armes, leurs bases avaient été détruites, elles manquaient de vêtements, de vivres, d'armes ; le moral de l'E.L.A.S. était bas, le mouvement battait en retraite. C'est précisément le regroupement de ces forces que le Parti communiste de Grèce a appelé dès le début «armée régulière» et «moderne», qui, selon eux, pouvait se battre en appliquant la stratégie et la tactique d'une armée moderne et soutenir une guerre de front et ouverte contre un ennemi dix fois plus fort. Pour notre part, nous pensons que cette armée de partisans devait combattre selon la tactique des partisans, comme nous l'enseignent nos éducateurs Marx, Engels, Lénine et Staline. Comment peut-on donc appeler armée régulière ce regroupement des forces partisans qu'organisa le Parti communiste de Grèce en un temps où elles n'avaient ni les cadres nécessaires, ni tanks, ni avions, ni artillerie, ni transmissions, ni vêtements, ni vivres, ni même les armes légères indispensables ?! Nous estimons que ces vues des camarades grecs ne sont pas justes.

«La direction du Parti communiste de Grèce en qualifiant ce groupement de partisans d'armée régulière, dotée, selon elle, de «la stratégie et de la tactique de guerre d'une armée régulière» (stratégie

et tactique qui en fait n'ont jamais été appliquées), n'a même pas réfléchi sérieusement et en marxiste à la manière dont cette armée serait ravitaillée. Les camarades grecs disaient : «Il nous est impossible d'enlever des armes à l'ennemi». Mais de telles vues, pensons-nous, sont en opposition avec les enseignements de Lénine qui a dit qu'en aucun cas on ne doit attendre de l'aide de l'étranger ou d'en haut, mais que l'on doit tout se procurer soi-même, qu'on ne doit jamais renoncer à organiser ou à réorganiser des unités sous prétexte que l'on manque d'armes, etc. Les camarades dirigeants grecs, sous-estimant l'ennemi, pensaient que la prise du pouvoir était une chose facile et qu'on pouvait s'en emparer sans déployer de longs et sanglants efforts et sans une organisation solide et des plus vastes. Ces vues des camarades grecs ont entraîné d'autres amères conséquences, qui les ont conduits à leur récente défaite; mais ce qui est curieux c'est que même dans les entretiens que nous avons eus avec eux ces derniers temps, ils persistent à considérer ces vues comme justes.

«Or la tactique et la stratégie de guerre que soutient le camarade Niko sont, selon nous, erronées, et les faits sont là pour le prouver. Dans l'entretien que j'ai eu avec lui, le camarade Zahariadhis a prétendu qu'il était impossible aux unités de l'Armée démocratique grecque de pénétrer à l'intérieur du territoire grec, car les monarcho-fascistes et Van Fleet brûlaient les villages et obligeaient la population à les évacuer, de sorte que, selon lui, toutes les agglomérations avaient été désertées. Je lui ai répliqué que cela pouvait, certes, se produire, mais non pas dans la mesure qu'il le prétendait. Je me fondais en cela sur la logique des faits, car il est bien entendu impossible que les monarcho-fascistes et l'armée américaine fassent évacuer la population de toutes les régions habitées de Grèce.

«De même, nous nous opposons aux assertions et points de vue avancés dans une lettre du Bureau, politique du Parti communiste de Grèce adressée au Bureau politique de notre Parti, dans laquelle, persistant à ne pas analyser leurs erreurs et cherchant à les dissimuler, ils prétendent que leurs défaites sont imputables à leur insuffisant ravitaillement en armes, munitions et vêtements et que l'ennemi, lui, étant ravitaillé par les Anglo-Américains, dominait les airs et les mers. Il est vrai que l'ennemi était bien mieux ravitaillé et qu'il disposait de forces matérielles et humaines considérables. Mais, dans ces circonstances, lorsqu'on se bat contre la réaction intérieure et l'intervention militaire étrangère, la meilleure manière de se ravitailler est de faire de l'ennemi votre principale source de ravitaillement. L'Armée démocratique grecque devait arracher les armes à l'ennemi, mais on ne peut le faire en s'en tenant à la tactique de la défense passive. Néanmoins, nous sommes d'avis que cet état de choses n'était pas imputable à des questions de ravitaillement. Nous pensons que la direction du Parti communiste de Grèce, rejetant la tactique de la guerre de partisans et le développement de cette forme de combat jusqu'à l'insurrection générale armée et à la prise du pouvoir, a appliqué une tactique défensive et passive inacceptable, aussi bien pour une guerre de partisans que pour une guerre de positions menée par une armée régulière. Suivant cette tactique, l'Armée démocratique grecque s'est privée entre autres de la possibilité de s'étendre à d'autres régions du pays où elle devait trouver en tout état de cause une source inépuisable de forces humaines chez les jeunes, garçons et filles, du peuple : de même, elle s'est privée de la possibilité de ravir les armes à l'ennemi à travers des actions répétées, rapides, bien étudiées et portées aux points où l'ennemi s'y attendait le moins. Le marxisme-léninisme nous enseigne qu'il ne faut pas jouer avec l'insurrection armée, et l'histoire de tant et tant de guerres a montré que la défense passive est funeste pour toute insurrection armée. Si l'insurrection se tient sur la défensive, elle sera rapidement écrasée par un ennemi plus puissant et mieux équipé.

«C'est ce qu'a confirmé également, à notre avis, la tactique suivie par les camarades grecs. Le gros des forces vives de l'Armée démocratique grecque a été constamment cloué dans le secteur fortifié de Vitsi et de Gramoz. Ces forces ont été entraînées à une guerre de positions et de caractère défensif ; celle-ci leur a été imposée et ils l'ont appliquée conformément à la ligne de leur direction. Les camarades grecs ont cru pouvoir s'emparer du pouvoir par la guerre défensive et passive. Nous estimons que l'on ne pouvait pas prendre le pouvoir en se retranchant à Gramoz. Une seule fois la direction du Parti communiste de Grèce fut amenée à opérer une manoeuvre (et cela sous la pression des circonstances), ce fut à la bataille de Gramoz en 1948, où les héroïques partisans grecs résistèrent pendant 70 jours de suite, infligeant à l'ennemi de lourdes pertes humaines, mais d'où, pour échapper à l'encerclement et à l'extermination, ils finirent par se dégager pour passer à Vitsi. Mais la prise du pouvoir resta encore un objectif bien lointain. L'Armée démocratique grecque aurait dû attaquer pour s'emparer des villes. Elle

ne le fit pas. Les camarades grecs prétendaient à l'époque qu'ils manquaient de forces. C'est peut-être vrai, mais quant à savoir pourquoi ils manquaient de forces et où ils devaient les trouver, les camarades grecs, ni à l'époque ni plus tard, n'ont analysé et résolu ce problème dans la voie marxiste-léniniste. La tactique des camarades grecs consistait, comme le montre la lettre que leur Bureau politique adressait au nôtre, à garder à tout prix Vitsi et Gramoz, ces bases qui leur serviraient à développer leur lutte, et ils jugeaient que le succès de cette lutte dépendait exclusivement des équipements, mais sans jamais trouver la juste voie pour s'assurer de haute lutte ces équipements.

«Quoi qu'il en soit, en essayant défaite sur défaite, l'Armée démocratique grecque fut contrainte de reculer et de prendre position dans la région de Vitsi et de Gramoz. C'était là une période très critique tant pour l'Armée démocratique grecque que pour notre pays. Au cours de cette même période, nous avons suivi avec beaucoup d'attention l'action des camarades grecs. Avant la dernière offensive des monarcho-fascistes contre l'Armée démocratique grecque, les camarades dirigeants grecs pensaient que leur situation politique et militaire était extrêmement brillante, et celle des ennemis, toujours selon eux, désespérée. Ils pensaient : «Vitsi est fortifié au maximum et inexpugnable; si l'ennemi nous attaque là, il signera son propre arrêt de mort. Vitsi deviendra la tombe des monarcho-fascistes. Et pourtant l'ennemi est obligé de déclencher cette offensive, car il n'a pas d'autre issue, il est au bord de l'abîme. Que l'armée monarcho-fasciste et Van Fleet attaquent quant ils voudront, nous les vaincrons».

«Le camarade Vlandas estimait, lui, que c'est à Gramoz et non pas à Vitsi que l'ennemi porterait son coup principal, et cela, parce que «Gramoz est moins fortifié, du fait de sa proximité de la frontière albanaise et que l'ennemi, après nous y avoir vaincus, marchera sur Vitsi pour nous frapper, car il pense pouvoir nous y anéantir, ce lieu étant proche de la frontière yougoslave. Mais, après avoir combattu à Gramoz et causé de graves pertes à l'ennemi, nous porterons nos forces de Gramoz à Vitsi pour y prendre à revers les forces ennemies».

«Toutefois, peu avant la dernière attaque de l'ennemi, nous avons informé les camarades grecs que celui-ci donnerait l'assaut le 10 août à Vitsi et non pas à Gramoz. Cette information permettait aux camarades grecs de ne pas être pris au dépourvu et d'arrêter à temps les mesures requises. Mais même après cela, ils persistaient à croire que le coup principal leur serait porté à Gramoz. Selon eux, que l'ennemi attaquât à Vitsi ou à Gramoz, cela revenait à même. Ils pensaient: «Cela ne change rien pour nous. Nous avons pris toutes les mesures nécessaires à Vitsi comme à Gramoz. Vitsi est imprenable, fortifié à l'extrême, toutes les voies par où l'ennemi pourrait y accéder ont été rendues infranchissables. L'ennemi n'est pas en mesure de transporter ses armements lourds dans cette zone, la victoire nous appartiendra».

«C'étaient là les vues des camarades grecs deux jours avant l'attaque ennemie sur Vitsi. Mais les monarcho-fascistes atteignirent la troisième ligne de défense en un jour, et Vitsi tomba en l'espace de deux ou trois jours. Les combats et la résistance se réduisirent à peu de chose. Cela fut pour nous une grande surprise. Mais nous avons pris toutes les mesures pour nous défendre d'une attaque éventuelle des monarcho-fascistes contre nous. Les camarades grecs et le camarade Partsalidhis lui-même, ici présent, n'étaient pas convaincus du bien-fondé de ces mesures défensives de notre part et ils les ont jugées précipitées. Les camarades grecs n'étaient pas réalistes. Beaucoup de réfugiés, entre autres des combattants démocrates mis en déroute, ont été obligés de se replier sur notre territoire. Et que pouvions-nous faire ?! Nous les avons accueillis et les avons installés dans les lieux déterminés.

«Nous n'avons pas été satisfaits de l'analyse que le Bureau politique du Parti communiste de Grèce a faite de la défaite de Vitsi. Nous estimons qu'il aurait dû l'analyser plus à fond, car de graves erreurs avaient été commises. Après la retraite de Vitsi, le camarade Zahariadhis a fondé les espoirs de la victoire future sur les positions de Gramoz, «Gramoz, disait-il, est pour nous plus favorable que Vitsi, les tanks, qui ont été l'élément décisif de la victoire des monarcho-fascistes à Vitsi, ne pourront pas y manoeuvrer, etc.».

«Il faut souligner qu'à l'époque la trahison de Tito était déjà de notoriété publique. Plus tard, Zahariadhis prétendit que «les seuls qui aient accueilli les réfugiés grecs ont été les Albanais, car les Yougoslaves, loin de leur permettre de passer sur leur territoire, leur ont même tiré dans le dos». Il se peut qu'il en ait été ainsi, nous ne saurions le dire.

«Dans un entretien que j'ai eu avec le camarade Zahariadhis sur leur retraite de Vitsi, j'ai de nouveau soulevé la question de leurs erreurs ainsi que de l'absence d'une vue objective de la situation de la part du Parti communiste de Grèce, particulièrement du commandant de Vitsi, le général Vlandas. «Ses vues, ai-je dit à Niko, se sont révélées erronées. On en a eu la preuve dans le fait que l'Armée démocratique grecque n'a pas été en état de défendre Vitsi».

«Niko Zahariadhis m'a contredit. Il m'a affirmé que Vitsi est tombé par la faute d'un certain commandant ; celui-ci n'avait pas disposé son bataillon au secteur du front qui lui avait été assigné et lui-même ne s'était pas trouvé sur le lieu des combats. C'était ce commandant donc qui, selon lui, était la cause de la défaite de Vitsi, c'est pourquoi, m'a-t-il dit, «nous avons pris des mesures et lavons condamné». Le camarade Niko donnait là une explication par trop simpliste d'une si lourde défaite.

«Je lui ai avoué franchement et dans un esprit de camaraderie que je ne pouvais vraiment pas croire à cette explication.

«Que tu le croies ou non, me répondit Niko, c'est comme cela».

Malgré tout j'ai repris : «Et maintenant que ferez-vous ?»

«Nous combattons», m'a dit Niko.

«Mais où combattrez-vous ?».

«A Gramoz, qui est une citadelle inexpugnable».

Je lui ai demandé : «Vous pensez y masser toute l'Armée démocratique grecque ?».

«Oui, m'a répondu Zahariadhis, nous l'y masserons tout entière».

«Je lui ai dit qu'ils connaissaient mieux que nous leurs propres affaires et que c'étaient eux qui décidaient, mais qu'à notre avis, Gramoz ne pouvait plus tenir, et qu'il ne fallait donc pas sacrifier inutilement tant de vaillants combattants de l'Armée démocratique grecque dont il était le chef. Vous êtes, ai-je poursuivi, nos camarades et amis, et vous déciderez naturellement vous-mêmes de vos propres affaires, mais j'aurais trouvé bien que vous convoquiez le camarade Bardzotas, le commandant des troupes grecques à Gramoz, pour discuter avec lui de cette question. Niko s'est opposé à cette idée et m'a dit que cela était impossible.

«Nous savons ce qui s'est produit par la suite. Gramoz a marqué la défaite définitive de l'Armée démocratique grecque.

«Gramoz est tombé en quatre jours. A notre avis, la lutte n'y fut pas bien organisée. On s'en est tenu à une défensive totale et passive. Il n'est pas exclu que des combats acharnés aient eu lieu en certains lieux comme à Polie et Kaménik où des combattants démocrates grecs ont résisté héroïquement. Toute la retraite des forces de Gramoz, à l'exception de celles de Kaménik, s'est déroulée dans le désordre, tout comme celle de Vitsi. Soldats et commandants de l'Armée démocratique grecque chuchotaient entre eux à propos de la tactique défensive erronée appliquée à Gramoz. Le camarade Zahariadhis nous l'a lui-même confirmé.

«Nous estimons que les camarades dirigeants grecs n'ont pas tenu compte, dans les batailles de Gramoz et de Vitsi, des principes marxistes-léninistes de la guerre populaire. Les colonnes monarcho-fascistes ont atteint les positions qu'elles s'étaient préfixées très rapidement, sans être inquiétées dans leur marche. Elles ont franchi rapidement les crêtes, ont assiégé les forces démocratiques qui s'étaient enfermées dans leurs tranchées et ne contre-attaquaient pas; les ennemis ont donc attaqué, ils ont déniché les partisans de leurs tranchées et ont occupé les fortifications. Le Commandement démocratique grec avait réparti ses forces sur des positions fortifiées, il n'a pas utilisé ses réserves pour contre-attaquer et mettre en échec par des assauts incessants et des manoeuvres rapides l'offensive de l'ennemi. Nous estimons que ce sont leurs vues erronées sur la tactique de combat qui sont à l'origine de la défaite. Les hommes, eux, furent à la hauteur de la situation, c'étaient de vieux partisans éprouvés au creuset de la lutte, dotés d'un moral élevé et qui se battaient héroïquement.

«D'autre part, en appliquant sa tactique défensive, la direction du Parti communiste de Grèce a permis le regroupement et la réorganisation des forces monarcho-fascistes, elle n'a pas attaqué pour frapper les préparatifs de l'ennemi, faire échouer son offensive ou du moins l'affaiblir pour permettre ainsi aux forces vives de l'Armée démocratique grecque de manoeuvrer sur une vaste échelle et de harceler sans cesse et partout les forces de l'ennemi. Ce sont là, selon nous, certaines des causes des derniers revers de Gramoz et de Vitsi. Dans son analyse de la défaite de Vitsi, le Bureau politique du Parti communiste de Grèce affirme qu'«une lourde responsabilité retombe sur la direction», mais il ne précise absolument pas en quoi consiste cette responsabilité et, plus loin, ne manque pas d'émettre cette responsabilité. Nous pensons que ce n'est pas là une analyse marxiste-léniniste.

«Pour mener victorieusement leur lutte, les camarades grecs n'auraient pas dû s'en tenir à une défensive de caractère passif, mais appliquer comme il se devait les principes marxistes-léninistes de l'insurrection armée. Nous estimons que la tactique à suivre aurait dû tendre à éprouver l'ennemi dans plusieurs directions et de façon incessante, ne pas lui laisser un moment de répit, l'obliger à disperser ses forces, semer la panique et la terreur dans ses rangs, lui rendre impossible le contrôle de la situation. Ainsi la lutte révolutionnaire du peuple grec n'aurait cessé de croître, au début elle aurait harcelé l'ennemi, puis elle lui aurait fait perdre le contrôle de la situation, aurait libéré des régions et des zones entières, et cela jusqu'à la réalisation de l'objectif ultérieur, l'insurrection générale et la libération de tout le pays. C'est ainsi que la guerre de partisans en Grèce aurait eu des perspectives de succès.

«Souvent, dans les entretiens que nous avons eus avec les camarades grecs, nous leur avons dit dans un esprit de camaraderie que l'Armée des partisans grecs doit essayer d'enlever de haute lutte les armements à l'ennemi ; qu'elle doit combattre avec les armes de l'ennemi et se ravitailler en vivres et en vêtements chez son peuple avec lequel et pour lequel elle luttera.

«Nous avons indiqué à nos camarades grecs que leur armée de partisans doit en premier lieu se lier avec le peuple, dont elle s'est détachée et sans lequel elle ne peut pas exister. Le peuple doit s'habituer à combattre aux côtés de son armée, à l'aider et à l'aimer comme sa libératrice. C'est là une condition indispensable. Le peuple grec doit être entraîné à ne pas se rendre à l'ennemi et grossir les rangs de son armée d'hommes et de femmes, de jeunes gens et de jeunes filles issus de son propre sein.

«Nous avons dit aussi, dans un esprit amical, aux camarades grecs que le rôle dirigeant du parti dans l'Armée des partisans grecs devait être mieux mis en oeuvre ; le commissaire politique dans chaque compagnie, bataillon, brigade et division doit être le véritable représentant du parti et, en tant que tel, être investi du droit de commander au même titre que le commandant lui-même. Mais nous avons remarqué, et le leur avons souvent mis en évidence, que les camarades grecs n'ont pas considéré correctement le rôle dirigeant du parti dans l'armée. J'ai déjà fait part au camarade Staline de ce que pense notre Parti de ce problème, dont nous traitons entre autres dans la lettre que nous lui avons adressée. L'incompréhension du rôle dirigeant du parti dans l'armée, pensons-nous, était une des raisons principales qui ont conduit à la défaite dans la guerre de l'Armée démocratique grecque. Nous partons toujours de renseignement marxiste-léniniste selon lequel le commandant et le commissaire

politique constituent une unité qui dirige les opérations militaires et l'éducation politique des détachements, que tous deux sont au même titre responsables de la situation de leur détachement à tous égards, que tous deux, commandant et commissaire, conduisent conjointement au combat leur unité, leur détachement.

Sans les commissaires politiques nous n'aurions pas eu d'Armée rouge, nous apprend Lénine. Nous avons tenu compte de cet enseignement dans notre Armée de libération nationale et nous le suivons aujourd'hui dans notre Armée populaire. Le commandant et le commissaire, en tant que commandement commun, ont existé dans l'E.L.A.S., l'Armée populaire grecque de libération, mais dans la pratique cette forme de commandement n'était pas appliquée comme il se devait. La pression des vues bourgeoises erronées des commandants de carrière qui ne pouvaient pas souffrir à leurs côtés, au commandement, des hommes sûrs du parti, a fait qu'à l'époque le rôle du commissaire au commandement de l'Armée démocratique grecque a été estompé, relégué au second plan. C'est là le résultat des conceptions des dirigeants du Parti communiste de Grèce sur réarmée régulière». Les camarades dirigeants grecs s'efforcent de justifier l'élimination du rôle du commissaire politique en prenant comme exemple le type d'armée de quelque autre pays, mais nous estimons qu'en cette question ils ne sont pas réalistes.

«De telles erreurs ont été constatées également lorsque l'Armée populaire grecque de libération a repris la lutte. Depuis le départ du général Markos, cette armée n'a pas eu de commandant en chef. Nous estimons qu'une telle situation n'était pas justifiable. Chez nous le Secrétaire général du Parti a été et continue d'être en même temps Commandant en chef de l'armée. Nous pensons que cela est juste. En temps de paix il pourrait en être différemment, on pourrait avoir un ministère de la Défense, mais dans les conditions de l'Armée démocratique grecque, en pleine guerre, cette armée devait avoir à sa tête un commandant en chef et nous avons toujours pensé et pensons encore que, selon notre expérience, cette fonction politique et militaire revient au Secrétaire général du Parti. Nous avons exprimé à plusieurs reprises cette idée aux camarades grecs. Les raisons que ceux-ci ont avancées pour justifier pourquoi ils n'ont pas agi de la sorte ne sont pas convaincantes. Les camarades grecs nous ont dit : «Le camarade Zahariadhis est très modeste», ou «nous avons eu une amère expérience avec Tito, qui était à la fois secrétaire général, premier ministre et commandant suprême de l'armée». Il nous semble qu'il ne s'agit pas ici d'une question de modestie; et l'allusion à Tito non plus, qui nous a semblé cacher quelque insinuation, n'a rien à voir dans cette affaire.

«Nous avons été étonnés par une série de formes d'organisation masquées qu'utilisaient les camarades grecs, mais nous voyions bien qu'il en était tout autrement dans la réalité. Cela, nous ne pouvons nous l'expliquer que par les idées confuses, l'opportunisme, la fausse modestie, dont, nous semblait-il, souffraient les camarades grecs et par le fait qu'ils cherchaient à dissimuler le rôle dirigeant du Parti. Il n'est pas dit que le secrétaire général du parti doive être à tout prix commandant en chef de l'armée, mais qu'une armée qui se bat n'ait pas de commandant en chef du tout, comme c'était le cas de l'Armée démocratique grecque après la destitution de Markos, cela nous a semblé et nous semble erroné.

«Les camarades grecs ne rendent personne responsable de cette situation et des défaites qui suivirent, ils émiettent la responsabilité en la faisant retomber sur ceux qui sont fautifs comme sur ceux qui ne le sont pas. Ils rejettent la faute sur tous les membres du parti, ce qui n'est nullement juste, car les membres du Parti communiste de Grèce ont lutté et luttent avec héroïsme. Nous pensons que les camarades dirigeants grecs ont peur de procéder à une profonde analyse de ces erreurs, que, pour notre part, nous considérons comme graves, ils ont peur de mettre le doigt sur la plaie. Nous sommes d'avis également que certains camarades dirigeants grecs manquent de l'esprit de critique et d'autocritique et qu'ils se défendent les uns les autres en «amis» pour les erreurs qu'ils ont commises.

«Les camarades dirigeants grecs se sont opposés à nos points de vue, dont nous leur avons fait part en camarades et en communistes internationalistes qui combattons pour la même cause, qui avons de grands intérêts communs, et à coeur la cause de la lutte du peuple grec. Ils n'ont pas bien accueilli nos remarques.

«Le camarade Niko Zahariadhis a formulé contre nous plusieurs griefs que nous avons naturellement réfutés. On connaît déjà sa déclaration au sujet du «Vorio-Epire» que j'ai évoquée au début. Il nous a fait entre autres une mauvaise querelle nous accusant d'avoir soi-disant réquisitionné les camions grecs qui servaient à transporter les réfugiés grecs et leur matériel, et nous a demandé de mettre aussi à leur service nos propres camions. Il est très vrai que nous avons utilisé les véhicules grecs pour le transport des réfugiés grecs vers les lieux où ils devaient être hébergés. Nous avons installé ces réfugiés dans le Nord de l'Albanie où, malgré nos difficultés, il nous a fallu les ravitailler aussi en vivres, c'est-à-dire partager notre pain avec eux. Quant à nos moyens de transport, le parc de nos camions était très réduit, et il nous fallait, à l'époque, assurer le ravitaillement en tout de l'Albanie entière.

«Les camarades grecs nous critiquent également de ne pas avoir donné la priorité au déchargement des secours matériels, vêtements, vivres, tentes, couvertures, etc., qui sont arrivés dans nos ports à l'intention des réfugiés grecs avant que ceux-ci ne quittent l'Albanie. Cela n'est pas vrai. Souvent les aides venant par mer de l'étranger à l'intention des réfugiés grecs avaient été chargés sous le matériel et les marchandises qui nous étaient destinés. Il va sans dire que dans ces cas-là il nous fallait d'abord décharger la partie supérieure de la cargaison; on ne pouvait pas faire autrement. Nous ne connaissons aucune méthode pour décharger un navire en commençant par le fond.

«Quoi qu'il en soit, c'étaient là de petits désaccords qui pouvaient être aplanis, comme ils l'ont été. Ce qui était déterminant, c'étaient les questions de la ligne politique et militaire du Parti communiste de Grèce durant la guerre, et que j'ai évoquées plus haut.

«Non seulement les camarades grecs ont rejeté nos points de vue et nos observations, mais nous avons l'impression qu'ils les ont pris en mauvaise part ; par ailleurs, dans leur lettre adressée il y a quelque temps à notre Bureau politique, ils identifiaient, de façon intolérable et antimarxiste, nos vues et nos attitudes de principe avec les vues des titistes. En dénaturant, pour étayer leur argumentation erronée, les points de vue exprimés par le camarade Mehmet Shehu sur la guerre de Vitsi et de Gramoz, les camarades dirigeants grecs ont pour but, à notre avis, de cacher leurs erreurs. Nous comprenons les moments difficiles traversés par la direction du Parti communiste de Grèce après la défaite de Vitsi et de Gramoz et les moments d'énervement qu'ils ont connus, mais de telles accusations graves et non fondées sont pour nous inadmissibles et elles n'auraient pas dû être formulées sans avoir été bien pesées surtout par le Bureau politique du Parti communiste de Grèce.

«A la suite de ces accusations, que notre Bureau politique a jugées avec calme, nous avons estimé que le départ d'Albanie du petit nombre de réfugiés démocrates grecs qui s'y trouvaient encore, devenait encore plus indispensable.

«Que le camarade Staline nous dise si nos points de vue et nos attitudes en cette matière ont été justes ou non et nous serons prêts à reconnaître toute erreur éventuelle de notre part et à faire notre autocritique.»

Le camarade Staline m'interrompit en me disant :

«Il ne faut pas repousser les camarades qui sont dans l'adversité.

— Vous avez raison, camarade Staline, répondis-je, mais je vous assure que nous n'avons jamais repoussé les camarades grecs. Les questions que nous soumettions à la discussion revêtaient une grande importance et pour l'Armée grecque et pour nous. Le Comité central de notre Parti ne pouvait pas permettre que la direction du Parti communiste de Grèce établisse le centre de ses activités en Albanie, il ne pouvait non plus permettre que dans notre pays s'organisent et s'entraînent des troupes pour reprendre la guerre en Grèce. Cela, je l'ai dit dans un esprit amical au camarade Niko Zahariadhis, qui avait demandé depuis longtemps que les réfugiés grecs soient transférés dans d'autres pays, et c'est ce qui a été fait pour la plupart d'entre eux. Il s'agissait donc d'un petit nombre de réfugiés qui se trouvaient encore chez nous. Nous n'avons jamais laissé entendre que nous chasserions les

réfugiés grecs de notre pays, mais, outre que le camarade Niko lui-même a demandé leur départ vers d'autres pays, le bon sens même nous dictait, dans les circonstances créées, de ne garder à aucun prix chez nous ceux qui y étaient restés.

«Ce sont là les problèmes, camarade Staline, que je tenais à soulever, et que nous avons d'ailleurs traités avec les camarades grecs, ainsi que dans la lettre que nous vous avons déjà envoyée.

— Vous avez terminé ? me demanda alors le camarade Staline.

— Oui, j'ai terminé», répondis-je.

Il donna alors la parole au camarade Zahariadhis.

Celui-ci se mit à défendre les accords de Varkize en soulignant que la signature de ces accords n'était pas une erreur de leur part et il développa plus largement cette thèse. C'étaient les mêmes vues qu'il m'avait déjà exposées.

Afin d'expliquer les raisons de leur défaite, Zahariadhis souleva, entre autres, la question suivante: «Si nous avons pu prévoir dès 1946 la trahison de Tito, nous n'aurions pas engagé le combat contre les monarcho-fascistes». Puis il ajouta encore quelques autres «raisons» pour expliquer la défaite, répétant qu'ils avaient manqué d'armement, que les Albanais, bien qu'ils aient partagé leur pain avec les réfugiés grecs, leur avaient dressé certains obstacles, etc. Par là même, le camarade Zahariadhis faisait de certains problèmes secondaires des questions de principe. Il évoqua ensuite notre demande (alors que lui-même avait fait la même demande avant nous) sur le départ d'Albanie des réfugiés démocrates grecs qui s'y trouvaient encore. Selon lui, cela aurait mis fin à la Lutte de libération nationale grecque.

A cette occasion je tiens à dire mon impression sur le camarade Niko Zahariadhis. Il était très intelligent, cultivé, mais selon moi, pas aussi marxiste qu'il aurait dû l'être. En dépit de la défaite essuyée, il se mit à défendre la stratégie et la tactique suivies par l'Armée démocratique grecque en insistant sur leur bien-fondé et en prétendant qu'ils ne pouvaient pas agir autrement. Il traita longuement de cette question. Ainsi donc, chacun de nous est demeuré sur ses positions.

Ce furent là, en substance, les thèses de Niko Zahariadhis. Son exposé fut aussi long que le mien, sinon plus.

Le camarade Staline et les autres camarades dirigeants soviétiques l'écoutèrent lui aussi attentivement.

Après Niko, le camarade Staline interrogea Mitcho Partsalidhis :

«Avez-vous quelque chose à dire au sujet de ce que les camarades Enver Hoxha et Niko Zahariadhis viennent d'exposer ?

— Je n'ai rien à dire de plus de ce que le camarade Niko vient d'exposer, répondit Partsalidhis et il ajouta qu'ils attendaient que les camarades soviétiques et le Parti bolchevik portent un jugement sur ces questions.»

Alors Staline prit la parole. Il parla posément, comme nous l'avons toujours vu faire à chacune de nos rencontres. Il s'exprima en termes simples, nets et extrêmement clairs. Il reconnut que la lutte du peuple grec avait été une lutte héroïque, émaillée d'actes de vaillance mais marquée aussi d'erreurs.

«En ce qui concerne Varkize, souligna Staline, les Albanais ont raison, et, après avoir traité de ce problème, il ajouta : Vous devez comprendre, camarades grecs, que les accords de Varkize ont été une

grave erreur de votre part. Vous n'auriez pas dû les signer ni déposer les armes, car cela a causé un grand tort à la lutte du peuple grec.

«Quant à votre stratégie et à votre tactique dans la lutte démocratique grecque, et bien que cette lutte ait été héroïque, je pense que là encore les camarades albanais en font une juste appréciation. Vous auriez dû mener une guerre de partisans pour passer ensuite des étapes de cette guerre à la guerre régulière.

«J'ai critiqué le camarade Enver Hoxha en lui disant qu'il ne faut pas repousser les camarades qui sont dans l'adversité, mais de ce que nous venons d'entendre ici, il ressort que les camarades albanais ont observé une juste attitude à l'égard de vos vues et de vos actions. Les circonstances créées et les conditions de l'Albanie étaient telles que vous ne pouviez pas rester dans ce pays, car cela aurait mis en danger l'indépendance de la République Populaire d'Albanie.

«Nous avons accepté votre demande sur le passage de tous les réfugiés démocrates grecs dans d'autres pays et à cette heure ils y ont tous été transférés. Tout le reste, armes, munitions, etc., que les camarades albanais ont pris aux soldats démocrates grecs qui ont passé la frontière et sont entrés en Albanie, revenaient, souligna Staline, à ce pays. Ces armes devaient donc rester en Albanie, car ce pays, en accueillant les combattants démocrates grecs, bien qu'il les eût désarmés, n'en avait pas moins mis en danger son indépendance.

«Quant à votre idée selon laquelle «si vous aviez pu prévoir dès 1946 la trahison de Tito, vous n'auriez pas engagé le combat contre les monarcho-fascistes», elle est erronée, indiqua Staline, car il faut se battre pour la liberté de son peuple même si l'on est encerclé. Toutefois, vous devez vous dire que vous n'étiez pas encerclés, car vous aviez à vos flancs, au nord, l'Albanie et la Bulgarie ; tous soutenaient votre juste lutte. C'est ce que nous pensons», conclut le camarade Staline. Et il ajouta :

«Qu'en dites-vous, camarades albanais, Hoxha et Shehu ?

— Nous sommes d'accord avec vous sur tous vos jugements.

— Et vous, camarades grecs, Zahariadhis et Partsalidhis, qu'en pensez-vous ?»

Le camarade Niko déclara :

«Vous nous avez beaucoup aidés, maintenant nous nous rendons compte de n'avoir pas agi correctement et nous nous efforcerons de rectifier nos erreurs, etc., etc.

— Très bien, dit Staline, reprenant la parole. Alors nous considérons cette question comme réglée.»

Comme nous nous apprêtions à partir, Molotov intervint et s'adressa à Zahariadhis :

«J'avais quelque chose à vous dire, camarade Niko. Le Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique a reçu d'un de vos camarades une lettre où il dit que «Niko Zahariadhis est un agent des Anglais». Il n'est pas de notre ressort de tirer au clair cette question, mais nous ne pouvons pas la garder secrète et ne pas vous en mettre au courant, d'autant plus que la personne accusée est un camarade dirigeant du Parti communiste de Grèce. Voilà la lettre. Qu'en pensez-vous ?

— Je vais vous expliquer cela, répondit Niko Zahariadhis. Lorsque les troupes soviétiques nous ont libérés du camp de concentration, je me suis rendu au commandement soviétique pour demander à être envoyé au plus tôt à Athènes, car c'est là qu'était ma place. C'étaient des moments décisifs et je devais me trouver en Grèce. Mais votre commandement à ce moment-là ne disposait pas d'un moyen de transport pour m'y conduire. Je me suis donc vu obligé de m'adresser au commandement anglais, où

j'ai demandé à être reconduit dans mon pays. Les Anglais m'ont embarqué dans un avion et c'est ainsi que j'ai regagné la Grèce. Ce camarade considère que, du moment que je suis rentré dans mon pays par l'intermédiaire du commandement anglais, cela veut dire que je suis un agent des Anglais, ce qui est naturellement faux».

Staline intervint et dit :

«C'est clair, cette question aussi est réglée Alors nous avons fini !»

Il se leva, et après qu'il nous eut serré la main à chacun, nous nous dirigeâmes vers la porte. C'était une longue salle et au moment où nous atteignons la porte de sortie, Staline nous appela :

«Un moment, camarades ! Embrassez-vous, camarade Hoxha et camarade Zahariadhis !»

Nous nous embrassâmes.

Une fois dehors, Mitcho Partsalidhis ajouta :

«Staline n'a pas son pareil, il s'est comporté avec nous comme un père. Maintenant tout est clair.»

C'est ainsi que se termina cette confrontation chez Staline.

CINQUIEME RENCONTRE — Avril 1951

De la situation politique, économique et sociale en Albanie. La réaction extérieure vise à renverser notre pouvoir populaire. Sentence finale de la Cour de la Haye. «Une haute vigilance et des prises de position fermes permettent de percer à jour et d'annihiler les tentatives de l'ennemi». «En même temps qu'à la construction d'unités industrielles, vous devez veiller aussi au renforcement de la classe ouvrière et à la formation des cadres». De la collectivisation de l'agriculture. «Les spécialistes soviétiques ne sont pas chez vous pour rester dans les bureaux, mais pour aider sur le terrain». Critiques sévères de Staline au sujet d'un opéra soviétique fardant la réalité. Au XIXe Congrès du P.C. (b) de l'Union soviétique, — pour la dernière fois avec l'inoubliable Staline.

Le dernier entretien que j'eus avec Staline se déroula à Moscou le 2 avril 1951 au soir, à 10 heures 30, heure locale. Participaient à cette rencontre Molotov, Malenkov, Beria et Boulganine.

Au cours de cette conversation furent traités divers problèmes concernant la situation intérieure de notre Parti et de notre Etat, des questions économiques, en particulier du secteur de l'agriculture, les accords économiques à conclure éventuellement avec divers pays, le renforcement du travail dans nos instituts supérieurs, ainsi que des problèmes de la situation internationale, etc.

Au début, je décrivis à grands traits au camarade Staline la situation politique de notre pays, le grand travail que notre Parti n'a cessé de mener pour éduquer les masses dans un esprit révolutionnaire élevé, je lui parlai de la solide unité qui s'est créée et se renforce chaque jour dans notre Parti et notre peuple, de la confiance inébranlable de notre peuple dans le Parti. «Nous consoliderons sans cesse nos victoires, dis-je au camarade Staline, en étant toujours vigilants et prêts à défendre l'indépendance et la liberté, l'intégrité territoriale de notre pays et les victoires de notre peuple contre tout ennemi extérieur et intérieur qui tentera de nous menacer. En particulier, nous suivons avec vigilance les innombrables tentatives de l'impérialisme américain qui, à travers ses laquais, les nationalistes de Belgrade, les monarcho-fascistes d'Athènes et les néo-fascistes de Rome, vise à renverser notre pouvoir populaire, à nous asservir et à démembrer l'Albanie.»

J'informai également le camarade Staline de la sentence finale de la Cour de la Haye.

«Cette Cour, lui indiquai-je entre autres, a examiné, comme je vous l'ai déjà dit, le prétendu incident de Corfou et, étant manipulée par les impérialistes anglo-américains, nous a condamnés injustement à indemniser les Anglais. Nous avons rejeté cet arrêt arbitraire, mais les Anglais ont mis la main sur l'or que nous avaient pillé les nazis allemands dans l'ancienne Banque nationale d'Albanie. Lorsque fut découvert en Allemagne l'or pillé par les nazis dans les pays occupés, la Commission tripartite chargée de sa redistribution décida à ses réunions à Bruxelles en 1948, la restitution à l'Albanie d'une partie de ce qui lui revenait de droit. Mais les Anglais ont maintenant mis la main sur cette quantité d'or, ils l'ont bloquée et ne nous permettent pas de la retirer, conformément à la décision prise à Bruxelles.

«Les ennemis extérieurs de notre pays, dis-je ensuite au camarade Staline, nouent maintenant au grand jour d'étroits liens. Ils organisent contre nous des provocations incessantes aussi bien à la frontière yougoslave qu'à la frontière grecque et italienne, tant par voie de terre que par mer et par les airs, et les gouvernants de ces trois pays, non contents de mener une politique ouvertement anti-albanaise, ont rassemblé les traîtres fascistes, les émigrés albanais, les bandits, déserteurs et criminels de tout acabit, qui sont entraînés par les étrangers pour être parachutés en Albanie afin d'y organiser des mouvements armés, des sabotages dans l'économie, des attentats contre les dirigeants de notre Parti et de notre Etat, et de créer des centres d'espionnage pour eux-mêmes et leurs patrons.

«Nous avons toujours été vigilants à l'égard de ces menées de la réaction extérieure et nous avons donné et donnerons à chacune de leurs tentatives la riposte qu'elle mérite. Notre armée et l'Arme de notre Sûreté d'Etat ont apporté une grande contribution dans ce sens. Elles ont été constamment renforcées, judicieusement éduquées et elles se modernisent sans arrêt en assimilant l'art militaire marxiste-léniniste.»

Je parlai ensuite à Staline d'une série de problèmes militaires et des principales directions d'où nous pensions pouvoir être éventuellement attaqués de l'extérieur.

«Comment savez-vous que vous serez attaqués de ces directions-là ?» me demanda aussitôt Staline.

Après avoir écouté les explications détaillées que je lui fournis sur ce point, il me dit :

«Concernant les problèmes militaires que vous venez d'évoquer, nous avons chargé le camarade Boulganine d'en discuter plus à fond avec vous.»

Il me posa ensuite une série d'autres questions, entre autres: «Avec quelles armes défendez-vous votre frontière ? Comment utilisez-vous les armes que vous avez enlevées à l'ennemi ? Combien d'hommes pouvez-vous mobiliser en cas de guerre ? De quels effectifs disposez-vous aujourd'hui ?».

Je répondis à ses questions l'une après l'autre. J'évoquai notamment les puissants liens de notre armée avec le peuple, le grand amour de notre peuple pour son armée et je dis au camarade Staline qu'en cas d'attaque de l'extérieur notre peuple tout entier était prêt à se dresser pour défendre la liberté et l'indépendance de son pays, le pouvoir populaire.

Le camarade Staline prit alors lui-même la parole. Exprimant sa satisfaction d'apprendre que notre armée se renforçait et qu'elle était liée au peuple, il me dit entre autres :

«J'estime que vos effectifs sont suffisants ; je vous conseille donc de ne pas les augmenter, car leur entretien vous coûte cher. Ce que, par contre, vous devriez augmenter un peu, c'est le nombre de vos tanks et de vos avions.

«Dans la situation actuelle, prenez garde au danger qui peut vous venir de Yougoslavie. Les titistes ont des agents chez vous, et ils y en enverront d'autres aussi. Ils voudraient bien vous attaquer, mais ils ne peuvent le faire, car ils ont peur. Ne vous en effrayez pas, mais attentez-vous à la tâche pour renforcer

votre économie, éduquer vos cadres et renforcer le Parti; soyez vigilants et entraînez bien votre armée. Si vous avez un Parti, une économie et une armée solides, vous n'aurez rien à craindre de personne.

«Les monarcho-fascistes grecs, poursuivit-il, craignent les Bulgares, ils appréhendent une attaque de leur part. Les Yougoslaves, de leur côté, afin d'obtenir des aides américaines, poussent les hauts cris en prétendant que la Bulgarie va les attaquer. Mais celle-ci n'a aucune intention de ce genre ni à l'encontre des Grecs ni à rencontre des Yougoslaves.»

J'indiquai ensuite au camarade Staline le grand travail qui se fait chez nous pour le renforcement de l'unité dans le peuple même, et entre le peuple et le Parti, ainsi que les coups que nous avons portés aux éléments traîtres et hostiles dans le pays. Je lui dis qu'à l'égard de ces éléments, nous ne nous sommes montrés ni hésitants ni opportunistes, mais que nous avons pris les mesures requises pour neutraliser toute conséquence de leur activité hostile. «Ceux qui par leur activité criminelle et hostile ont passé la mesure, précisai-je au camarade Staline, ont été déférés devant nos tribunaux et y ont reçu le châtiment qu'ils méritaient.

— Vous avez bien fait, me dit Staline. L'ennemi cherchera à s'infiltrer même dans le Parti, voire même jusque dans son Comité central, mais une haute vigilance et des prises de position fermes permettent de percer à jour et d'annihiler ses tentatives.»

Cette fois encore, nous discutâmes longuement avec le camarade Staline de notre situation économique, des résultats obtenus dans le développement économique et culturel de notre pays et de ses perspectives d'avenir. Je lui parlai entre autres des succès de la politique de notre Parti concernant l'industrialisation socialiste et le développement de l'agriculture dans notre pays, ainsi que de certaines de nos prévisions pour le 1^{er} plan quinquennal 1951-1955.

Comme d'habitude, il s'intéressa beaucoup à notre situation économique et à la politique de notre Parti à cet égard. Il me demanda quand seraient achevés le combinat textile, la sucrerie et les autres unités industrielles en cours de construction chez nous.

Je répondis à ses questions et soulignai que, de pair avec les succès obtenus dans la construction de ces unités et des autres établissements industriels et sociaux, ainsi que dans l'agriculture, nous avons enregistré aussi des insuccès. «Nous avons analysé, lui dis-je, les raisons de ces insuccès au Comité central du Parti dans un esprit de critique et d'autocritique et avons défini la responsabilité de chacun; nous attachons en particulier de l'importance au renforcement du rôle dirigeant du Parti, à la bolchévisation continue de sa vie, à ses liens toujours plus étroits avec les masses du peuple», et je continuai mon résumé de la situation intérieure de notre Parti.

Mais le camarade Staline m'interrompit : «Pourquoi, camarade Enver, me dit-il, nous soumettez-vous ces problèmes que vous connaissez mieux que nous ? Nous nous réjouissons de vous entendre dire que vous êtes en train de construire une série d'établissements industriels. Mais je tiens à souligner que, parallèlement à la construction d'unités industrielles, vous devez veiller aussi au renforcement de la classe ouvrière et à la formation des cadres. En particulier, le Parti doit prendre soin de la classe ouvrière qui sera créée et se renforcera de jour en jour du même pas que le développement de l'industrie en Albanie.

— En particulier, repris-je, la question du développement et du progrès de l'agriculture revêt pour nous une grande importance. Vous savez que notre pays est un pays agricole qui a hérité du passé un grand retard. Notre objectif a été et demeure l'accroissement de notre production agricole et, compte tenu du fait que la majeure partie de notre agriculture se compose de petites exploitations individuelles, il nous a fallu et il nous faudra prendre de multiples mesures pour aider nos paysans et les encourager à mieux travailler et à produire davantage. Certes, nous avons obtenu des résultats, la production a augmenté, mais nous sommes conscients que le niveau actuel de notre agriculture ne correspond pas comme il se doit aux besoins croissants du pays en denrées alimentaires pour la population, et en matières

premières pour fournir notre industrie et nos exportations. Nous savons que la seule voie qui tirera définitivement notre agriculture de son état arriéré et l'établira sur des bases solides pour assurer une grande production, est celle de la collectivisation. Mais à cet égard nous avons avancé et avançons à pas mesurés.

— Avez-vous beaucoup de coopératives chez vous ? me demanda Staline.

— Environ quatre-vingt-dix.

— Quelle est leur condition ? Comment les paysans y vivent-ils ?

— La plupart de ces coopératives, répondisse, n'existent que depuis un ou deux ans, néanmoins une partie d'entre elles montrent leur supériorité sur la petite propriété individuelle morcelée. Le travail collectif et organisé, l'aide en semences, en moyens mécanisés, en cadres, etc., que l'Etat ne cesse de leur accorder, ont eu pour effet de consolider les bases de la production et de l'accroître. Malgré tout, il nous reste beaucoup à travailler pour en faire un exemple et un modèle pour la paysannerie individuelle, C'est pourquoi notre objectif principal dans l'organisation de notre agriculture est, tout en consolidant les coopératives existantes, en les aidant et en les entourant toujours plus de nos soins, d'avancer à pas mesurés dans la voie de la création de nouvelles unités de ce genre.»

Staline, m'ayant écouté, me donna un conseil: «Vous ne devez pas vous hâter dans la mise sur pied de nouvelles coopératives agricoles. Essayez de consolider les coopératives existantes, mais veillez à ce que les rendements des cultures agricoles y soient élevés. Ainsi leurs membres seront satisfaits des bons résultats obtenus dans la production, et leur exemple entraînera les autres vers la collectivisation.

«Tant que vos paysans ne seront pas convaincus de la supériorité de la propriété collective, il sera inopportun d'augmenter le nombre de vos coopératives. Si les coopératives déjà mises sur pied apportent des avantages à leurs membres, alors les autres paysans les suivront aussi.»

Les problèmes de notre agriculture, la situation de notre paysannerie, ses traditions et sa mentalité, occupèrent la plus grande partie de cet entretien. Le camarade Staline voulait être informé le mieux possible, il s'intéressait même à des détails, se réjouissait de nos succès, mais ne manquait pas non plus de nous faire des observations amicales et de nous donner de précieux conseils pour l'amélioration de notre travail futur.

«Le maïs est-il toujours la culture principale en Albanie ? me demanda-t-il.

— Oui, répondis-je, le maïs, suivi du blé. Néanmoins, ces dernières années, le coton, le tournesol, les cultures maraîchères, la betterave à sucre, etc., se répandent toujours plus.

— Vous plantez beaucoup de coton ? Quels rendements obtenez-vous ?

— Nous ne cessons d'accroître les superficies consacrées à cette culture industrielle et nos agriculteurs y ont déjà acquis une expérience non négligeable. Cette année nous comptons en planter environ 20 000 hectares, mais quant aux rendements obtenus et à la qualité du coton, nous sommes encore en retard. Nous avons atteint jusqu'ici une moyenne d'environ cinq quintaux à l'hectare. Mais il nous faudra améliorer cette situation. Nous avons souvent discuté et analysé ce problème qui est pour nous de la plus haute importance, en ce que l'habillement du peuple en dépend, nous avons pris et continuons de prendre de nombreuses mesures, mais n'avons pas encore obtenu les résultats souhaités. La culture du coton a besoin de soleil et d'eau. Nous ne manquons pas de soleil, et notre sol et notre climat sont favorables à cette culture, mais nous sommes encore en retard en ce qui concerne l'irrigation. Il nous faut créer un bon système de canaux afin de promouvoir aussi le développement de cette culture.

— Quelle culture vos paysans irriguent-ils le plus, le maïs ou le coton ? me demanda Staline.

— Le maïs, répondis-je.

— Cela veut dire, me lança-t-il, que vos paysans n'aiment pas encore le coton, qu'ils le sous-estiment.»

Dans la suite de notre entretien, je dis au camarade Staline que ces derniers temps encore nous avons discuté des faiblesses manifestées dans cette culture, des tâches qui nous incombaient pour la développer. Je soulignai que des consultations faites sur le terrain il ressortait que, dans certains cas, on avait utilisé une semence ne convenant pas à nos conditions et, par la même occasion, je lui présentai un certain nombre de demandes d'aides pour pouvoir assurer la marche normale du travail tant à notre Combinat de textiles qu'à notre usine d'égrenage du coton.

«Je pense que quelque spécialiste a dû se tromper sur cette question, dit-il. Mais l'essentiel, c'est le travail de l'agriculteur. Pour ce qui est de vos demandes en matière de coton, nous les satisferons toutes, si elles sont justifiées. De toute façon nous verrons.»

Au cours de cette rencontre le camarade Staline s'enquit à plusieurs reprises de nos coopératives agricoles, de leur état actuel et de leurs perspectives de développement. Je me souviens qu'il me posa entre autres ces questions :

«De quelles machines disposent vos coopératives agricoles ? Comment fonctionnent vos S.M.T. ? Avez-vous des instructeurs dans vos coopératives ?»

Je répondis à chacune d'elles, mais il ne se montra pas pleinement satisfait de l'organisation de notre travail dans ce secteur, et il me fit la remarque suivante :

«Ce travail n'est pas bien engagé. Si vous continuez à agir ainsi, vous risquez de faire du tort même aux coopératives que vous avez déjà créées. Vous devez naturellement poursuivre la qualification de vos cadres, mais la présence, à leurs côtés, de conseillers soviétiques dans vos coopératives agricoles vous serait utile. Et ceux-ci ne devront pas rester dans les bureaux mais apporter leur aide sur le terrain.

«Si vos principaux cadres dirigeants de l'agriculture n'ont jamais vu comment sont dirigées et organisées les coopératives agricoles ailleurs, ils auront du mal à conduire ce travail comme il se doit. Qu'ils viennent donc voir comment nous procédons en Union soviétique, s'instruire à notre expérience et transmettre ce qu'ils auront appris aux agriculteurs albanais.»

Au cours de cet entretien, je parlai aussi à Staline de la nécessité d'établir des rapports économiques avec d'autres Etats.

Après m'avoir écouté, il me dit :

«Qui est-ce qui vous en a empêchés ? Vous avez signé des traités avec les pays de démocratie populaire, qui vous ont d'ailleurs accordé des crédits. Je vous conseille de conclure avec d'autres pays aussi des accords du type de celui que vous avez passé avec la Bulgarie. Nous n'avons rien contre une telle pratique, au contraire, nous la considérons comme très positive»

Puis j'avancai à Staline certaines autres demandes d'aide pour le développement de notre économie et de notre culture. Il les accueillit, comme toujours, avec bienveillance et me dit de m'adresser à Mikoïan, que je devais d'ailleurs rencontrer trois fois ces jours-là, pour pouvoir en discuter plus en détail et en décider.

Le camarade Staline acquiesça aussitôt à ma demande de nous envoyer des professeurs soviétiques auprès de nos instituts supérieurs, mais il observa :

«Mais comment feront nos professeurs qui ne savent pas l'albanais ?»

Puis, fixant son regard dans le mien, il ajouta :

«Nous comprenons bien votre situation, c'est pourquoi nous vous avons aidés et nous vous aiderons à l'avenir encore davantage. Mais j'ai une remarque à vous faire, camarades albanais : J'ai étudié vos requêtes et j'ai vu que vous ne demandez pas beaucoup pour l'agriculture. Vos demandes concernent surtout l'industrie, mais l'industrie, sans l'agriculture, ne peut tenir debout et avancer. Je veux dire, camarades, qu'il vous faut attacher une plus grande importance au développement de l'agriculture. Nous vous avons envoyé aussi des conseillers pour les questions économiques, mais, apparemment, ils ne font pas bien leur travail.

— Ils nous ont aidés», intervins-je, mais Staline, peu convaincu de ce que je venais de lui dire sur les conseillers soviétiques, revint à la charge. Il me demanda en riant :

«Qu'avez-vous fait de la semence de maïs géorgien que je vous ai donnée, vous l'avez semée ou vous l'avez jetée par la fenêtre ?»

Pris de court, je me sentis rougir et je lui dis que nous l'avions distribuée dans certaines zones, mais que je n'avais pas connaissance des résultats. C'était là une bonne leçon pour moi. De retour à Tirana, je me suis immédiatement intéressé à ce problème et les camarades m'ont dit que les résultats en étaient excellents ; les agriculteurs qui l'avaient semée étaient arrivés à récolter jusqu'à 70 quintaux à l'hectare et que l'on entendait partout parler du maïs géorgien, que nos paysans appelaient le «cadeau de Staline».

«Et qu'est-ce que vous avez fait des eucalyptus ? Vous avez planté les semences que je vous ai données ?

— Nous les avons envoyées dans la zone de Myzeqe où il y a le plus grand nombre de marécages et nous avons transmis à nos spécialistes toutes vos recommandations.

— C'est bien, dit le camarade Staline. Il faut vous intéresser à les faire planter et grandir. C'est un arbre qui pousse très vite et il est très efficace contre l'humidité.

«La semence de maïs que je vous ai donnée croît très rapidement et vous pouvez la répandre dans toute l'Albanie», me dit ensuite le camarade Staline et il me demanda :

«Avez-vous des établissements spéciaux qui s'occupent de la sélection des semences ?

— Oui, lui répondis-je, nous avons également créé un secteur spécialisé qui relève du ministère de l'Agriculture et nous espérons à l'avenir le renforcer et l'étendre encore.

— Vous ferez très bien, observa le camarade Staline. Il faut que ces services déterminent bien quelles sont les plantes et les semences qui conviennent le mieux aux diverses zones du pays et qu'ils se les assurent. Vous devez aussi vous procurer chez nous des semences dont les rendements sont deux ou trois fois supérieurs. Je vous ai déjà dit que nous vous aiderons par tous nos moyens, mais l'essentiel, camarades, c'est votre travail à vous, le travail d'envergure et incessant que vous faites pour le développement général de votre pays, de l'industrie, de l'agriculture, de la culture, de la défense.

— Camarade Staline, nous exécuterons sans faute vos recommandations», lui dis-je en le remerciant de tout coeur de son accueil chaleureux et sincère, de ses précieux conseils et recommandations.

Cette fois-là, je passai tout le mois d'avril en Union soviétique.

Quelques jours après cette rencontre, le 6 avril, je fus au théâtre «Bolshoï» pour voir le nouvel opéra «Du fond du coeur», qui, comme on m'en avait informé, traitait de la vie nouvelle dans les campagnes kolkhoziennes. Le camarade Staline était venu le même soir assister à ce spectacle ; il avait pris place dans une avant-scène, tandis qu'avec mes camarades et deux camarades soviétiques qui nous accompagnaient, j'étais assis dans une loge du premier balcon faisant face à la sienne.

Le lendemain, j'appris que Staline avait critiqué très sévèrement cet opéra, que certains critiques d'art avaient porté aux nues comme une oeuvre musicale de valeur. Le camarade Staline, me dit-on, a critiqué cet opéra, parce qu'il ne représentait pas d'une façon juste et objective la vie dans les campagnes kolkhoziennes. Le camarade Staline avait dit que la vie des kolkhozes dans cette oeuvre était idéalisée, qu'elle était rendue de façon non véridique, que la lutte des masses contre les insuffisances et les difficultés n'y était pas reflétée, mais que tout y était fardé et pénétré de l'idée néfaste que «tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes». Cet opéra fut critiqué plus tard par la presse centrale du Parti et j'ai compris le grand souci que se faisait Staline des phénomènes de ce genre qui renfermaient les germes d'un grand danger futur.

Parmi mes visites de ces journées inoubliables, je me rappelle entre autres celle que je fis à Stalingrad, où je visitai la colline de Mamaï Kurgan. Pendant la guerre antihitlérienne, les combattants de l'Armée rouge, avec le nom de Staline sur les lèvres, défendirent cette colline pouce par pouce, et même millimètre par millimètre. Le sol de la colline de Mamaï Kurgan fut retourné et les terribles bombardements en changèrent plusieurs fois le relief : d'un lieu couvert d'herbe et de fleurs qu'elle était avant la fameuse bataille de Stalingrad, elle se transforma en un lieu jonché de fer et d'acier, des débris des tanks qui s'y étaient heurtés de front. Je me courbai avec respect pour ramasser une poignée de terre de cette colline qui symbolise les hauts faits du soldat stalinien et, de retour en Albanie, je l'ai offerte au musée de la Lutte de libération nationale à Tirana.

Du haut de Mamaï Kurgan se découvrait toute la ville de Stalingrad, à travers laquelle serpentait l'imposante Volga. C'est dans cette ville légendaire, que les soldats soviétiques, appliquant le plan stalinien d'attaque contre les hordes hitlériennes, écrivirent de glorieuses pages d'histoire, c'est là qu'ils triomphèrent des agresseurs nazis et amorcèrent, par leur victoire, un tournant dans la Seconde Guerre mondiale dans son ensemble. Incendiée, détruite, réduite à l'état de décombres, cette ville qui porte le nom du grand Staline ne s'est pas rendue.

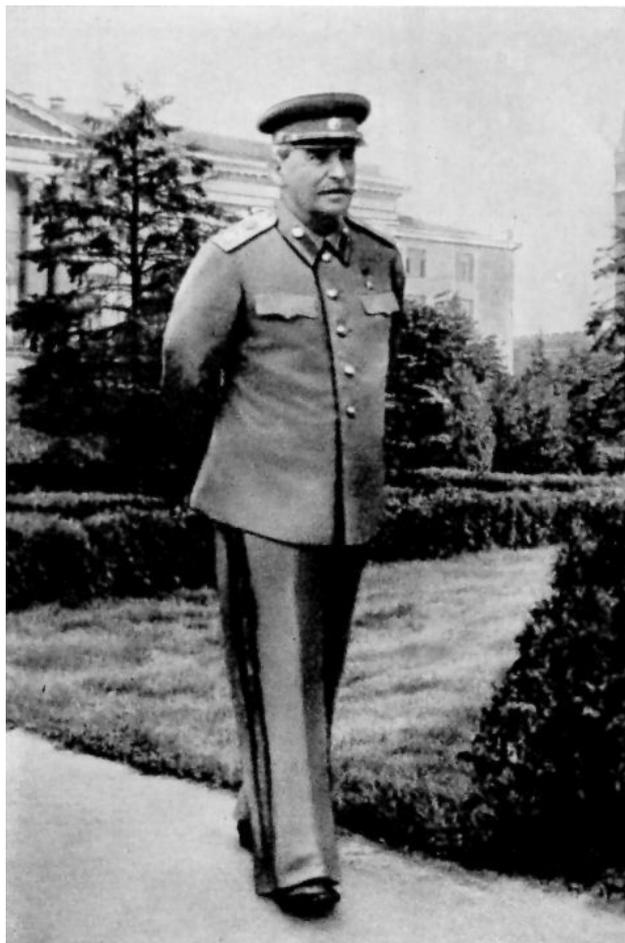
Maintenant un tout autre spectacle s'offrait à mes yeux. La ville détruite par la guerre avait été reconstruite depuis ses fondements en un laps de temps extrêmement court. Les nouvelles constructions, immeubles d'habitations, établissements socioculturels, écoles, bâtiments de l'université, cinémas, hôpitaux, fabriques et usines modernes, les nouvelles rues larges et nettes, en avaient complètement transformé l'aspect. Les rues étaient bordées d'arbres verdoyants, les parcs et les jardins remplis de fleurs et d'enfants. Je me rendis aussi à l'usine des tracteurs de cette ville où je rencontrai beaucoup d'ouvriers. «...Nous aimons beaucoup le peuple albanais, me dit l'un d'entre eux, et actuellement, en temps de paix, nous travaillons aussi pour lui, Nous enverrons aux paysans albanais encore plus de tracteurs, c'est là la volonté et la recommandation de Staline».

Partout nous avons senti à notre égard l'amour et le respect que le grand Staline, l'ami bien-aimé et inoubliable du peuple albanais et du Parti du Travail d'Albanie, avait cultivés chez les simples gens soviétiques. C'est ainsi que prit fin cette visite que je fis en Union soviétique, celle de ma dernière rencontre en tête à tête avec le grand Staline, dont, comme je l'ai déjà dit, je garde à l'esprit des souvenirs et des impressions ineffaçables.

En octobre 1952, je me rendis à nouveau à Moscou, à la tête d'une délégation du Parti du Travail d'Albanie, pour participer au XIX^e Congrès du PC (b) de l'Union soviétique. C'est là que je vis pour la dernière fois l'inoubliable Staline, c'est là que j'entendis pour la dernière fois sa voix si attachante et exaltante, c'est là que, du haut de la tribune du Congrès, après avoir dit que la bourgeoisie a foulé ouvertement aux pieds le drapeau des libertés démocratiques, de la souveraineté et de l'indépendance, il adressa aux partis communistes et démocratiques qui n'avaient pas encore pris le pouvoir, ces paroles historiques : «Je pense que c'est vous qui devez relever ce drapeau, ... et le porter en avant si vous tenez à rallier à vous la majorité du peuple, ... si vous voulez être des patriotes de votre pays, si vous voulez devenir la force dirigeante de la nation. Personne d'autre que vous ne peut le relever».

J'ai gardé et je garderai toujours vivace dans mon esprit et dans mon coeur son image, au moment où, de la tribune du Congrès, il nous galvanisa en qualifiant les partis communistes des pays socialistes de «brigades de choc du mouvement révolutionnaire mondial».

Nous fîmes ces jours-là le serment que le Parti du Travail d'Albanie se montrerait digne de son titre de «brigade de choc», qu'il s'attacherait à mettre en oeuvre le plus fidèlement possible les enseignements et recommandations de Staline, ce testament historique auquel notre Parti veille comme à la prunelle de ses yeux. Nous avons répété ce serment solennel en ce jour de profonde tristesse, le jour où nous quitta l'immortel Staline, et nous sommes fiers que notre Parti, brigade de choc stalinienne, ait toujours tenu parole, qu'il se soit toujours guidé, comme il se guidera toujours, sur les seuls enseignements de Marx, Engels, Lénine et de leur disciple et continuateur conséquent de leur oeuvre, notre ami bien-aimé, le glorieux dirigeant Joseph Vissarionovitch Staline.



J. V. Staline (1879-1953)



Les camarades Enver Hoxha et Hysni Kapo, déposant une couronne au nom du C.C. du P.T.A. devant le monument à Joseph Staline à Tirana, le mars 1953.



Le camarade Enver Hoxha signant le Serment du peuple albanais à l'occasion de la mort de Joseph Staline. 10 mars 1953.



Le monument à Joseph Staline sur la place devant le combinat textile «Staline» à Tirana (Oeuvre du sculpteur O. Paskali).